



SEANCE ORDINAIRE DU 30 OCTOBRE 2014

Compte rendu

L'an deux mille quatorze et le trente octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme A. AMIEL suppléant de M. J.-F. AUDRIN, Mme T. FRANCES suppléant de M. T. BREYSSE, Mme J. SCHWARTZ suppléant de M. L. JAOUL, Madame A. THIBAUT suppléant de M. A. MOYNIER, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

Mme V. DEMON à M. A. LARUE, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. T. DEWINTRE à Mme I. GUIRAUD, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, M. G. LANNELONGUE à M. J. DOMERGUE, M. J. MARTINIER à Mme M. FOURCADE, M. E. PENSO à M. R. CALVAT.

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 55 affaires.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU MERCREDI 1^{er} OCTOBRE 2014

Monsieur Président soumet à l'approbation des élus le projet du procès-verbal du mercredi 1^{er} octobre 2014. Le procès-verbal de la séance du mercredi 1^{er} octobre 2014 est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

N°D2014-463 - 24/09/14 - Service de Proximité et de Solidarité

Décision relative au marché n°3614PS14 de fourniture et pose de quinze cases mortuaires réfrigérées, froid positif - Dépose et pose des anciennes cases réfrigérées

Objet : Un marché est passé avec la société Hygeco International Produits sise Garges-lès-Gonesses. Ce marché concerne la fourniture et la pose de quinze cases réfrigérées, froid positif - Dépose et pose des anciennes cases réfrigérées. Le marché prend effet à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est de trois mois. Le montant du marché s'élève à 31 005 € H.T.

N°D2014-471 - 03/10/14 - Direction des Sports

Décision relative à un marché n°3734DS14 pour l'achat de places pour les événements de la Park & Suites Arena

Objet : Un marché de prestations de services est passé avec la société Montpellier Events pour l'achat de places à l'ARENA. Description des prestations demandées : package de 12 places avec prestations VIP (restauration et accueil privilégié) valables pour 10 événements soit un total de 120 places à choisir dans la programmation de l'Arena. Le montant des prestations s'élève à 30 000,00 € H.T. Le recours à l'article 35.II.8 du Code des Marchés Publics s'impose, seul cet opérateur économique étant en capacité de réaliser cette prestation.

N°D2014-497 - 17/09/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n° 3 de transfert du marché n° 2556EA11 de travaux courants sur les réseaux d'eau et d'assainissement des communes - Lot n° 1

Objet : Un avenant n° 3 au marché n°2556EA11 - Lot 1 doit être passé en vue du transfert à l'ENTREPRISE MALET des prestations exercées jusqu'alors par la société SPIE BATIGNOLLES PETAVIT SUD sans modification des conditions financières du marché.

N°D2014-501 - 03/10/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à un avenant au marché 3464UA13 de réalisation d'audits énergétiques, analyse de sensibilité de paramètres et élaboration d'un référentiel de travaux pour la rénovation thermique des copropriétés

Objet : Le marché relatif à la réalisation d'audits énergétiques a été conclu avec un groupement dont le mandataire est la société Crealead à Montpellier.

L'avenant prévoit que le prestataire réalise quatre esquisses supplémentaires, illustrant le plan de travaux Bâtiment Basse Consommation et destinées à exprimer la nouvelle image du bâtiment et à mettre en valeur les éléments les plus significatifs (pans vitrés, ensembles de brise-soleil, variations colorées...etc.). Ces images serviront à communiquer auprès des copropriétaires en confrontant celle-ci à l'image de l'existant et leur permettra d'imaginer le résultat des travaux préconisés et d'en peser l'impact en terme de valorisation. Elles sont également destinées aux services de l'agglomération comme élément d'appréciation du résultat escompté. En outre l'avenant prévoit la participation de l'équipe prestataire à 4 réunions supplémentaires. Le présent avenant s'élève à 6 980 € H.T, soit 8 376 € T.T.C. Le nouveau montant du marché s'élève à 76 880 € H.T.

N°D2014-549 - 22/09/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Marché n° 3706GD14 de prestations occasionnelles de transport de déchets de la Régie de collecte - Lot n°1 - Attribution à la société JPM Transports

Objet : Le marché concerne des prestations occasionnelles de transport de déchets. Le lot n°1, conclu avec la société JPM Transports sise à VAUVERT, concerne le transport de déchets verts depuis les sites d'ACTISOL et de Grammont vers les stations d'épuration de Baillargues, de Fabrègues, et éventuellement vers l'usine de méthanisation AMETYST. Le marché prendra effet à sa notification, pour une période de un an. Il pourra être renouvelé pour deux périodes supplémentaires d'un an chacune. Le montant annuel du marché s'élève à un maximum de 24 000 € H.T.

N°D2014-563 - 17/09/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°3 de transfert du marché n°2556EA11 de travaux courants sur les réseaux d'eau et d'assainissement des communes - Lot n°2

Objet : Un avenant n°3 au marché n°2556EA11 - Lot 2 doit être passé en vue du transfert à l'entreprise MALET des prestations exercées jusqu'alors par la société SPIE BATIGNOLLES PETAVIT SUD sans modification des conditions financières.

N°D2014-571 - 16/09/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un marché n°3635RI14, achat de matériel informatique pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché de techniques de l'information et de la communication est passé avec DELL à Montpellier. Ce marché concerne l'achat de matériel informatique pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est de 12 mois. Le montant minimum du marché s'élève à 50 000 € H.T et maximum à 206 000 € H.T.

N°D2014-573 - 24/09/14 - Service de Proximité et de Solidarité

Décision relative au marché n°3752PS14 de fourniture et pose d'un groupe froid au Complexe Funéraire de Grammont de Montpellier

Objet : Un marché de fourniture et pose d'un groupe froid au Complexe Funéraire de Grammont de Montpellier est passé avec la Sarl Climavie, sise à Mauguio pour un montant de 26 559, 05 € H.T pour une durée de trois mois.

N°D2014-574 - 19/09/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession gratuite d'un photocopieur vétuste de marque Gestetner

Objet : Le photocopieur de marque Gestetner, n° 3222 H2404201022, du fait de sa vétusté, est cédé à l'association "Les Amis et Compagnons d'Emmaüs sise à Saint-Aunès. Cette cession a lieu à titre gratuit compte tenu de la vétusté du matériel et de la mission d'intérêt général de l'association.

N°D2014-576 - 25/09/14 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire à la Compagnie Machine Théâtre - Théâtre du Hangar

Objet : Le théâtre du Hangar est gratuitement mis à disposition de la Compagnie Machine Théâtre de fin septembre à début octobre 2014 pour y organiser des répétitions.

N°D2014-581 - 17/09/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un marché n°3718DE14 pour la maintenance multitechnique des bâtiments du BIC (Cap alpha, Cap Omega, Mibi)

Objet : Un marché est passé avec l'entreprise COFELY GDF SUEZ, agence Languedoc Roussillon dont le siège social est situé à Montpellier, pour la maintenance multitechnique des bâtiments du BIC de Montpellier Agglomération (Cap Alpha, Cap Oméga, Mibi) avec travaux et prestations associées. Le marché est passé pour une durée d'un an à compter de sa date de notification et pour un montant de 66 819,00 euros H.T.

N°D2014-582 - 17/09/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un marché n°3719DE14 passé avec la société Karola services pour le nettoyage des bâtiments du BIC de Montpellier Agglomération

Objet : Un marché est passé avec l'entreprise KAROLA SERVICES à Montpellier pour le nettoyage des parties communes et bureaux du personnel des bâtiments du BIC de Montpellier Agglomération (Cap Alpha, Cap Oméga, Mibi et un local situé dans le hall de l'aérogare de Montpellier Méditerranée). Le marché est passé pour une durée d'un an à compter de sa date de notification et pour un montant de 86 860,00 euros H.T.

N°D2014-584 - 26/09/14 - Direction des Finances

Décision relative à la modification de la régie de recettes du Musée Henri Prades à Lattes

Objet : Transformation de la régie de recettes en régie de recettes et d'avances suite aux préconisations du trésorier dans le cadre du contrôle de la régie : encaissement pour compte de tiers concernant la vente d'ouvrages mis en dépôt.

N°D2014-586 - 25/09/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°1 de transfert du marché 3209EA13 de Maîtrise d'œuvre pour le dévoiement du collecteur unitaire T130 "ruisseau des vaches" à Montpellier

Objet : Suite au transfert de l'activité de la société COUMELONGUE INGENIERIE SAS par fusion-absorption, avec effet au 30 juin 2014 emportant transmission universelle du patrimoine au profit de sa société mère, la société SNC-LAVALIN SAS, sise à Paris (75), un avenant n°1 au marché 3209EA13 de Maîtrise d'œuvre doit être passé en vue du transfert à la société SNC-LAVALIN SAS des prestations exercées jusqu'alors par la société COUMELONGUE INGENIERIE.

N°D2014-588 - 26/09/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la Médiathèque Jean de la Fontaine à Lavérune

Objet : L'ensemble des médiathèques du réseau sera bientôt équipé de terminaux bancaires. Aussi il est nécessaire de mettre en conformité l'acte décisionnel de la régie des recettes de la Médiathèque Jean de la Fontaine. L'article mentionnant le mode de recouvrement est complété par les encaissements en cartes bancaires.

Cette modification est validée par le Trésorier.

N°D2014-589 - 26/09/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la Médiathèque George Sand à Villeneuve-lès-Maguelone

Objet : L'ensemble des médiathèques du réseau sera bientôt équipé de terminaux bancaires. Aussi il est nécessaire de mettre en conformité l'acte décisionnel de la régie des recettes de la Médiathèque Georges Sand. L'article mentionnant le mode de recouvrement est complété par les encaissements en cartes bancaires. Cette modification est validée par le Trésorier.

N°D2014-590 - 22/09/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision modificative relative au marché n°3665CG14, mission d'audits externe pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Lot 1 "Association Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc Roussillon"

Objet : Un marché prestations intellectuelles est passé avec la société A2A CONSEIL. Ce marché concerne des missions d'audits externes pour la communauté d'Agglomération de Montpellier pour le lot 1 : association Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc Roussillon. Le délai d'exécution du lot 1 est de 3 mois maximum. Le montant estimatif du marché s'élève à 20 400 € HT, soit 24 448 € T.T.C.

N°D2014-591 - 26/09/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société SBED (Santé Bien Être Diffusion) dans le VEAS (village d'entreprises artisanales et de services) Parc 2000 à Montpellier

Objet : La candidature de la société SBED (Santé Bien Être Diffusion) est agréée en vue de la location dans le VEAS (village d'entreprises artisanales et de services) Parc 2000 à Montpellier. Son activité est la commercialisation de robots culinaires et la fabrication de compléments alimentaires buvables. Elle est candidate à la location du lot A10 de 221,64 m² pour une période de 23 mois. La société projette un effectif de 8 personnes dans 3 ans.

N°D2014-592 - 26/09/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la Médiathèque Federico Garcia Lorca à Montpellier

Objet : L'ensemble des médiathèques du réseau sera bientôt équipé de terminaux bancaires. Aussi il est nécessaire de mettre en conformité l'acte décisionnel de la régie des recettes de la Médiathèque Federico Garcia Lorca. L'article mentionnant le mode de recouvrement est complété par les encaissements en cartes bancaires. L'ouverture d'un compte de dépôt de fonds à la Trésorerie Générale est autorisé. Ces modifications sont validées par le Trésorier.

N°D2014-593 - 26/09/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la Médiathèque Victor Hugo à Montpellier

Objet : L'ensemble des médiathèques du réseau sera bientôt équipé de terminaux bancaires. Aussi il est nécessaire de mettre en conformité l'acte décisionnel de la régie des recettes de la Médiathèque Victor Hugo. L'article mentionnant le mode de recouvrement est complété par les encaissements en cartes bancaires. L'ouverture d'un compte de dépôt de fonds à la Trésorerie Générale est autorisée. Ces modifications sont validées par le Trésorier.

N°D2014-596 - 19/09/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3406MG13 "Acquisition, installation et maintenance de photocopieurs multifonctions neufs pour les besoins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier"

Objet : Un avenant n°1 au marché n° 3406MG13 "Acquisition, installation et maintenance de photocopieurs multifonctions neufs pour les besoins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier" est signé avec la société Partenaire Bureautique SA Fac Similé Canon, située à Montpellier. Le montant de l'avenant s'élève à 28 404 € H.T et fait passer le montant du marché à 199 004 € H.T.

N°D2014-597 - 19/09/14 - Direction de la Culture

Décision relative à l'acceptation du don d'une sculpture dénommée "Alizée"

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don d'une sculpture dénommée "Alizée", don de feu François Cacheux, sculpteur.

N°D2014-599 - 26/09/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la Médiathèque Federico Fellini à Montpellier

Objet : L'ensemble des médiathèques du réseau sera bientôt équipé de terminaux bancaires. Aussi il est nécessaire de mettre en conformité l'acte décisionnel de la régie des recettes de la Médiathèque Federico Fellini. L'article mentionnant le mode de recouvrement est complété par les encaissements en cartes bancaires ; il est donné l'autorisation d'ouverture d'un compte de dépôt de fonds à la Trésorerie générale. A la demande du régisseur le fonds de caisse passe de 75 € à 50 €. Ces modifications sont validées par le Trésorier.

N°D2014-600 - 26/09/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la Médiathèque La Gare à Pignan

Objet : L'ensemble des médiathèques du réseau sera bientôt équipé de terminaux bancaires. Aussi il est nécessaire de mettre en conformité l'acte décisionnel de la régie des recettes de la Médiathèque La Gare à Pignan. L'ouverture d'un compte de dépôt de fonds à la Trésorerie Générale est autorisée. Cette modification est validée par le Trésorier.

N°D2014-601 - 26/09/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la Médiathèque Jean-Jacques Rousseau à Montpellier

Objet : L'ensemble des médiathèques du réseau sera bientôt équipé de terminaux bancaires. Aussi il est nécessaire de mettre en conformité l'acte décisionnel de la régie des recettes de la Médiathèque Jean Jacques Rousseau. L'article mentionnant le mode de recouvrement est complété par les encaissements en cartes bancaires ; l'ouverture d'un compte de dépôt de fonds est autorisée. Ces modifications sont validées par le Trésorier.

N°D2014-602 - 26/09/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes de la Médiathèque William Shakespeare à Montpellier

Objet : L'ensemble des médiathèques du réseau sera bientôt équipé de terminaux bancaires. Aussi il est nécessaire de mettre en conformité l'acte décisionnel de la régie des recettes de la Médiathèque William Shakespeare. Il devient nécessaire d'autoriser l'ouverture d'un compte de dépôt. Cette modification est validée par le Trésorier.

N°D2014-603 - 19/09/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "ESMA - Tribunal d'Instance - titre exécutoire du 7 janvier 2013"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de l'assignation à comparaître le 7 octobre 2014 par l'Ecole Supérieure des Métiers Artistiques (ESMA) près le Tribunal d'Instance de Montpellier contre le titre exécutoire du 7 janvier 2013 d'un montant de 826,40 euros émis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à son encontre portant sur

la collecte de déchets non ménagers.

N°D2014-604 - 19/09/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "ESMA - Titre exécutoire du 30 décembre 2013"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de l'assignation à comparaître le 7 octobre 2014 près le Tribunal d'Instance de Montpellier par l'Ecole Supérieure des Métiers Artistiques (ESMA) contre le titre exécutoire du 30 décembre 2013 d'un montant de 833,49 euros émis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à son encontre portant sur la collecte de déchets non ménagers.

N°D2014-610 - 26/09/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ITK au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 30 mars 2007 est conclu avec la société ITK pour une période de douze mois à compter du 1er octobre 2014, soit jusqu'au 30 septembre 2015. A compter de cette date, la redevance mensuelle à payer par la société ITK pour la surface de 340,07 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 4 110,18 € euros H.T. et hors charges.

N°D2014-611 - 26/09/14 - Direction des Finances

Décision relative à un contrat entre BNP Paribas et la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Dans un souci de simplification et de modernisation de son action administrative, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite mettre en place le dispositif de carte affaires qui facilite le paiement des frais de déplacement, en France et à l'étranger, dans le respect des règles de la comptabilité publique.

N°D2014-612 - 26/09/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société EUROMASSANE dans la ZAC Euromédecine II à Grabels

Objet : La candidature de la société EUROMASSANE, présentée par la SERM est agréée en vue de l'acquisition, dans la ZAC Euromédecine II à Grabels, du lot 321 de 2 120 m² pour la construction d'un bâtiment de bureaux. Cette candidature porte sur l'acquisition du lot 321 de 2 120 m² pour la réalisation d'un bâtiment de bureaux de 1 374 m² de surface de plancher. L'utilisateur final sera la société ESPACE SENTEIN pour un centre de formation (912 m²) et une partie locative (462 m²). L'entreprise projette un effectif de 46 emplois sur site dans 3 ans.

N°D2014-613 - 02/10/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société NEXITY REGION VIII dans la ZAC Euromédecine II à Grabels

Objet : La candidature de la société NEXITY REGION VIII est agréée en vue de l'acquisition dans la ZAC Euromédecine II à Grabels du lot 102 de 11 437 m² pour de la promotion immobilière.

N°D2014-614 - 02/10/14 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention d'occupation temporaire - Compagnie Interstices - Théâtre du Hangar

Objet : La Communauté d'Agglomération met gratuitement le Théâtre du Hangar, sis à Montpellier à disposition de la Compagnie Interstices du 11 au 31 octobre 2014 inclus pour y organiser des répétitions.

N°D2014-619 - 26/09/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD - section CO n° 1, 2, 58 et 59 ; CP n° 6, 16, 27 et 28 ; CR n° 1 ; CW n° 78, 79 et 84 - Commune de Juvignac

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur par voie de préemption au prix indiqué dans la demande d'acquisition auprès de Madame Arlette JUNILLON épouse ZIEBELIN des parcelles cadastrées CO n° 1, 2, 58 et 59, CP n° 6, 16 et 27, CR n° 1, CW n° 84, 1/5ème de CP n° 28, 1/5ème des 8/11ème de CW n° 78 et 79 d'une surface totale de 77 368 m², terrains en landes et chemin, situées au lieudit Naussargues à Juvignac. Le prix d'acquisition des biens libres est fixé à 462 195 euros au vu de l'avis de France Domaine. L'acquisition de ces biens dans le cadre de la ZAD de compétence communautaire est nécessaire pour constituer des réserves foncières.

N°D2014-620 - 02/10/14 - Direction de la Communication

Décision relative à un marché n°3758CO14 de conception de l'identité visuelle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en vue du passage éventuel en métropole le 01/01/2015 - Création d'un nom, d'un logotype et d'une charte graphique

Objet : Le marché 3758CO14 de conception de l'identité visuelle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en vue du passage éventuel en métropole le 01/01/2015 est conclu avec la société WONDERFUL située à Castelnau-le-lez. Ce marché est conclu de sa date de notification jusqu'au 31/12/2014. Le montant du marché est de dix huit mille euros H.T (18 000,00 €H.T).

N°D2014-621 - 26/09/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ADN ID au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 15 octobre 2010 est conclu avec la société ADN ID pour une période de douze mois à compter du 1er octobre 2014, soit jusqu'au 30 septembre 2015.

A compter du 1er octobre 2014, la redevance mensuelle à payer par la société ADN ID pour la surface de 147 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 1 953,48 € euros H.T. et hors charges

N°D2014-622 - 26/09/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société PRADEO Security Systems au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société PRADEO Security Systems pour une période de 12 mois à compter du 1er octobre 2014, soit jusqu'au 30 septembre 2015. A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface de 100,44 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 453,37 € conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

N°D2014-623 - 26/09/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NADRA TECHNOLOGIES au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société NADRA TECHNOLOGIES pour une période de douze mois à compter du 1er octobre 2014, soit jusqu'au 30 septembre 2015. A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NADRA TECHNOLOGIES pour la surface 58,35 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 784,22 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n° 12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

N°D2014-626 - 08/10/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n°3412TV13, Travaux d'aménagement de la rue de Cholet et de la rue de Castelle

Objet : Un marché de travaux est passé avec la société EUROVIA à Juvignac. Ce marché concerne les travaux d'aménagement de la rue Cholet et de la rue de Castelle. La durée du marché est de 1 an. Le délai d'exécution de chaque tranche est de 4 mois à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux. Le montant total du marché s'élève à 297 618.10 € H.T. (Le montant de la tranche ferme est de 177 208.70 € H.T et le montant de la tranche conditionnelle est de 120 409.40 € H.T).

N°D2014-631 - 08/10/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Convention portant constitution d'une servitude de tréfonds pour le réseau souterrain d'électricité - Domaine de Viviers - Parcelle section BB n° 46 - Commune de Clapiers

Objet : Il est proposé la signature d'une convention relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds, au profit d'ERDF, sur la parcelle cadastrée section BB n° 46, propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, sise commune de Clapiers. Cette servitude est nécessaire au raccordement en électricité des exploitations agricoles. Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité unique et forfaitaire de 50 €.

N°D2014-632 - 08/10/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Convention portant constitution d'une servitude d'implantation d'un poste de transformation électrique - Domaine de Viviers - Parcelle section BB n° 46 - Commune de Clapiers

Objet : Il est proposé la signature d'une convention relative à la constitution d'une servitude d'implantation d'un poste de transformation de courant électrique « 34077P0040 – LA PLAINE » au profit d'ERDF (Électricité Réseau Distribution France) sur une parcelle propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur la Commune de Clapiers (cadastrée section BB n° 46, d'une superficie de 10 m²). Ce poste est nécessaire au raccordement en électricité de différentes parcelles constituant une partie du domaine de Viviers. La convention est consentie et acceptée à titre gratuit.

N°D2014-634 - 14/10/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un marché n°3756RI14 d'assistance à maîtrise d'ouvrage fonctionnelle et organisationnelle dans le cadre des projets de plateformes e-service et e-administration mutualisées de Montpellier Agglomération

Objet : Un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage fonctionnelle et organisationnelle dans le cadre des projets de plateformes e-service et e-administration mutualisées de Montpellier Agglomération est conclu avec la société COMOIE sise à TOULOUSE. En relation avec les prestataires intégrateurs des outils techniques et les équipes de la Direction des Ressources Informatiques, le titulaire du marché assurera l'interface avec les interlocuteurs dans les communes pour l'étude de leurs besoins, les spécifications fonctionnelles, le suivi de la mise en œuvre et la formation à l'utilisation. Ce marché est conclu pour une durée de 18 mois à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations. Le montant du marché est compris entre un minimum de 15 000 € H.T. et un maximum de 50 000 € H.T.

N°D2014-637 - 02/10/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "Société ALPHA SCI"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés suite à l'assignation devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier déposée par la société ALPHA SCI contre l'exercice du droit de se substituer à l'adjudicataire par la Communauté

d'Agglomération de Montpellier concernant les biens cadastrés section SH n°38, 39 et 40 sis sur la commune de Montpellier.

N°D2014-638 - 02/10/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "BERTHOMIEU Emilie"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1401762-4 par Madame Emilie BERTHOMIEU tendant à obtenir réparation pour préjudice matériel suite à un accident de la circulation dont elle a été victime rue Cholet à Montpellier.

N°D2014-644 - 14/10/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un marché n°3745RI14 de mise en place d'une plateforme mutualisée de services numériques à destination des communes de l'Agglomération de Montpellier

Objet : La plateforme d'e-administration a pour objectif de proposer aux collectivités membres un ensemble de services cohérents couvrant la chaîne de dématérialisation de bout en bout à travers un portail sécurisé et unifié de manière à faciliter les usages et les échanges entre les collectivités et les services de l'Etat (possibilité de signer électroniquement des documents numériques, télétransmettre des documents à la Préfecture, au comptable public etc.). Dans un second temps, la plateforme proposera d'autres services dont un service d'archivage numérique pour garantir un archivage à valeur probante des documents numériques ainsi qu'une gestion électronique de documents. Dans ce contexte, un marché n°3745RI14 de mise en place d'une plateforme mutualisée de services numériques à destination des communes de l'Agglomération de Montpellier est conclu avec la société ADULLACT PROJET sise à MONTPELLIER. Ce marché est conclu pour une durée de 16 mois à compter de sa date de notification. Le montant du marché est compris entre un minimum de 40 000 € H.T. et un maximum de 50 000 € H.T.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N°4 : HORS COMMISSION – VŒU RELATIF À LA SUPPRESSION DE POSTES PAR SCHNEIDER ELECTRIC SUR LE BASSIN ÉCONOMIQUE MONTPELLIÉRAIN

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Lors du comité central d'entreprise du 16 octobre, les dirigeants de Schneider Electric Energy France ont indiqué leur intention de supprimer 101 postes sur les 166 actuels du site de Fabrègues, dont une partie de l'activité serait transférée vers d'autres usines.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans le cadre du développement de son économie métropolitaine, souhaite diversifier le type d'activités sur le territoire (tertiaire, industriel, artisanal...), en favorisant notamment l'implantation d'activités productives sur le territoire.

Leader mondial des équipements électriques de basse et moyenne tension, le Groupe Schneider Electric a racheté sur ces quatre dernières années de nombreuses entreprises, permettant au chiffre d'affaires de progresser de 15,8 à 23,6 milliards d'euros, soit une croissance externe de près de 49% en 4 ans.

En 2013, la société a réalisé :

- un chiffre d'affaires de 23,6 milliards d'euros,
- un résultat net en hausse de 4% à 1,89 milliards d'euros,
- un cash-flow libre record de 2,2 milliards d'euros, en hausse de 5%,
- un bénéfice par action en croissance de 3 %.

Schneider Electric a bénéficié de 21 millions d'euros de crédit d'impôt recherche au premier semestre 2014, 44 millions d'euros de crédit d'impôt recherche sur l'année 2013 et 43 millions d'euros sur 2012.

Au moment du rachat en 2010 des activités d'AREVA implantées sur le bassin économique montpelliérain par Schneider Electric, les sites comptaient plusieurs centaines de salariés dans l'Hérault à Fabrègues, Lattes et Montpellier.

Le vaste plan de restructuration de 2013 du site de la Pompignane à Montpellier a entraîné la fermeture progressive de l'unité et le départ d'une centaine de salariés à terme.

Aujourd'hui, la direction de Schneider Electric annonce vouloir amputer le personnel de son usine de Fabrègues de deux tiers.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- soutenir la mobilisation et le combat pour la sauvegarde de leur emploi des salariés de Schneider Electric,
- s'inquiéter de la pérennité de l'ensemble des sites de Schneider Electric du bassin d'emploi de Montpellier et des conséquences de cette restructuration sur le tissu économique à l'échelle montpelliéraine,
- demander que toute la lumière soit faite sur les causes des suppressions d'emplois et la responsabilité du Groupe Schneider Electric dans les choix stratégiques qui ont mené à cette situation,
- demander à l'État d'intervenir énergiquement auprès de Schneider Electric, qui a bénéficié d'une aide de 44 millions d'euros de crédit d'impôts recherche en 2013, et qui aujourd'hui supprime des postes alors que le groupe industriel annonce un résultat net de 1,89 milliards d'euros en 2013,

- interpellier les dirigeants de la société sur leurs propositions afin de garantir le redéploiement de nouvelles activités adaptées aux salariés actuels et aux besoins du tissu économique local en matière d'activités productives.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°5 : HORS COMMISSION – CENTRE SPORTIF UNIVERSITAIRE - VŒU EN FAVEUR DE LA RÉOUVERTURE DE LA PISCINE DE LA MOTTE-ROUGE - CONCOURS FINANCIER DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

M. Jean-Luc. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

La piscine universitaire de la Motte-Rouge, gérée depuis 45 ans par l'Université Montpellier II, a été fermée en octobre 2013.

Outre le Montpellier Agglomération Natation UC, la piscine de la Motte-Rouge est utilisée par l'UFRSTAPS, les étudiants de toutes les universités, le lycée Agropolis et le public.

Afin d'organiser au mieux les conditions de la réouverture de cet établissement très apprécié des étudiants et des adhérents de clubs sportifs, l'Université Montpellier 2 à opérer un rapprochement avec l'Agglomération de Montpellier.

A ce titre, par délibération n°12073 en date du 19 décembre 2013 la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'était engagée à participer financièrement à hauteur de 150 000€ aux travaux de remise en sécurité de la piscine universitaire.

De plus transitoirement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier en concertation avec les clubs sportifs concernés, a décidé d'ouvrir à l'année la piscine CARON de Castelnau-le-Lez afin d'y redéployer une partie des activités d'apprentissage et d'entraînement de la natation.

Consciente de l'importance de cette installation aquatique et de son emplacement stratégique au sein du Campus Universitaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier confirme son soutien financier à l'investissement nécessaire à la remise en fonctionnement de cet équipement structurant du patrimoine sportif montpelliérain.

Le Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les compétences en matière sportive demeurent partagées entre l'Etat et ses établissements publics, les régions, les départements, les communes et leurs groupements.

Il est nécessaire d'acter rapidement une coopération financière partagée et concertée de tous les partenaires publics et privés. La Communauté d'Agglomération de Montpellier réaffirme aujourd'hui son engagement, au côté de l'Université de Montpellier, concernant le projet de réhabilitation et de réouverture de la piscine universitaire de la Motte-Rouge.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter le vœu de voir la piscine universitaire de la Motte-Rouge ré ouvrir aux publics et aux clubs sportifs dans les meilleurs délais;
- réaffirmer le soutien financier de la Communauté d'Agglomération à hauteur de 150 000€H.T.;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°6 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE SUR LA COMMUNE DE PRADES-LE-LEZ - AVENANT N°9 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce depuis le 1^{er} janvier 2010 la compétence « Eau potable » de plein droit en lieu et place des communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009. Il s'agit des communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone auxquelles il convient d'ajouter les communes de Jacou, Le Crès et Vendargues depuis l'arrêté préfectoral 2013-1-1192 du 19 juin 2013 portant dissolution du Syndicat du Salaison.

L'exploitation du service de distribution publique d'eau potable sur la commune de Prades-le-Lez a été confié à Veolia Eau-Compagnie Générale des Eaux par traité déposé en Préfecture le 22 décembre 1972, et complété par 8 Avenants.

A la lecture combinée de la loi n°95-101- du 2 février 1995, de l'arrêt du Conseil d'Etat du 8 avril 2009 « Commune d'Olivet » le contrat susvisé viendra à échéance au 4 février 2015.

Par délibération en date du 7 mai 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a adopté le principe d'une gestion en régie du service public de l'eau potable à compter du 1^{er} janvier 2016.

Pour assurer la continuité du service public et permettre à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de

disposer du temps nécessaire à l'organisation et la mise en place de la future régie publique de l'eau, il est prévu de prolonger la durée dudit contrat jusqu'au 31 décembre 2015 pour motif d'intérêt général conformément à l'article L.1411-2-a) du Code général des collectivités territoriales.

La durée totale du contrat dépassant déjà les 20 ans de durée maximale définie la loi et la jurisprudence précitée, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a saisi la Directrice départementale des finances publiques afin de recueillir son avis. Cette dernière a émis, le 7 octobre 2014, un avis favorable à cette prolongation.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et le délégataire se sont rencontrés pour arrêter les conditions techniques et financières de prolongation du contrat. Les dispositions contractuelles arrêtées concernent :

- La reprise des achats d'eau par la Collectivité ;
- Le relevé des compteurs deux fois par an ;
- Le programme 2015 des travaux de renouvellement par le fermier notamment des équipements pour 9 400 €, de 29 branchements et des compteurs de plus de 15 ans d'âge ;
- La reprise de la TVA, la Collectivité devant être assujettie à la TVA dès l'entrée en vigueur de l'avenant conformément à l'instruction du 1^{er} août 2013 de la DGFIP.

L'analyse de l'impact de ces dispositions et de la fin des amortissements des travaux portés par l'exploitant conduisent à revoir la rémunération du fermier.

La rémunération délégataire applicable à compter du 5 février 2015, et pour l'année 2015, comporte une part fixe et une part proportionnelle définies ci-après

Cette rémunération s'applique sans indexation.

Partie fixe par période semestrielle d'abonnement

Diamètre du compteur	Parties fixes par semestre (Fo)
15 mm	10 € H.T./semestre
20 mm	10 € H.T./ semestre
25 mm	15 € H.T./ semestre
30 mm	25 € H.T./ semestre
40 mm	40 € H.T./ semestre
50 mm	65 € H.T./ semestre
60 mm	90 € H.T./ semestre
65 mm	90 € H.T./ semestre
80 mm	155 € H.T./ semestre
100 mm et supérieur	240 € H.T./ semestre

La partie fixe est payable chaque période semestrielle et d'avance.

Partie proportionnelle à la consommation

$$Po = 0,7615 \text{ € H.T./m}^3$$

Le volume facturé à chaque période de consommation résultera des indications fournies par le compteur. Il sera procédé à deux relevés par an.

Ce tarif résulte du Compte d'Exploitation Prévisionnel annexé au contrat comme le programme prévisionnel de renouvellement.

Toutes les autres dispositions du contrat et de ses avenants demeurent inchangées.

Conformément à l'article L.1411-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission de Délégation de Service Public relative aux services publics eau potable, eau brute et assainissement réunie le 17 octobre 2014 a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°9 au contrat d'affermage pour l'exploitation du service public de l'eau potable sur la commune de Prades-le-Lez qui fixe la fin du contrat au 31 décembre 2015 ;

- définir à compter du 5 février 2015 une nouvelle grille de parts fixes en fonction du diamètre compteur et ajuster la rémunération proportionnelle du fermier à 0,7615 €/m³ H.T. consommé ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

Monsieur Jean-Pierre RICO ne prend pas part au débat et ne participe pas au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions et 1 vote contre).

A voté contre : M. Alex LARUE.

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°7 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE SUR LA COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - AVENANT N°7 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce depuis le 1^{er} janvier 2010 la compétence « Eau potable » de plein droit en lieu et place des communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009. Il s'agit des communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone auxquelles il convient d'ajouter les communes de Jacou, Le Crès et Vendargues depuis l'arrêté préfectoral 2013-1-1192 du 19 juin 2013 portant dissolution du Syndicat du Salaisson.

L'exploitation du service de distribution publique d'eau potable sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone a été confiée à Veolia Eau-Compagnie Générale des Eaux par traité déposé en Préfecture le 18 octobre 1983 et complété par 6 Avenants,

A la lecture combinée de la loi n°95-101-du 2 février 1995, de l'arrêt du Conseil d'Etat du 8 avril 2009 « Commune d'Olivet » et de nombreux avis émis par la doctrine, le contrat susvisé viendra à échéance au 4 février 2015.

Par délibération en date du 7 mai 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a adopté le principe d'une gestion en régie du service public de l'eau potable à compter du 1^{er} janvier 2016.

Pour assurer la continuité du service public et permettre à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de disposer du temps nécessaire à l'organisation et la mise en place de la future régie publique de l'eau, il est prévu de prolonger la durée dudit contrat jusqu'au 31 décembre 2015 pour motif d'intérêt général conformément à l'article L.1411-2-a) du Code général des collectivités territoriales.

La durée totale du contrat dépassant déjà les 20 ans de durée maximale définie par la loi, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a saisi la directrice départementale des finances publiques afin de recueillir son avis. Cette dernière a émis, le 7 octobre 2014, un avis favorable à cette prolongation.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et le délégataire se sont rencontrés pour arrêter les conditions techniques et financières de prolongation du contrat. Les dispositions contractuelles arrêtées concernent :

- La reprise des achats d'eau par la Collectivité ;
- Le relevé des compteurs deux fois par an ;
- Le programme 2015 des travaux de renouvellement par le fermier notamment des équipements pour 44 041 €, de 50 branchements et des compteurs de plus de 15 ans d'âge ;
- La reprise de la TVA, la Collectivité devant être assujettie à la TVA dès l'entrée en vigueur de l'avenant conformément à l'instruction du 1^{er} août 2013 de la DGFIP.

L'analyse de l'impact de ces dispositions et de la fin des amortissements des travaux portés par l'exploitant conduisent à revoir la rémunération du fermier.

La rémunération délégataire applicable à compter du 5 février 2015, et pour l'année 2015, comporte une part fixe et une part proportionnelle définies ci-après

Cette rémunération s'applique sans indexation.

Partie fixe par période semestrielle d'abonnement

Diamètre du compteur	Parties fixes par semestre (Fo)
15 mm	10 € H.T./semestre

20 mm	10 € H.T./ semestre
25 mm	15 € H.T./ semestre
30 mm	25 € H.T./ semestre
40 mm	40 € H.T./ semestre
50 mm	65 € H.T./ semestre
60 mm	90 € H.T./ semestre
65 mm	90 € H.T./ semestre
80 mm	155 € H.T./ semestre
Supérieur à 100 mm	240 € H.T./ semestre

La partie fixe d'abonnement est payable chaque période semestrielle et d'avance.

Partie proportionnelle à la consommation

Une partie proportionnelle aux volumes consommés, en euros H.T :

« **0,9488 € H.T./m³** »

Le volume facturé à chaque période de consommation résultera des indications fournies par le compteur. Il sera procédé à deux relevés par an.

Ce tarif résulte du Compte d'Exploitation Prévisionnel annexé au contrat comme le programme prévisionnel de renouvellement.

Toutes les autres dispositions du contrat et de ses avenants demeurent inchangées.

Conformément à l'article L.1411-6 du Code général des collectivités territoriales, la Commission de Délégation de Service Public, relative aux services publics de l'eau potable, de l'eau brute et de l'assainissement, réunie le 17 octobre 2014 a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°7 au contrat d'affermage pour l'exploitation du service public de l'eau potable sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone qui fixe la fin du contrat au 31 décembre 2015 ;
- définir à compter du 5 février 2015 une nouvelle grille de parts fixes en fonction du diamètre compteur ;
- ajuster la rémunération proportionnelle du fermier à 0,9488 €/m³ H.T. consommé ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

Monsieur Jean-Pierre RICO ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions et un vote contre).

A voté contre : M. Alex LARUE.

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°8 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE SUR LES COMMUNES DE JACOU, LE CRÈS, VENDARGUES ET SAINT AUNÈS - AVENANT N°8 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau du Salaison a confié par traité du 22 août 1985 à Veolia-Eau - Compagnie Générale des Eaux, l'exploitation de son service de distribution publique d'eau potable. Ce traité a été modifié par 7 avenants et concerne les 4 communes de Jacou, Le Crès, Vendargues et Saint Aunès. L'échéance de ce Traité était fixée au 31 janvier 2017.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce depuis le 1^{er} janvier 2010 la compétence « Eau potable » de plein droit en lieu et place des communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009. Il s'agit des communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone auxquelles il convient d'ajouter les communes de Jacou,

Le Crès et Vendargues depuis l'arrêté préfectoral 2013-1-1192 du 19 juin 2013 portant dissolution du Syndicat du Salaison.

Suite à la création de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or et en application de l'arrêté préfectoral 2011-1-2443 du 18 novembre 2011, la commune de Saint-Aunès s'est retirée de ce syndicat à compter du 1^{er} janvier 2012.

Aussi, les deux Communautés d'agglomération exercent aujourd'hui directement la compétence eau potable sur le périmètre de leurs communes respectives.

A la lecture combinée de la loi n°95-101- du 2 février 1995, de l'arrêt du Conseil d'Etat du 8 avril 2009 « Commune d'Olivet » et de nombreux avis émis par la doctrine, le contrat susvisé viendra à échéance au 4 février 2015.

-Par délibération en date du 7 mai 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a adopté le principe d'une gestion en régie du service public de l'eau potable à compter du 1^{er} janvier 2016.

Pour assurer la continuité du service public et permettre à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de disposer du temps nécessaire à l'organisation et la mise en place de la future régie publique de l'eau, il est prévu de prolonger la durée dudit contrat jusqu'au 31 décembre 2015 pour motif d'intérêt général conformément à l'article L.1411-2-a) du code général des collectivités territoriales. Compte tenu du traité actuel portant sur les deux Agglomérations et difficilement dissociable, la communauté d'agglomération du Pays de l'Or, par courrier du 26 mai 2014 adressé au fermier, a souhaité fixer également le terme du Traité pour le compte de la commune de Saint Aunès au 31 décembre 2015.

La durée totale du contrat prolongé tel que décrit ci-dessus dépassant les 20 ans de durée maximale définie par la loi et la jurisprudence précitées, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Communauté d'Agglomération du pays de l'Or ont saisi la directrice départementale des finances publiques afin de recueillir son avis. Cette dernière a émis, le 7 octobre 2014, un avis favorable à cette prolongation.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or et le délégataire se sont rencontrés pour arrêter les conditions techniques et financières de prolongation du contrat. Les dispositions contractuelles arrêtées concernent :

- La reprise des achats d'eau par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.
- Le relevé des compteurs deux fois par an
- Le programme 2015 des travaux de renouvellement par le fermier, notamment des équipements pour 58 324 €, de 150 branchements et des compteurs de plus de 15 ans d'âge.
La reprise de la TVA, les Collectivités devant être assujetties à la TVA dès l'entrée en vigueur de l'avenant conformément à l'instruction du 1^{er} août 2013 de la DGFIP.

L'analyse de l'impact de ces dispositions et de la fin des amortissements des travaux portés par l'exploitant conduisent à revoir la rémunération du fermier.

La rémunération délégataire applicable à compter du 5 février 2015, et pour l'année 2015, comporte une part fixe et une part proportionnelle définies ci-après

Cette rémunération s'applique sans indexation.

Partie fixe semestrielle :

15 mm	11,50 € HT /semestre
20 mm	34,00 € HT /semestre
25 mm	53,00 € HT /semestre
30 mm	76,50 € HT /semestre
40 mm	136,00 € HT /semestre
50 mm	213,00 € HT /semestre
60 mm	306,50 € HT /semestre
65 mm	306,50 € HT /semestre
80 mm	545,00 € HT /semestre
100 mm	851,50 € HT /semestre
150 mm	1 915,50 € HT /semestre
200 mm	3 405,50 € HT /semestre

Partie proportionnelle au m3 consommé:

« 0,3269 € H.T./m3 pour les consommations annuelles allant de 0 à 400 m3/an »

« 0,5794 € H.T./m3 pour les consommations annuelles au-delà de 400 m3/an »

La partie fixe est facturée d'avance.

Ce tarif résulte du Compte d'Exploitation Prévisionnel annexé au contrat comme le programme prévisionnel de renouvellement.

Toutes les autres dispositions du contrat et de ses avenants demeurent inchangées.

Conformément à l'article L.1411-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission de Délégation du Service Public de l'Eau réunie le 17 octobre 2014 a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°8 au contrat d'affermage pour l'exploitation du service public de l'eau potable sur les communes de Jacou, Le Crès, Vendargues et Saint Aunès qui fixe la fin du contrat au 31 décembre 2015,
- définir à compter du 5 février 2015 une nouvelle grille de parts fixes en fonction du diamètre compteur,
- ajuster la rémunération proportionnelle du fermier à 0,3269 €/m3 H.T. pour les consommations annuelles allant de 0 à 400 m3 et à 0,5794 €/m3 pour les consommations annuelles au-delà de 400m3,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

Monsieur Jean-Pierre RICO ne prend pas part au débat et ne participe pas au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions et 1 vote contre).

A voté contre : M. Alex LARUE.

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°9 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE SUR LA COMMUNE DE MONTPELLIER - AVENANT N°9 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce depuis le 1^{er} janvier 2010 la compétence « Eau potable » de plein droit en lieu et place des communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009. Il s'agit des communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone auxquelles il convient d'ajouter les communes de Jacou, Le Crès et Vendargues depuis l'arrêté préfectoral 2013-1-1192 du 19 juin 2013 portant dissolution du Syndicat du Salaison.

L'exploitation du service de distribution publique d'eau potable sur la commune de Montpellier a été confiée à Veolia Eau-Compagnie Générale des Eaux par traité déposé en Préfecture le 31 juillet 1989, auquel est annexé un cahier des charges, et complété par 8 Avenants. Son échéance est fixée au 31 décembre 2014.

Par délibération en date du 7 mai 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a adopté le principe d'une gestion en régie du service public de l'eau potable à compter du 1^{er} janvier 2016.

Pour assurer la continuité du service public et permettre à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de disposer du temps nécessaire à l'organisation et la mise en place de la future régie publique de l'eau, il est prévu de prolonger la durée dudit contrat jusqu'au 31 décembre 2015 pour motif d'intérêt général conformément à l'article L.1411-2-a) du code général des collectivités territoriales.

La durée totale du contrat dépassant déjà les 20 ans de durée maximale définie par la lecture combinée de la loi n°95-101- du 2 février 1995, de l'arrêt du Conseil d'Etat du 8 avril 2009 « Commune d'Olivet » et de nombreux avis émis par la doctrine, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a saisi la directrice départementale des finances publiques afin de recueillir son avis. Cette dernière a émis, le 7 octobre 2014, un avis favorable à cette prolongation.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et le délégataire se sont rencontrés pour arrêter les conditions techniques et financières de prolongation du contrat. Les dispositions contractuelles arrêtées concernent :

- La reprise des achats d'eau par la collectivité
- Le programme 2015 des travaux de renouvellement par le fermier notamment des équipements électromécanique pour 891 041 €, de 600 branchements et des compteurs de plus de 15 ans d'âge.
- Le programme de sécurisation prévoyant la prise en charge par le fermier de travaux urgents pour un montant de 1 549 300 €.
- La reprise de la TVA, la Collectivité devant être assujettie à la TVA dès l'entrée en vigueur de l'avenant

conformément à l'instruction du 1^{er} août 2013 de la DGFIP.

L'analyse de l'impact de ces dispositions, la fin des amortissements des travaux portés par l'exploitant et du programme de remplacement des branchements au plomb, conduisent à revoir la rémunération du fermier. La rémunération délégataire applicable à compter du 1^{er} janvier et pour l'année 2015, comporte une part fixe et une part proportionnelle définies ci-après

Partie fixe semestrielle :

Cas général

Diamètre du compteur	Parties fixes par semestre
15 mm	10 € H.T./semestre
20 mm	10 € H.T./ semestre
25 mm	15 € H.T./ semestre
30 mm	25 € H.T./ semestre
40 mm	40 € H.T./ semestre
50 mm	65 € H.T./ semestre
60 mm	90 € H.T./ semestre
65 mm	90 € H.T./ semestre
80 mm	155 € H.T./ semestre
100 mm	240 € H.T./ semestre
150 mm	530 € H.T./ semestre
200 mm	940 € H.T./ semestre
250 mm	1 475 € H.T./ semestre
300 mm	2 120 € H.T./ semestre
500 mm	5 890 € H.T./ semestre

Abonnés individualisés des immeubles collectifs

Diamètre du compteur	Parties fixes par semestre
15 mm	4,50 € H.T./ semestre
20 mm	4,50 € H.T./ semestre

Par ailleurs, une réduction de 5,50 € H.T. par semestre sera appliqué sur la partie fixe des compteurs généraux desservant les immeubles collectifs ayant opté pour l'individualisation.

Partie proportionnelle : prix au m3 consommé :

Tranche 1 de 0 à 120 m3/an : **0,5280 € H.T.** par m3 consommé,
Tranche 2 au-delà de 120 m3/an : **0,5478 € H.T.** par m3 consommé.

Les parties fixes et proportionnelles sont facturées chaque période semestrielle à terme échu.

Ce tarif résulte du Compte d'Exploitation Prévisionnel annexé au contrat comme le programme prévisionnel de renouvellement.

Toutes les autres dispositions du contrat et de ses avenants demeurent inchangées.

Conformément à l'article L.1411-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission de Délégation du Service Public de l'Eau réunie le 17 octobre 2014 a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°9 au contrat d'affermage pour l'exploitation du service public de l'eau potable sur

la commune de Montpellier qui prolonge le contrat jusqu'au 31 décembre 2015,

- définir à compter du 1er janvier 2015 une nouvelle grille de parts fixes en fonction du diamètre compteur et ajuster la rémunération proportionnelle du fermier à 0,5280 € H.T. par m3 consommé jusqu'à 120 m3/an et à 0,5478 € H.T. par m3 consommé au-delà de 120 m3/an,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

Monsieur Jean-Pierre RICO ne prend pas part au débat et ne participe pas au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions et 1 vote contre).

A voté contre : M. Alex LARUE.

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°10 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE SUR LES COMMUNES DE MONTFERRIER-SUR-LEZ, SAINT BRÈS ET SUSSARGUES - AVENANT N°2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce depuis le 1^{er} janvier 2010 la compétence « Eau potable » de plein droit en lieu et place des communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009. Il s'agit des communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades le Lez, Saint-Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone auxquelles il convient d'ajouter les communes de Jacou, Le Crès et Vendargues depuis l'arrêté préfectoral 2013-1-1192 du 19 juin 2013 portant dissolution du Syndicat du Salaison.

L'exploitation du service de distribution publique d'eau potable sur les communes de Montferrier-sur-Lez, Saint-Brès et Sussargues a été confié à la société SAUR par contrat déposé en Préfecture le 30 mai 2011 et complété par 1 avenant. Son échéance est fixée au 31 décembre 2014.

Par délibération en date du 7 mai 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a adopté le principe d'une gestion en régie du service public de l'eau potable à compter du 1^{er} janvier 2016.

Pour assurer la continuité du service public et permettre à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de disposer du temps nécessaire à l'organisation et la mise en place de la future régie publique de l'eau, il est prévu de prolonger la durée dudit contrat jusqu'au 31 décembre 2015 pour motif d'intérêt général conformément à l'article L.1411-2-a) du Code général des collectivités territoriales.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et le délégataire se sont rencontrés pour arrêter les conditions techniques et financières de prolongation du contrat. Les dispositions contractuelles arrêtées concernent :

- La reprise des achats d'eau par la Collectivité ;
- Le fonds de performance, crédité d'une dotation de 39 720 €, avec un objectif de maintien des engagements 2014 ;
- Le programme 2015 des travaux de renouvellement par le fermier notamment des équipements pour 23 242 € et des compteurs de plus de 12 ans d'âge ;
- La reprise de la TVA, la Collectivité devant être assujettie à la TVA dès l'entrée en vigueur de l'avenant conformément à l'instruction du 1^{er} août 2013 de la DGFIP.

L'analyse de l'impact de ces dispositions, de la fin des amortissements des travaux portés par l'exploitant et du programme de remplacement des branchements au plomb conduisent à revoir la rémunération du fermier.

La rémunération délégataire applicable à compter du 1^{er} janvier et pour l'année 2015, comporte une part fixe et une part proportionnelle définies ci-après

Cette rémunération s'applique sans indexation.

- une part fixe semestrielle F, en euro HT, définie de la manière suivante :

Diamètre compteur	Part fixe HT facturée semestriellement (F₀)
F1 (Æ compteur inf ou égal 20 mm)	10,00 € par semestre
F2 (Æ compteur 25 mm)	15,00 € par semestre
F3 (Æ compteur 30 mm)	25,00 € par semestre
F4 (Æ compteur 40 mm)	40,00 € par semestre
F5 (Æ compteur 50 mm)	65,00 € par semestre

Diamètre compteur	Part fixe HT facturée semestriellement (F₀)
F6 (Æ compteur 60-65 mm)	90,00 € par semestre
F7 (Æ compteur 80 mm)	155,00 € par semestre
F8 (Æ compteur supérieur ou égal 100 mm)	240,00 € par semestre

- une part proportionnelle aux volumes consommés R, en euros HT :

Une part proportionnelle aux volumes consommés P, en euros H.T :

R₀ = 0,4318 € HT / m³

Ce tarif résulte du Compte d'Exploitation Prévisionnel annexé au contrat comme le programme prévisionnel de renouvellement.

Toutes les autres dispositions du contrat et de ses avenants demeurent inchangées.

Conformément à l'article L.1411-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission de Délégation de Service Public relative aux services publics de l'eau potable, de l'eau brute et de l'assainissement réunie le 17 octobre 2014 a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°2 au contrat d'affermage pour l'exploitation du service public de l'eau potable sur les communes de Montferrier-sur-Lez, Saint-Brès et Sussargues qui fixe la fin du contrat au 31 décembre 2015
- définir à compter du 1er janvier 2015 une nouvelle grille de parts fixes en fonction du diamètre compteur
- ajuster la rémunération proportionnelle du fermier à 0,4318 €/m³ H.T. consommé,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

Monsieur Jean-Pierre RICO ne prend pas part au débat et ne participe pas au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions et 1 vote contre).

A voté contre : M. Alex LARUE.

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°11 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE SUR LES COMMUNES DE LATTES ET PÉROLS - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce depuis le 1^{er} janvier 2010 la compétence « Eau potable » de plein droit en lieu et place des communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009. Il s'agit des communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone auxquelles il convient d'ajouter les communes de Jacou, Le Crès et Vendargues depuis l'arrêté préfectoral 2013-1-1192 du 19 juin 2013 portant dissolution du Syndicat du Salaison.

L'exploitation du service de distribution publique d'eau potable sur les communes de Lattes et Pérols a été confiée à Veolia Eau-Compagnie Générale des Eaux par contrat déposé en Préfecture le 29 décembre 2011. Son échéance est fixée au 31 décembre 2014.

Par délibération en date du 7 mai 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a adopté le principe d'une gestion en régie du service public de l'eau potable à compter du 1^{er} janvier 2016.

Pour assurer la continuité du service public et permettre à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de disposer du temps nécessaire à l'organisation et la mise en place de la future régie publique de l'eau, il est prévu de prolonger la durée dudit contrat jusqu'au 31 décembre 2015 pour motif d'intérêt général conformément à l'article L.1411-2-a) du Code général des collectivités territoriales.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et le délégataire se sont rencontrés pour arrêter les conditions techniques et financières de prolongation du contrat. Les dispositions contractuelles arrêtées concernent :

- Le fonds de performance, crédité d'une dotation de 62.000 €, avec un objectif de rendement du réseau de 80% ;
- Le programme 2015 des travaux de renouvellement à réaliser par le fermier, notamment des équipements pour 35155 €, de 270 branchements et des compteurs de plus de 12 ans d'âge ;
- La reprise de la TVA, la Collectivité devant être assujettie à la TVA dès l'entrée en vigueur de l'avenant,

conformément à l'instruction du 1^{er} août 2013 de la DGFIP.

L'analyse de l'impact de ces dispositions, de la fin des amortissements des travaux portés par l'exploitant et du programme de remplacement des branchements au plomb conduisent à revoir la rémunération du fermier.

La rémunération délégataire applicable à compter du 1^{er} janvier et pour l'année 2015, comporte une part fixe et une part proportionnelle définies ci-après

Cette rémunération s'applique sans indexation.

- **Une part semestrielle F**, en euros H.T., définie de la manière suivante :

Diamètre du compteur	Parties fixes par semestre
15 mm	10 € H.T./semestre
20 mm	10 € H.T./ semestre
25 mm	15 € H.T./ semestre
30 mm	25 € H.T./ semestre
40 mm	40 € H.T./ semestre
50 mm	65 € H.T./ semestre
60 mm	90 € H.T./ semestre
65 mm	90 € H.T./ semestre
80 mm	155 € H.T./ semestre
100 mm	240 € H.T./ semestre
150 mm	530 € H.T./ semestre

- **Une part proportionnelle** aux volumes consommés **R**, en euros H.T:

$$R = 0,3113 \text{ € HT /m}^3$$

Ce tarif résulte du Compte d'Exploitation Prévisionnel annexé au contrat comme le programme prévisionnel de renouvellement.

Toutes les autres dispositions du contrat et de ses avenants demeurent inchangées.

Conformément à l'article L.1411-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission de Délégation de Service Public relative aux services publics de l'eau potable, de l'eau brute et de l'assainissement réunie le 17 octobre 2014 a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 au contrat d'affermage pour l'exploitation du service public de l'eau potable sur les communes de Lattes et Pérols qui fixe la fin du contrat au 31 décembre 2015 ;
- définir à compter du 1er janvier 2015 une nouvelle grille de parts fixes en fonction du diamètre compteur ;
- ajuster la rémunération proportionnelle du fermier à 0,3113€/m³ H.T. consommé ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

Monsieur Jean-Pierre RICO ne prend pas part au débat et ne participe pas au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions et 1 vote contre).

A voté contre : M. Alex LARUE.

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°12 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – SERVICE PUBLIC POUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET EN EAU BRUTE - DÉCLARATION SANS SUITE DE LA PROCÉDURE DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC - APPROBATION

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce de plein droit en lieu et place des Communes membres en application du dernier arrêté préfectoral n° 2012-2290 du 17-10-2012, les compétences «eau potable», «assainissement des eaux usées», ainsi que « développement et gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône Languedoc », dite « Eau Brute ».

Par délibérations n°11705 du 25 juillet 2013, et après avis favorable, à la majorité des membres présents, de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et du CTP, réunis le 15 juillet 2013, le Conseil Communautaire s'était prononcé sur le principe d'une gestion déléguée du service public de l'eau potable et de l'eau brute, à compter du 1^{er} janvier 2015 et pour une durée de 7 ans, en application des articles L. 1411-1 et suivants et R-1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) relatifs aux délégations de service public. Par cette délibération, le Conseil de Communauté avait approuvé les caractéristiques essentielles envisagées des prestations que devra assurer le délégataire et avait autorisé Monsieur le Président à engager toutes les démarches et à prendre toutes les décisions utiles de l'exécution de cette délibération, en particulier pour la mise en œuvre et le bon déroulement de la procédure de délégation de service public.

-Par délibération n°12226 du 7 mai 2014, le Conseil Communautaire a adopté le principe d'une gestion en régie du service public de l'eau potable et de l'eau brute à compter du 1^{er} janvier 2016. Cette réforme constitue un tournant majeur dans l'histoire des services publics de l'eau et de l'assainissement de notre territoire. Les objectifs prioritaires de la régie seront exemplarité et efficience de manière à offrir aux usagers la meilleure qualité de service au meilleur prix.

La 1^{ère} étape conditionnant la mise en œuvre de cette nouvelle forme de gestion devait consister à prolonger jusqu'au 31 décembre 2015, pour motif d'intérêt général, par voie d'avenant les 6 contrats de délégation en vigueur. L'avis favorable de la directrice départementale des finances publiques a été rendu le 7 octobre 2014.

Il est proposé à l'assemblée délibérante, lors de cette même séance, d'approuver les projets d'avenants à ces 6 contrats et d'autoriser Monsieur le Président à les signer.

Les prolongations des contrats de délégation en vigueur jusqu'au 31 décembre 2015 permettent désormais d'assurer la continuité du service public de l'eau potable jusqu'au 1^{er} janvier 2016, date de mise en œuvre de la régie. Les conditions sont donc réunies pour proposer de déclarer sans suite la procédure de délégation de service public de l'eau potable et de l'eau brute lancée le 25 juillet 2013.

En effet, à l'instar des marchés publics la collectivité peut renoncer à tout moment à une procédure de délégation de service public pour motif d'intérêt général. En l'espèce, la reprise d'une activité en régie d'un service public relève de la libre administration des collectivités territoriales.

En ce sens, le principe adopté d'une gestion en régie du service public de l'eau potable et de l'eau brute à compter du 1^{er} janvier 2016 constitue bien un motif d'intérêt général permettant de déclarer sans suite la procédure de délégation de service public de l'eau potable et de l'eau brute lancée par délibération n°11705 du 25 juillet 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la déclaration sans suite de la procédure en cours de délégation du service public de l'eau potable et de l'eau brute, initiée en juillet 2013 en application des articles L. 1411-1 et suivants et R-1411-1 du Code général des collectivités territoriales ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur Jean-Pierre RICO ne prend pas part au débat et ne participe pas au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions et 1 vote contre).

A voté contre : M. Alex LARUE.

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°13 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE SUR LA COMMUNE DE GRABELS - TARIFS - ADOPTION

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce depuis le 1^{er} janvier 2010 la compétence « Eau potable » de plein droit en lieu et place des communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009. Il s'agit des communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone auxquelles il convient d'ajouter les communes de Jacou,

Le Crès et Vendargues depuis l'arrêté préfectoral 2013-1-1192 du 19 juin 2013 portant dissolution du Syndicat du Salaison.

L'exploitation du service public communautaire d'eau potable est actuellement assurée au moyen de sept contrats de Délégation de Service Public. Le contrat sur la commune de Grabels a déjà fait l'objet d'une prolongation d'un an pour motif d'intérêt général au titre de l'article L1411-2 du Code général des collectivités territoriales et ne peut être à nouveau prolongé. Son échéance est fixée au 31 octobre 2014.

Par délibération n°12226 du 7 mai 2014, le Conseil Communautaire a adopté le principe d'une gestion en régie du service public de l'eau potable et de l'eau brute à compter du 1^{er} janvier 2016. Afin d'assurer la continuité du service de l'eau potable sur la Commune durant la période allant du 1^{er} novembre 2014 au 31 décembre 2015, son exploitation sera assurée de manière transitoire au moyen d'un marché de prestations de services. La rémunération du titulaire ce contrat sera versée par la Collectivité sur les crédits du budget annexe de l'eau potable.

-Par délibération n°9974 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a approuvé le principe de l'unification des tarifs de la redevance payée par les usagers du service public d'eau potable sur l'ensemble des Communes du territoire où l'Agglomération exerce la compétence.

La structure de tarification retenue est un tarif binôme comprenant une partie fixe, dénommée abonnement et une partie proportionnelle, c'est à dire un prix au mètre cube d'eau consommé. La partie fixe, en rapport avec les coûts fixes d'exploitation du service, présente une progressivité selon le diamètre des compteurs. Elle est actuellement intégralement perçue par les délégataires dans le cadre de leurs contrats selon une grille tarifaire similaire pour l'ensemble des usagers.

Afin de maintenir l'équité des tarifs du service public d'eau potable, il est proposé de fixer le montant de la partie fixe semestrielle, fonction du diamètre du compteur, de la redevance eau potable perçue sur la Commune de Grabels à compter du 1^{er} novembre 2014 comme suit :

Diamètre compteur	Part fixe HT facturée semestriellement
F1 (Æ compteur inf ou égal 20 mm)	10 € par semestre
F2 (Æ compteur 25 mm)	15 € par semestre
F3 (Æ compteur 30 mm)	25 € par semestre
F4 (Æ compteur 40 mm)	40 € par semestre
F5 (Æ compteur 50 mm)	65 € par semestre
F6 (Æ compteur 60-65 mm)	90 € par semestre
F7 (Æ compteur 80 mm)	155 € par semestre
F8 (Æ compteur supérieur ou égal 100 mm)	240 € par semestre

La partie proportionnelle reste inchangée :

- à 1,125 euros hors taxes par mètre cube pour la 1^{ère} tranche de consommation de 0 à 120 m³ par an,
- à 1,263 euros hors taxes par mètre cube pour la 2^{ème} tranche de consommation au-delà de 120 m³ par an.

La redevance sera intégralement perçue par la Collectivité.

Par ailleurs, dans la période transitoire du 1^{er} novembre 2014 au 31 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier va être amenée à réaliser, à la demande des usagers, différentes prestations et travaux comme l'étalonnage ou le changement d'un compteur ou la construction de branchements neufs.

Afin de garantir une réalisation cohérente et conforme aux règles de l'art des travaux et prestations, notamment de construction de la partie publique des branchements, ouvrages incorporés au patrimoine propriété de la Collectivité, il convient de décider des modalités et conditions de prise en charge de ces demandes par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de remboursement par les usagers des frais correspondants.

Lors d'une demande de prestations ou de travaux par les usagers sur la Commune de Grabels, il est proposé :

- l'exécution par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, après accord des usagers concernés, des prestations et travaux notamment des parties de branchements situées sous voie publique, jusque et y compris le compteur et sa niche au plus proche des limites du domaine public,
- la réalisation de ces prestations et travaux dans le cadre du marché d'exploitation du service de l'eau potable sur la Commune de Grabels ou, le cas échéant, du marché des travaux courants d'eau potable de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- le remboursement par les usagers du coût réel des prestations et travaux les intéressant, calculé par application des prix unitaires du marché aux quantités réellement exécutées, le montant du remboursement étant toutefois plafonné à l'estimation des travaux préalablement établie sur la base du bordereau des prix unitaires du marché de

prestations et travaux ; le montant de ce remboursement sera diminué des subventions éventuellement obtenues et ne sera pas majoré pour frais généraux,

- le recouvrement de ce remboursement après achèvement des prestations et travaux comme en matière de contribution directe.

Ces modalités sont similaires à celles adoptées pour l'ensemble du service géré par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les tarifs de la redevance eau potable applicables sur la commune de Grabels à compter du 1er novembre 2014 comprenant une part fixe fonction du diamètre de compteur et une partie variable de 1,125 € par m³ hors taxes pour la première tranche de 120 m³ consommés et 1,263 € par mètre cube hors taxes pour la deuxième tranche,
- approuver les dispositions proposées relatives aux demandes des usagers de prestations et de travaux à réaliser sur la commune de Grabels ,
- dire que les crédits correspondants sont et seront inscrits au budget annexe de l'eau potable au chapitre 011 pour les dépenses de fonctionnement et au chapitre 23 pour les dépenses d'investissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions et 1 vote contre).

A voté contre : M. Alex LARUE. Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°14 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC POUR LE TRAITEMENT DES EAUX USÉES PAR LA STATION D'ÉPURATION MAERA - CHOIX DU TITULAIRE ET AUTORISATION DE SIGNATURE DU CONTRAT

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Préambule :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « assainissement des eaux usées » de plein droit en lieu et place des Communes membres en application du dernier arrêté préfectoral n° 2012-2290 du 17-10-2012, fixant ses compétences.

Le patrimoine de ce service comprenait en 2013 :

- 15 stations d'épuration de capacité totale 573 000 EH (Equivalents-Habitants), dont la principale, MAERA, de capacité 470 000 EH, et recevant les effluents des communes de Clapiers, Grabels, Jacou, Juvignac Montferrier-sur-Lez, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues, Lattes, Le Crès, Montpellier, Pérols, Prades le lez, Castelnau le Lez, et à brève échéance, Castries ;
- un émissaire en mer d'une longueur totale 20 km recevant les eaux épurées de MAERA,
- un bassin d'orage, dit des Aiguerelles d'une capacité de 20 000 m³,
- 82 000 branchements,
- 1450 km de canalisations (hors branchements),
- 198 postes de refoulement.

La station d'épuration MAERA traite également, par conventions de raccordement, les effluents de communes en-dehors du périmètre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il s'agit de celles de Palavas-les-Flots, Assas, Teyran et Saint-Aunès, ainsi que les secteurs de Carnon et Figuières - Vauguières-Aéroport sur la Commune de Mauguio.

L'ensemble des stations d'épuration ont traités 31,3 millions de m³ en 2013, ce qui représente une pollution journalière moyenne de 20 tonnes de DBO₅.

Ce patrimoine dessert une population de près de 425 000 habitants pour 95 800 abonnés. Plus de 26 millions de m³ leur ont été facturés en 2013.

L'exploitation du service est assurée au moyen de onze contrats de délégation de service public, dont sept issus des processus de transfert de compétence ont été mis en œuvre par les communes :

* société fermière Véolia Eau – Compagnie Général des Eaux :

- contrat du service de collecte des eaux usées sur la Commune de Castelnau le Lez,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur la Commune de Clapiers,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur la Commune du Crès,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur les Communes de Lattes et Pérols,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur les Communes de Montpellier et Juvignac,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur la Commune de Prades le Lez,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone,

- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur les Communes de Castries, Grabels, Jacou, Montferrier-sur-Lez, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues, dit secteur Périphérique Maera,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur les Communes de Baillargues, Beaulieu, Montaud, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Génès des Mourgues et Sussargues, dit secteur Est,
- contrat de l'exploitation de la station de traitement des eaux usées Maera ;
- * société fermière SDEI-Lyonnaise des Eaux :
- contrat de délégation de service public de collecte et traitement des eaux usées sur les Communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Laverune, Murviel lès Montpellier, Pignan, Saussan et Saint Georges d'Orques, dit secteur Ouest.

La durée de ces contrats est variable, allant au-delà de 25 ans pour certains. Leur échéance est fixée au 31 décembre 2014 et, pour trois d'entre eux au 3 février 2015, conformément à la jurisprudence du 8 avril 2009 dit arrêt Commune d'Olivet, qui rend caduques les contrats dont l'échéance dépasse une durée de 20 ans au-delà de l'entrée en vigueur de la loi Barnier du 2 février 1995. Ils concernent les Communes du Crès, Prades le Lez, et Villeneuve-lès-Maguelone.

Rappel de la procédure :

Par délibération n° 11704 du 25 juillet 2013, le Conseil Communautaire a adopté une charte d'engagements visant à l'amélioration de la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement. Cette décision constitue l'un des actes fondateurs d'une politique de l'eau conduite par une Autorité Organisatrice renforcée, décisionnaire sur tous les axes stratégiques de long terme et garante d'un service public de qualité, avec comme grands principes :

- poursuivre la prise en charge directe de l'ensemble des investissements nécessaires au développement du service, à la lumière du bilan positif de mise en œuvre du schéma directeur d'assainissement,
- affirmer sa responsabilité directe dans le suivi et le contrôle de la qualité des rejets au milieu naturel, comme c'est déjà le cas pour le rejet en mer de MAERA,
- placer l'usager au cœur de la définition de la qualité de service,
- traduire dans les obligations de l'exploitant du service les conditions de mise en œuvre de la politique de l'assainissement préalablement définies, comme les modalités de suivi et le contrôle de l'atteinte des objectifs assignés.

-Par délibérations n° 11706, 11707 et 11708 du 25 juillet 2013, et après avis favorable, à la majorité des membres présents, de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et du CTP, réunis le 15 juillet 2013, le Conseil Communautaire s'est prononcé sur le principe d'une gestion déléguée du service d'assainissement collectif à compter du 1^{er} janvier 2015 et pour une durée de 7 ans, à travers 3 contrats distincts, en application des articles L. 1411-1 et suivants et R-1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) relatifs aux délégations de service public. Les 3 contrats correspondent à un découpage géographique et fonctionnel des ouvrages comme suit :

- délégation du service public pour le traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA,
- délégation du service public pour la collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la station d'épuration MAERA,
- délégation du service public pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes des secteurs est et ouest.

-Par ces délibérations, le Conseil de Communauté a approuvé les caractéristiques essentielles envisagées des prestations que devront assurer les délégataires et a autorisé Monsieur le Président à engager toutes les démarches et à prendre toutes les décisions utiles pour la mise en œuvre et le bon déroulement des procédures de délégation de service public.

Le 7 mai 2014, le Conseil Communautaire a affirmé le principe du retour en régie publique du service d'eau potable qui privilégie l'intérêt général avec des objectifs sociaux et écologiques. Cette décision majeure qui sera effective au 1^{er} janvier 2016, s'inscrit dans le choix global de refonder l'organisation et la transparence du service public de l'eau.

Pour l'assainissement, cela passe dans un premier temps par un pilotage renforcé des contrats par la puissance publique, étape essentielle avant le retour souhaité en régie publique.

En ce qui concerne la délégation du service pour le traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA, le périmètre du service correspond aux ouvrages principaux suivants ainsi qu'à l'ensemble des installations et ouvrages annexes :

- la station d'épuration MAERA de capacité 470 000 EH et son émissaire de rejet en mer de 20 km ;
- la station d'épuration sur la commune de Castries de capacité 6 300 EH, jusqu'à sa mise hors service après raccordement des effluents sur le système de collecte de MAERA ;
- 28 km de canalisations de collecte et de transport Les branchements directement raccordés à ces canalisations ne font cependant pas partie du périmètre du présent contrat mais relèvent du périmètre relatif aux réseaux de collecte raccordés à la station MAERA ;
- 3 postes de relèvement ;
- le bassin d'orage des Aiguerelles d'une capacité de 20 000 m³.

Les usagers du service sont ceux dont les effluents sont traités par les stations d'épurations définies ci-dessus, soit

les habitants des communes de Castelnau le Lez, Castries, Clapiers, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades le Lez, Saint-Jean-de-Védas et Vendargues. Par ailleurs, la station MAERA reçoit les effluents en provenance des communes d'Assas, Teyran, Saint-Aunès, Palavas-les-Flots et des secteurs de Carnon et Figuières - Vauguières-Aéroport sur la commune de Mauguio.

La durée du contrat d'affermage est de 7 ans à compter du 1^{er} janvier 2015. Il prendra fin le 31 décembre 2021.

Par ailleurs, il a été convenu que la durée du contrat puisse s'adapter au planning de mise en œuvre des travaux d'optimisation à réaliser sur la station d'épuration MAERA. Le contrat a ainsi été assorti d'une clause de rupture anticipée, après préavis, pouvant intervenir à compter de trois ans après la prise d'effet du contrat, rupture sans indemnités autre que celle éventuellement liée à la valeur nette comptable des biens de retour et de reprise financés au titre du contrat.

Le lancement de la consultation a fait l'objet de la publication d'un avis d'appel public à la concurrence sur plusieurs supports, conformément aux dispositions des articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'article R.1411-1 de ce même code.

La Commission de Délégation de Service Public « Eau et Assainissement » s'est réunie les 8 octobre 2013 et 24 octobre 2013 pour, dans un premier temps, enregistrer les quatre candidatures émanant de GELSENWASSER/NANTAISE DES EAUX, Véolia Eau, LYONNAISE DES EAUX et SAUR, puis, dans un second temps, après analyse, autoriser ces quatre candidats à présenter une offre.

Le programme de la consultation alors adressé aux quatre candidats a repris et traduit les objectifs préalablement fixés au travers d'articles spécifiques portant notamment sur :

- la contribution à des actions solidarité et la mise en œuvre de dispositions en faveur de l'emploi et de l'insertion,
- l'amélioration de la connaissance et des performances des ouvrages,
- la contribution aux efforts engagés par la Collectivité au travers de son Plan Energie Climat Territorial et sa labellisation Citer'gie,
- une transparence forte de la gestion du service délégué, sur les volets techniques, gestion des abonnés et financiers, avec un accès permanent aux données natives du service et des outils de pilotage partagés,
- des facilités de reprise du système d'information à l'échéance du contrat,
- l'engagement d'actions d'innovation et de recherche au bénéfice des équipements du service.

L'attention des candidats avait été attirée sur la nécessité d'une bonne insertion des équipements dans leur environnement urbain et les candidats étaient invités à préciser l'ensemble des moyens et des méthodes proposées dans leurs offres afin de répondre à cet objectif. Pour cela, ils pouvaient exposer les modalités particulières d'exploitation retenues mais aussi envisager la réalisation de travaux neufs à leur initiative.

Conformément aux dispositions du règlement de la consultation, des visites des installations ont été organisées et les réponses ont été apportées aux questions des candidats.

La Commission de Délégation de Service Public, dans sa séance du 12 mai 2014, a procédé à l'ouverture des plis et a constaté que 3 candidats admis à déposer une offre avaient remis leur offre dans les délais impartis. Elle a pris acte que la société GELSENWASSER/NANTAISE des EAUX a signifié, par courrier, ne pas être en mesure de remettre une offre sur ce dossier.

Enfin, le 13 juin 2014, la Commission s'est réunie une dernière fois afin de donner son avis après analyse sur les trois offres remises et a recommandé au Président de la Communauté d'Agglomération, personne habilitée à signer le contrat, d'engager les négociations avec les 3 candidats.

A l'issue des négociations menées dans le strict respect de l'égalité des candidats, ces derniers ont été invités à remettre leur offre finale le 1^{er} septembre 2014 au plus tard. Sur la base de l'analyse des qualités de chacune des offres remises au regard des critères ci-dessous, l'offre de la société Véolia Eau s'avère être la plus performante.

Conformément aux dispositions des articles L.1411-5 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales la personne habilitée à signer la convention a transmis aux conseillers communautaires par courrier du 14 octobre 2014 les documents suivants :

- Procès-verbal de la Commission de Délégation de service public pour l'exploitation des services publics eau et assainissement du 8 octobre 2013 relatif à l'ouverture des candidatures.
- Procès Verbal de la Commission de Délégation de service public pour l'exploitation des services publics eau et assainissement du 24 octobre 2013 arrêtant la liste des candidats admis à présenter une offre et le rapport d'analyse des candidatures.
- Procès Verbal de la Commission de Délégation de service public pour l'exploitation des services publics eau et assainissement du 12 mai 2014 relatif à l'ouverture des offres.
- Procès Verbal de la Commission de Délégation de service public pour l'exploitation des services publics eau et assainissement du 13 juin 2014 relatif à l'analyse des offres et le rapport d'analyse des offres.
- Rapport présentant les motifs du choix de la société VEOLIA Eau comme titulaire du contrat de délégation de service public pour le traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA et l'économie générale du contrat.
- Projet de contrat délégation de service public pour le traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA.

Motivation du choix du délégataire :

Les critères de jugement des offres mentionnés dans le règlement de la consultation, non pondérés, sans ordre hiérarchique sont les suivants :

- Qualité et amélioration technique du service.
- Transparence de la gestion et de l'exploitation du service.
- Engagements en termes de Développement Durable.
- Les prix du service et la cohérence de leur justification.
- Engagements en termes de renouvellement.
- Adéquation entre l'organisation et les moyens matériels et en personnel mis en œuvre et la garantie de l'exploitation et de la continuité du service.

Dans leur offre finale, Véolia et Saur ne proposent pas de variante. Lyonnaise propose deux variantes :

- Variante 1 : Optimisation énergétique « Injection de biogaz », impact tarifaire + 0,048 €/m³ HT appliqué au prix de base,
- Variante 2 : Optimisation de la déshydratation des boues, impact tarifaire + 0,034 €/m³ H.T appliqué au prix de base.

Au regard des critères de jugement des offres, les deux variantes proposées par Lyonnaise, même si elles sont intéressantes sur le plan du développement durable, ne sont pas opportunes sur le plan technique dans l'immédiat et ont un impact financier très conséquent à la fois pour l'utilisateur et pour la Collectivité en cas de rupture anticipée du contrat. Ces deux variantes ne sont donc pas retenues.

Elles concernent des évolutions notables de la filière de traitement des boues qui mériteront sans doute d'être examinées dans le cadre des travaux d'optimisation de la station qui sont hors périmètre du contrat.

S'agissant de l'offre de base de Lyonnaise des eaux et des offres de Véolia Eau et Saur, les propositions en terme de moyens humains et matériels et d'organisation sont adaptées à la nature et à la taille du service, susceptibles de garantir sa bonne exploitation et sa continuité.

Les trois candidats proposent également des prix très intéressants, car légèrement inférieurs au tarif actuel malgré des investissements significatifs à réaliser et le risque d'une résiliation anticipée annoncée du contrat, au-delà de trois années d'exécution.

L'offre de Véolia propose le prix le plus élevé mais présente la meilleure proposition sur les quatre autres critères.

En matière de qualité et d'amélioration de service, l'offre de Véolia est plus aboutie et répond le mieux aux attentes de la collectivité sur tous les enjeux majeurs de l'exploitation : diagnostic permanent, évaluation de l'impact du système d'assainissement sur le milieu naturel, gestion dynamique des ouvrages, gestion des odeurs, repérage et suivi des balises de signalisation de l'émissaire de rejet en mer.

Sur ces différents points, les propositions de Véolia sont les plus pertinentes. Elles traduisent une bonne compréhension des enjeux et une meilleure appréhension des possibilités d'amélioration. Les investissements consentis sont les plus élevés, y compris pour les travaux imposés sur l'épaississeur et le gazomètre.

S'agissant plus particulièrement de la problématique des odeurs, l'offre de Véolia est la seule qui propose une approche complète et une solution satisfaisante, celle de Lyonnaise n'ayant pas démontré ses capacités à traiter efficacement le sujet et n'étant pas appuyée par des résultats positifs avérés. SAUR n'a pas fait de réelles propositions sur ce point clef.

La solution proposée par Véolia en matière de Système d'Information est également la plus apte à répondre aux exigences de la collectivité. Le système est bâti pour être rapidement autonome et indépendant, avec un accès permanent de la collectivité aux données motivées de l'exploitation, ce qui garantit la plus grande transparence et les meilleures conditions de réversibilité à l'issue du contrat.

Les engagements pris par Véolia sont les plus importants en termes de développement durable, qu'il s'agisse du plan d'actions pour réduire les consommations énergétiques et la production de GES, comme du recours à des personnels en insertion.

Enfin, les engagements de Véolia sont également les plus importants s'agissant du renouvellement des équipements. A noter également sur ce point que Véolia s'engage à faire réaliser tous les 2 ans un audit financier du respect de ses engagements contractuels. Pour sa part, Lyonnaise des Eaux limite les dépenses de renouvellement pendant les trois premières années d'exécution du contrat.

L'offre de prix de Véolia est cohérente au regard des solutions techniques et des modalités d'exploitation proposées. Elle est robuste, les charges présentées sont adaptées aux moyens mis en œuvre et l'équilibre financier repose sur des hypothèses satisfaisantes.

Le tarif qui en résulte, soit 0,354 €/m³ H.T. reste inférieur au tarif actuellement en vigueur.

La proposition de prix la plus attractive, présentée par Lyonnaise des eaux, est inférieure de 11 %, au prix proposé par Véolia, soit -0,039 €/m³ H.T.,

Cet écart n'est cependant pas de nature à compenser la bien meilleure qualité globale des propositions de Véolia, d'autant que l'offre financière de Lyonnaise est moins robuste et repose sur des moyens mis en œuvre qui paraissent insuffisants au regard des objectifs techniques affichés. Elle affiche, par ailleurs des frais de structure et une marge plus élevés que ceux de l'offre de Veolia.

L'offre de SAUR, intermédiaire en terme de prix, n'apparaît la mieux classée sur aucun des critères.

En conclusion, il est proposé de retenir l'offre de Véolia Eau, comme étant la plus performante et la seule permettant de répondre de façon satisfaisante à l'ensemble des attentes de la collectivité.

Economie générale de la délégation de Service Public :

Le contrat de Délégation de Service Public est constitué :

- d'une convention de délégation du service pour le traitement des eaux usées par la station d'épuration Maéra établie sur la base des caractéristiques des prestations définies dans le programme de la consultation ;
- de ses annexes n°1 à 36 portant sur les éléments techniques et administratifs (plans des installations, arrêtés préfectoraux d'exploitation, règlement du service, inventaire des biens affectés au service, programme d'entretien et de renouvellement des équipements, programme des travaux neufs, actions d'innovation et de R&D proposées, modalités de mise en œuvre du diagnostic permanent, des dispositions liées au Système d'information, personnel détaché à reprendre, programme d'insertion par l'emploi,...) et financiers (Compte d'Exploitation Prévisionnel, valeur nette comptable des biens financés par le contrat, bordereau des prix unitaires, modèle de compte annuel de résultat).

Sa durée est de 7 ans. Il prendra effet le 1^{er} janvier 2015 pour se terminer le 31 décembre 2021.

Il pourra être résilié pour motif d'intérêt général lié à l'engagement des travaux de restructuration et d'amélioration de la station Maéra, avec préavis de 6 mois et sans indemnité autre que celle liée à la valeur nette comptable des biens de retour et de reprise financés au titre du contrat, si cette résiliation intervient au moins trois ans après la date d'entrée en vigueur du contrat.

La Collectivité confie au Délégué le soin exclusif d'assurer la gestion du service public, ce qui inclut :

- le droit exclusif pour le Délégué d'assurer le service public de transport et de traitement des eaux usées à l'intérieur du périmètre contractuel :
 - le fonctionnement, la surveillance, l'entretien et la maintenance de l'ensemble des ouvrages et installations de transport et de traitement des eaux usées ainsi que de leurs ouvrages annexes, conformément aux réglementations en vigueur,
 - l'évacuation et le traitement de l'ensemble des déchets et sous-produits de la collecte et du traitement,
 - le renouvellement des matériels tournants, des accessoires hydrauliques, des équipements électromécaniques des installations indispensables à la continuité du service,
 - les travaux de réparation des réseaux pour les interventions inférieures à 6 ml,
 - la tenue à jour des plans et de l'inventaire technique des immobilisations,
 - l'instruction des demandes de travaux (DT) et déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT),
 - la mise en œuvre des toutes les dispositions nécessaires pour garantir le respect d'engagements spécifiques concernant le suivi et l'amélioration de la gestion des débits par temps de pluie et des nuisances sur l'environnement,
 - la fourniture de conseils, avis et mises en garde sur toutes les questions intéressant la bonne marche de l'exploitation et sa qualité globale, notamment sur la qualité des milieux récepteurs et la qualité du service rendu à l'utilisateur.
- l'obligation de transparence du délégué dans la gestion du service sur tous les aspects techniques, administratifs et financiers par un accès étendu pour la collectivité aux données du service,
- l'obligation de conduite du service en tenant compte de la politique de la Collectivité traduite dans les obligations du contrat, notamment d'un point de vue environnemental et social ;
- le droit pour le Délégué de percevoir auprès des abonnés les rémunérations correspondant aux prestations qu'il leur fournit.

De plus, le contrat précise :

- les conditions d'exploitation du service : aspects techniques, engagements vis-à-vis des usagers du service, obligation vis-à-vis du patrimoine qui lui est confié (notamment sont définis clairement les obligations d'entretien, les obligations de renouvellement, les obligations de tenue à jour des plans sur format informatique et des bases de données) ;
- le partage de responsabilité et les obligations d'assurances du délégué ;
- les relations financières entre le délégué et les usagers : tarif du service et modalités de révision ;
- les relations financières entre le délégué et la collectivité : restitution à la Collectivité des sommes affectées au renouvellement et non dépensées en fin de contrat, pénalités et garantie à première demande à disposition de la Collectivité ;
- les engagements en matière d'information et de transparence dans la gestion du service par le délégué : contenu et cadre des rapports annuels tant au plan technique qu'économique et financier (référence au compte d'exploitation prévisionnel annexé au contrat, obligation d'explication des méthodes de calcul, de permanence des méthodes d'une année sur l'autre, etc.), mise en place de réunions régulières avec la Collectivité pour le suivi du service ;
- les obligations du délégué en fin de contrat (restitution des données, restitution des biens en bon état, etc.).

La Collectivité conserve son rôle d'autorité organisatrice du service. Elle se charge en particulier de :

- la maîtrise d'ouvrage et le financement des travaux de première installation des ouvrages du service,
- le renouvellement du génie civil et des canalisations (au-delà de 6 ml),
- le suivi de l'évolution et le contrôle de la qualité des milieux récepteurs,
- le contrôle de la bonne exécution du service.

Le contrat définit précisément les objectifs assignés au délégataire et les critères de performance correspondants, les informations que le délégataire tiendra à la disposition de la Collectivité, les modalités de leur transmission et les moyens de contrôle effectifs dont elle pourra faire usage pour vérifier la bonne exécution du contrat et la qualité du service.

Des pénalités dissuasives viennent sanctionner le non-respect des obligations réglementaires ou contractuelles.

La Collectivité met gratuitement à la disposition du Délégataire les ouvrages et installations qu'il est chargé d'exploiter dans un état conforme à celui du procès-verbal prévu contractuellement.

La gestion du service est assurée par le Délégataire à ses risques et périls, conformément aux règles de l'art, dans le souci d'assurer la conservation du patrimoine et la continuité du service, les droits des tiers et la qualité de l'environnement.

Le Délégataire sera rémunéré par des redevances perçues auprès des usagers en fonction de tarifs unitaires au m3.

Les tarifs ainsi que les conditions d'indexation de ces tarifs sont fixés dans le contrat. Ces tarifs seront établis selon les principes suivants :

- respect du principe d'égalité de traitement des usagers devant le service public,
- structure tarifaire composée d'une part variable en fonction de la consommation en eau potable.

Le montant de cette part variable s'élève à 0,354 €H.T./m3 au 1^{er} janvier 2015.

Les produits d'exploitation générés par la délégation atteindront 71,2 M€ H.T. en cumulé sur la durée du contrat. Parmi ces produits, 62,2 M€ H.T. relèveront de la redevance versée par les usagers du service et 9,0 M€ H.T. constituent des recettes accessoires, dont 6,9 M€ H.T. de recettes liées à la cogénération du biogaz.

Les charges d'exploitation s'élèveront quant à elles en cumulé sur la durée du contrat à

67,8 M€ H.T., dont 5,0 M€ H.T. liés aux investissements (y compris frais financiers) et 4,3 M€ H.T. versés au compte de renouvellement. Ces charges prennent en compte par ailleurs les dotations contractuelles obligatoires suivantes :

- dotation annuelle pour l'innovation et la recherche DIRN : 70 000 € H.T.
- dotation annuelle pour travaux sous contraintes d'exploitation DT : 50 000 € H.T.
- dotation annuelle à destination d'un dispositif d'aide aux usagers en situation de pauvreté-précarité : 0,5% de ses recettes annuelles d'exploitation (hors produits accessoires et produits liés aux travaux),
- dotation annuelle à destination de la solidarité internationale : 0,5% de ses recettes annuelles d'exploitation (hors produits accessoires et produits liés aux travaux) pour financer des actions de coopération décentralisée retenues par la collectivité.

Les investissements sont notamment destinés aux actions d'amélioration des performances du service suivantes :

- traitement des odeurs : 495 k€ sur MAERA, 33 k€ sur le PR Pont Trinquat, 20 k€ sur les PR Faïsses et Fenouillet,
- aménagement du bassin d'orage des Aiguerelles : 214 k€
- optimisation de la filière de traitement biologique : 262 k€
- optimisation du traitement des boues : 790 k€
- diagnostic permanent et à la surveillance des rejets au milieu naturel : 197 k€.

Les travaux liés à la mise en place d'un nouvel épaisseur et d'un gazomètre sont évalués à 1 998 k€

L'estimation de la Valeur nette Comptable totale des biens de retour contractuels après 3 années d'amortissement est d'environ 3 M€ H.T.

Conformément aux articles L.1411-5 et L.1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, la personne habilitée à signer la convention a transmis aux conseillers communautaires par courrier du 14 octobre 2014 le procès-verbal de la Commission de Délégation de service public eau et assainissement du 8 octobre 2013 ouvrant les candidatures, le procès verbal de la Commission de Délégation de Service Public du 24 octobre 2013 arrêtant la liste des candidats admis à présenter une offre et le rapport d'analyse des candidatures, le procès verbal de la Commission du 12 mai 2014 ouvrant les offres, le procès verbal de la Commission du 13 juin 2014 relatif à l'analyse des offres et le rapport d'analyse des offres, le rapport présentant les motifs du choix de la société Véolia Eau pour l'exploitation du service pour le traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA et l'économie générale du contrat, ainsi que le projet de contrat de délégation du service pour le traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le choix de Véolia Eau comme délégataire du service public pour le traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA,
- approuver la convention de service public et ses annexes, établie pour une durée de 7 ans à compter du 1er janvier 2015, à conclure avec Véolia Eau,
- autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tout document nécessaire à son exécution.

Jean-Pierre RICO ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité qualifiée (6 abstentions et 10 votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme Véronique DEMON, M. Jacques DOMERGUE, Mme France JAMET, M. Gérard LANNELONGUE, M. Alex LARUE, M. Mustapha MAJDOUL, M. Hervé MARTIN, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Véronique PEREZ.

Se sont abstenus : Mme Anne BRISSAUD, M. René CALVAT, Mme Perla DANAN, Mme Julie FRÊCHE, M. Eric PENSO, M. Henri ROUILLEAULT.

AFFAIRE N°15 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA COLLECTE DES EAUX USÉES SUR LES COMMUNES RACCORDÉES À LA STATION D'ÉPURATION MAERA - CHOIX DU TITULAIRE ET AUTORISATION DE SIGNATURE DU CONTRAT

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « assainissement des eaux usées » de plein droit en lieu et place des Communes membres en application du dernier arrêté préfectoral n° 2012-2290 du 17-10-2012, fixant ses compétences.

Le patrimoine de ce service comprenait en 2013 :

- 15 stations d'épuration de capacité totale 573 000 EH (Equivalents-Habitants), dont la principale, MAERA, de capacité 470 000 EH, et recevant les effluents des communes de Clapiers, Grabels, Jacou, Juvignac, Montferrier-sur-Lez, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues, Lattes, Le Crès, Montpellier, Pérols, Prades le lez, Castelnaud le Lez, et à brève échéance, Castries ;
- un émissaire en mer d'une longueur totale 20 km recevant les eaux épurées de MAERA,
- un bassin d'orage, dit des Aiguerelles d'une capacité de 20 000 m³,
- 82 000 branchements,
- 1450 km de canalisations (hors branchements),
- 198 postes de refoulement.

La station d'épuration MAERA traite également, par conventions de raccordement, les effluents de communes en-dehors du périmètre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il s'agit de celles de Palavas-les-Flots, Assas, Teyran et Saint-Aunès, ainsi que les secteurs de Carnon et Figuières - Vauguières-Aéroport sur la Commune de Mauguio.

L'ensemble des stations d'épuration ont traités 31,3 millions de m³ en 2013, ce qui représente une pollution journalière moyenne de 20 tonnes de DBO₅.

Ce patrimoine dessert une population de près de 425 000 habitants pour 95 800 abonnés. Plus de 26 millions de m³ leur ont été facturés en 2013.

L'exploitation du service est assurée au moyen de onze contrats de délégation de service public, dont sept issus des processus de transfert de compétence ont été mis en œuvre par les communes :

* société fermière Véolia Eau – Compagnie Général des Eaux :

- contrat du service de collecte des eaux usées sur la Commune de Castelnaud le Lez,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur la Commune de Clapiers,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur la Commune du Crès,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur les Communes de Lattes et Pérols,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur les Communes de Montpellier et Juvignac,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur la Commune de Prades le Lez,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur les Communes de Castries, Grabels, Jacou, Montferrier-sur-Lez, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues, dit secteur Périphérique Maera,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur les Communes de Baillargues, Beaulieu, Montaud, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Génès des Mourgues et Sussargues, dit secteur Est,
- contrat de l'exploitation de la station de traitement des eaux usées Maera ;

* société fermière SDEI-Lyonnaise des Eaux :

- contrat de délégation de service public de collecte et traitement des eaux usées sur les Communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel lès Montpellier, Pignan, Saussan et Saint Georges d'Orques, dit secteur Ouest.

La durée de ces contrats est variable, allant au-delà de 25 ans pour certains. Leur échéance est fixée au 31 décembre 2014 et, pour trois d'entre eux au 3 février 2015, conformément à la jurisprudence du 8 avril 2009 dit arrêt Commune d'Olivet, qui rend caduques les contrats dont l'échéance dépasse une durée de 20 ans au-delà de

l'entrée en vigueur de la loi Barnier du 2 février 1995. Ils concernent les Communes du Crès, Prades le Lez, et Villeneuve-lès-Maguelone.

Rappel de la procédure :

Par délibération n° 11704 du 25 juillet 2013, le Conseil Communautaire a adopté une charte d'engagements visant à l'amélioration de la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement. Cette décision constitue l'un des actes fondateurs d'une politique de l'eau conduite par une Autorité Organisatrice renforcée, décisionnaire sur tous les axes stratégiques de long terme et garante d'un service public de qualité, avec comme grands principes :

- poursuivre la prise en charge directe de l'ensemble des investissements nécessaires au développement du service, à la lumière du bilan positif de mise en œuvre du schéma directeur d'assainissement,
- affirmer sa responsabilité directe dans le suivi et le contrôle de la qualité des rejets au milieu naturel, comme c'est déjà le cas pour le rejet en mer de MAERA,
- placer l'utilisateur au cœur de la définition de la qualité de service,
- traduire dans les obligations de l'exploitant du service les conditions de mise en œuvre de la politique de l'assainissement préalablement définies, comme les modalités de suivi et le contrôle de l'atteinte des objectifs assignés.

Par délibérations n° 11706, 11707 et 11708 du 25 juillet 2013, et après avis favorable, à la majorité des membres présents, de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et du CTP, réunis le 15 juillet 2013, le Conseil Communautaire s'est prononcé sur le principe d'une gestion déléguée du service d'assainissement collectif à compter du 1^{er} janvier 2015 et pour une durée de 7 ans, à travers 3 contrats distincts, en application des articles L. 1411-1 et suivants et R-1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) relatifs aux délégations de service public. Les 3 contrats correspondent à un découpage géographique et fonctionnel des ouvrages comme suit :

- délégation du service public pour le traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA,
- délégation du service public pour la collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la station d'épuration MAERA,
- délégation du service public pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes des secteurs est et ouest.

Par ces délibérations, le Conseil de Communauté a approuvé les caractéristiques essentielles envisagées des prestations que devront assurer les délégataires et a autorisé Monsieur le Président à engager toutes les démarches et à prendre toutes les décisions utiles pour la mise en œuvre et le bon déroulement des procédures de délégation de service public.

Le 7 mai 2014, le Conseil Communautaire a affirmé le principe du retour en régie publique du service d'eau potable qui privilégie l'intérêt général avec des objectifs sociaux et écologiques. Cette décision majeure qui sera effective au 1^{er} janvier 2016, s'inscrit dans le choix global de refonder l'organisation et la transparence du service public de l'eau.

Pour l'assainissement, cela passe dans un premier temps par un pilotage renforcé des contrats par la puissance publique, étape essentielle avant le retour souhaité en régie publique.

En ce qui concerne la délégation du service pour la collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la station d'épuration MAERA, le périmètre du service correspond aux limites du territoire des communes de Castelnau le Lez, Castries, Clapiers, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades le Lez, Saint-Jean-de-Védas et Vendargues.

Le nouveau contrat prévoit une durée d'affermage de 7 ans à compter du 1^{er} janvier 2015, avec une prise de compétence différée au 4 février 2015 pour les communes de Prades le Lez et Le Crès.

Le futur service est constitué de :

- 57 293 branchements,
- 1 102 km de canalisations,
- 126 postes de relèvement.

Ce patrimoine dessert plus de 70 700 abonnés à qui environ 23 millions de m³ sont facturés.

Le lancement de la consultation a fait l'objet de la publication d'un avis d'appel public à la concurrence sur plusieurs supports, conformément aux dispositions des articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'article R.1411-1 de ce même code.

La Commission de Délégation de Service Public « Eau et Assainissement » s'est réunie les 8 octobre 2013 et 24 octobre 2013 pour, dans un premier temps, enregistrer les cinq candidatures émanant de GELSENWASSER/NANTAISE DES EAUX, VEOLIA Eau, LYONNAISE DES EAUX, SMN et SAUR, puis, dans un second temps, après analyse, autoriser quatre candidats à présenter une offre, la société SMN n'ayant pas apporté les garanties professionnelles suffisantes pour assurer la continuité du service public et l'égalité de traitement des usagers devant le service public sur le périmètre concerné.

Le programme de la consultation alors adressé aux quatre candidats retenus, au-delà des missions habituelles d'exploitation du service, a repris et traduit les objectifs préalablement fixés au travers d'articles spécifiques portant notamment sur :

- une qualité d'accueil des usagers élevée et contrôlée,
- la contribution à des actions de solidarité et la mise en œuvre de dispositions en faveur de l'emploi et de

- l'insertion,
- l'amélioration de la connaissance et des performances des ouvrages,
- la contribution aux efforts engagés par la Collectivité au travers de son Plan Energie Climat Territorial et sa labellisation Citer'gie,
- une transparence forte de la gestion du service délégué, sur les volets techniques, gestion des abonnés et financiers, avec un accès permanent aux données natives du service et des outils de pilotage partagés,
- des facilités de reprise du système d'information à l'échéance du contrat,
- l'engagement d'actions d'innovation et de recherche au bénéfice des équipements du service.

Conformément aux dispositions du règlement de la consultation, des visites des installations ont été organisées et les réponses ont été apportées aux questions des candidats.

La Commission de Délégation de Service Public, dans sa séance du 12 mai 2014, a procédé à l'ouverture des plis et a constaté que les 4 candidats admis à déposer une offre avaient remis leur offre dans les délais impartis.

Enfin, le 13 juin 2014, la Commission s'est réunie une dernière fois afin de donner son avis après analyse sur les quatre offres remises et a recommandé au Président de la Communauté d'Agglomération, personne habilitée à signer le contrat, d'engager les négociations avec les 4 candidats.

A l'issue des négociations menées dans le strict respect de l'égalité des candidats, ces derniers ont été invités à remettre leur offre finale le 11 août 2014 au plus tard. Sur la base de l'analyse des qualités de chacune des offres remises au regard des critères ci-dessous, l'offre de la société VEOLIA Eau s'avère être la plus performante.

Conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la personne habilitée à signer la convention a transmis aux conseillers communautaires par courrier du 14 octobre 2014 les documents suivants :

- Procès-verbal de la Commission de Délégation de service public pour l'exploitation des services publics eau et assainissement du 8 octobre 2013 relatif à l'ouverture des candidatures..
- Procès Verbal de la Commission de Délégation de service public pour l'exploitation des services publics eau et assainissement du 24 octobre 2013 arrêtant la liste des candidats admis à présenter une offre et le rapport d'analyse des candidatures.
- Procès Verbal de la Commission de Délégation de service public pour l'exploitation des services publics eau et assainissement du 12 mai 2014 relatif à l'ouverture des offres.
- Procès Verbal de la Commission de Délégation de service public pour l'exploitation des services publics eau et assainissement du 13 juin 2014 relatif à l'analyse des offres et le rapport d'analyse des offres.
- Rapport présentant les motifs du choix de la société VEOLIA Eau comme titulaire du contrat de délégation de service public pour la collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la station d'épuration MAERA et l'économie générale du contrat.
- Projet de contrat de délégation de service public pour la collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la station d'épuration MAERA.

Motivation du choix du délégataire :

Les critères de jugement des offres mentionnés dans le règlement de la consultation, non pondérés, sans ordre hiérarchique sont les suivants :

- Qualité du service rendu à l'utilisateur et information du public.
- Qualité et amélioration technique du service.
- Transparence de la gestion et de l'exploitation du service.
- Engagements en termes de Développement Durable.
- Les prix du service et la cohérence de leur justification.
- Engagements en termes de renouvellement.
- Adéquation entre l'organisation et les moyens matériels et en personnel mis en œuvre et la garantie de l'exploitation et de la continuité du service.

Les offres des quatre candidats répondent au cahier des charges pour l'exploitation du service public de collecte des effluents des communes raccordées à Maera, mais l'offre de Véolia Eau est retenue pour les raisons ci-après.

En matière de qualité de service rendu à l'utilisateur et information du public, Véolia Eau propose les meilleures conditions d'accueil du public avec des plages horaires adaptées incluant le samedi matin, en termes d'accueil physique comme téléphonique.

Les engagements pris en matière de délai d'intervention et de réponse aux courriers des usagers sont les plus satisfaisants.

En termes de qualité et amélioration technique du service, les propositions de Véolia Eau, particulièrement intéressantes, sont les plus pertinentes qu'il s'agisse de la gestion du patrimoine de la collectivité, avec la mise à jour permanente d'un inventaire précis et une classification contradictoire des équipements assortie d'un engagement de 85 % du patrimoine maintenu en bon état ou très bon état, ou de l'exploitation courante des ouvrages, avec une stratégie de curage préventif optimisé et des interventions sécurisées.

S'agissant de l'amélioration technique attendue, la méthodologie et les moyens proposés, matériels et humains, en termes de diagnostic permanent garantissent l'atteinte des objectifs recherchés, à savoir la bonne compréhension du fonctionnement des ouvrages par temps de pluie et l'élaboration de programmes d'actions visant à la réduction des

eaux parasites météoriques et ainsi la limitation des déversements en milieu naturel. La proposition de Véolia Eau est la mieux ciblée et la plus aboutie sur cette thématique qui constitue l'élément clef du progrès attendu en matière d'efficience d'un service de collecte des eaux usées de cette taille.

Le déploiement de caméras pour détecter les pollutions accidentelles sur les milieux sensibles et les équipements supplémentaires proposés pour traiter les risques d'odeurs sur de nouveaux sites et les limiter en optimisant les consignes de traitement sont autant d'outils de nature à améliorer les performances de l'exploitation.

L'accès permanent de la collectivité à ces différentes données de pilotage et de surveillance, qui lui garantit information et capacité de contrôle, participe à la transparence de la gestion et de l'exploitation du service.

En la matière, le Système d'Information (SI) est un élément central. Le programme de la consultation était très précis, imposant un système autonome et indépendant, un accès direct aux données natives par la collectivité, une réversibilité permettant le transfert aisé en fin de contrat.

La construction du SI proposé par Véolia Eau est la plus aboutie, avec un hébergement externalisé, des applicatifs métiers (pilotage de l'exploitation, gestion du patrimoine, gestion des abonnés) développés avec des progiciels du marché et une mise à jour en temps réel ou quasi réel pour la plupart des données. Ce système est bâti pour être autonome dès la première année d'exécution du contrat. Il sera donc éprouvé et sa réversibilité garantie dès fin 2017 soit bien avant la fin du contrat et le retour possible de la gestion du service en régie.

Les engagements en termes de développement durable proposés par Véolia Eau se rapprochent le plus des priorités affichées par la Collectivité, avec notamment, sur le volet environnemental, un diagnostic énergie permanent sur les vingt plus gros postes de refoulement, et sur le volet social, les dispositions les plus volontaristes, à savoir l'embauche de deux personnels en insertion au titre du contrat et des exigences élevées de recours à des personnels en insertion dans la plupart des marchés de prestations et de travaux.

S'agissant des prix du service et la cohérence de leur justification, le tarif de la part délégataire de la redevance assainissement proposé par Véolia Eau, soit 0,2225 €/m³ H.T. est, comme celui proposé par les trois autres candidats, notablement inférieur au tarif actuel en vigueur (moyenne pondérée par les volumes facturés pour les différents contrats concernés) à savoir 0,35 €/m³ HT.

La proposition financière de Véolia Eau est satisfaisante au regard de l'amélioration de la qualité de service attendue, en termes techniques comme en termes de transparence.

L'offre particulièrement attrayante de l'entreprise SAUR, encore 20 % inférieure au prix proposé par Véolia Eau, est beaucoup moins robuste, puisque construite avec des moyens courants affectés au service insuffisants au regard des engagements techniques, des recettes très élevées pour des travaux de branchements neufs par nature incertaines, des non-valeurs sans doute sous-estimées au regard des évolutions réglementaires récentes, des dépenses d'informatique qui ne semblent pas en rapport avec les propositions techniques formulées en la matière.

La proposition de Véolia Eau est plus sécurisée sur ces différents points. Elle est satisfaisante compte tenu de l'assiette de facturation prudente proposée et de la formule de révision qui traduit correctement la structure des charges.

La marge affichée qui s'établit à 5,1 % se situe dans la moyenne des niveaux de rentabilité constatés sur des services similaires.

Les principaux prix facturés au bordereau pour les prestations à la charge des usagers, comme les constructions ou les contrôles de conformité des branchements, sont les plus bas ou parmi les plus bas proposés.

Les engagements pris par Véolia Eau en terme de renouvellement sont les plus élevés s'agissant des équipements, avec une dotation annuelle de 243 K € H.T., et les deuxièmes plus élevés en termes de nombre de branchements (150 par an).

A noter également que Véolia Eau s'engage à faire réaliser tous les 2 ans un audit financier du respect de ses engagements contractuels en termes de renouvellement par un cabinet indépendant choisi en concertation avec la Collectivité.

S'agissant enfin de l'adéquation entre organisation et moyens mis en œuvre et la garantie de l'exploitation et de la continuité du service, les candidats ont proposé des organisations différentes avec des moyens également différents, notamment en termes de mutualisation avec d'autres services, mais en cohérence avec l'organisation retenue. Dans tous les cas, les moyens techniques disponibles comme les personnels affectés ou les astreintes organisées sont adaptés à ce type de service et permettent de garantir son exploitation et sa continuité.

Economie générale de la délégation de Service Public :

Le contrat de Délégation de Service Public est constitué :

- d'une convention de délégation du service public pour la collecte des eaux usées des communes raccordées à la station d'épuration Maéra, établie sur la base des caractéristiques des prestations définies dans le programme de la consultation ;
- de ses annexes n°1 à 31 portant sur les éléments techniques et administratifs (plans des installations, arrêtés préfectoraux d'exploitation, règlement du service, inventaire des biens affectés au service, programme d'entretien et de renouvellement des équipements, programme des travaux neufs, actions d'innovation et de R&D proposées, modalités de mise en œuvre du diagnostic permanent, des dispositions liées au Système d'information, personnel détaché à reprendre, programme d'insertion par l'emploi,...) et bien évidemment financiers (Compte d'Exploitation Prévisionnel, bordereau des prix unitaires, modèle de compte annuel de résultat).

Sa durée est de 7 ans. Il prendra effet :

- le 1er janvier 2015 sur les Communes de Castelnau le Lez, Castries, Clapiers, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Saint-Jean-de-Védas et Vendargues
- le 4 février 2015 sur les Communes de Prades le Lez et Le Crès.

Le contrat prendra fin le 31 décembre 2021.

La Collectivité confie au Déléataire le soin exclusif d'assurer la gestion du service public, ce qui inclut :

- le droit exclusif pour le Déléataire d'assurer le service public de collecte des eaux usées des communes raccordées à Maéra à l'intérieur du périmètre contractuel ;
- le fonctionnement, la surveillance, l'entretien et la maintenance de l'ensemble des ouvrages et installations de collecte et de transport des eaux usées ainsi que de leurs ouvrages annexes, conformément aux réglementations en vigueur,
- l'évacuation et le traitement de l'ensemble des déchets et sous-produits de la collecte
- le renouvellement des matériels tournants, des accessoires hydrauliques, des équipements électromécaniques des installations indispensables à la continuité du service, ainsi que des branchements,
- les travaux de réparation des branchements et des réseaux pour les interventions inférieures à 6 ml,
- la tenue à jour des plans et de l'inventaire technique des immobilisations,
- l'instruction des demandes de travaux (DT) et déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT),
- la gestion des relations du service avec les usagers,
- la mise en œuvre des toutes les dispositions nécessaires pour garantir le respect d'engagements spécifiques concernant le suivi et l'amélioration de la gestion des débits par temps de pluie et des nuisances sur l'environnement,
- la fourniture de conseils, avis et mises en garde sur toutes les questions intéressant la bonne marche de l'exploitation et sa qualité globale, notamment sur la qualité des milieux récepteurs et la qualité du service rendu à l'usager.
- l'obligation de transparence du délégataire dans la gestion du service sur tous les aspects techniques, administratifs et financiers par un accès étendu pour la collectivité aux données du service,
- l'obligation de conduite du service, en tenant compte de la politique de la Collectivité traduite dans les obligations du contrat notamment d'un point de vue environnemental et social ;
- le droit pour le Déléataire de percevoir auprès des abonnés les rémunérations correspondant aux prestations qu'il leur fournit.

De plus, le contrat précise :

- les conditions d'exploitation du service : aspects techniques, engagements vis-à-vis des usagers du service, obligation vis-à-vis du patrimoine qui lui est confié (notamment sont définis clairement les obligations d'entretien, les obligations de renouvellement, les obligations de tenue à jour des plans sur format informatique et des bases de données) ;
- le partage de responsabilité et les obligations d'assurances du délégataire ;
- les relations financières entre le délégataire et les usagers : tarif du service et modalités de révision ;
- les relations financières entre le délégataire et la collectivité : restitution à la Collectivité des sommes affectées au renouvellement et non dépensées en fin de contrat, pénalités et garantie à première demande à disposition de la Collectivité ;
- les engagements en matière d'information et de transparence dans la gestion du service par le délégataire : contenu et cadre des rapports annuels tant au plan technique qu'économique et financier (référence au compte d'exploitation prévisionnel annexé au contrat, obligation d'explication des méthodes de calcul, de permanence des méthodes d'une année sur l'autre, etc.), mise en place de réunions régulières avec la Collectivité pour le suivi du service ;
- les obligations du délégataire en fin de contrat (restitution des données, restitution des biens en bon état, etc.).

La Collectivité conserve son rôle d'autorité organisatrice du service. Elle se charge en particulier de :

- la maîtrise d'ouvrage et le financement des travaux de première installation des ouvrages du service,
- le renouvellement du génie civil et des canalisations (au-delà de 6 ml),
- le suivi de l'évolution et le contrôle de la qualité des milieux récepteurs,
- le contrôle de la bonne exécution du service.

Le contrat définit précisément les objectifs assignés au délégataire et les critères de performance correspondants, les informations que le délégataire tiendra à la disposition de la Collectivité, les modalités de leur transmission et les moyens de contrôle effectifs dont elle pourra faire usage pour vérifier la bonne exécution du contrat et la qualité du service.

Des pénalités dissuasives viennent sanctionner le non-respect des obligations réglementaires ou contractuelles.

La Collectivité met gratuitement à la disposition du Déléataire les ouvrages et installations qu'il est chargé d'exploiter dans un état conforme à celui du procès-verbal prévu contractuellement.

La gestion du service est assurée par le Déléataire à ses risques et périls, conformément aux règles de l'art, dans le souci d'assurer la conservation du patrimoine et la continuité du service, les droits des tiers et la qualité de l'environnement.

Le Déléataire sera rémunéré par des redevances perçues auprès des usagers en fonction de tarifs unitaires au m³. Les tarifs ainsi que les conditions d'indexation de ces tarifs sont fixés dans le contrat. Ces tarifs seront établis selon les principes suivants :

- respect du principe d'égalité de traitement des usagers devant le service public,
- structure tarifaire composée d'une part variable en fonction de la consommation en eau potable.

Le montant de cette part variable s'élève à 0,2225 € H.T./m³ au 1er janvier 2015.

Les produits d'exploitation générés par la délégation atteindront 40,5 M€ H.T. en cumulé sur la durée du contrat. Parmi ces produits, 36,7 M€ H.T. relèveront de la redevance versée par les usagers du service et 3,8 M€ H.T. constituent des recettes accessoires (part complémentaire de la redevance pour les effluents non domestiques, contrôles de branchement neufs ou lors des cessions immobilières).

Les charges d'exploitation s'élèveront quant à elles en cumulé sur la durée du contrat à 38,5 M€ H.T., dont 1,3 M€ H.T. liés aux investissements (y compris frais financiers) et 3,6 M€ H.T. versés au compte de renouvellement. Ces charges prennent en compte par ailleurs les dotations contractuelles obligatoires suivantes :

- dotation annuelle pour l'innovation et la recherche DIRN : 80 000 € H.T.
- dotation pour travaux sous contraintes d'exploitation DTN : 80 000 € H.T.
- dotation annuelle à destination d'un dispositif d'aide aux usagers en situation de pauvreté-précarité : 0,5% de ses recettes annuelles d'exploitation (hors produits accessoires et produits liés aux travaux).
- dotation annuelle à destination de la solidarité internationale : 0,5% de ses recettes annuelles d'exploitation (hors produits accessoires et produits liés aux travaux) pour financer des actions de coopération décentralisées retenues par la collectivité.

Les investissements sont notamment destinés aux actions d'amélioration des performances du service :

- 244 k€ sont consacrés à des travaux neufs pour la gestion patrimoniale du service, la sécurisation et fiabilisation des postes de relevage, la mise en place de traitement anti H₂S et le contrôle des dispositifs anti H₂S existants,
- 439 k€ sont consacrés au diagnostic permanent et à l'optimisation du curage des réseaux de collecte.

Conformément aux articles L.1411-5 et L.1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, la personne habilitée à signer la convention a transmis aux conseillers communautaires par courrier du 14 octobre 2014 le procès-verbal de la Commission de Délégation de service public eau et assainissement du 8 octobre 2013 ouvrant les candidatures, le procès verbal de la Commission de Délégation de Service Public du 24 octobre 2013 arrêtant la liste des candidats admis à présenter une offre et le rapport d'analyse des candidatures, le procès verbal de la Commission du 12 mai 2014 ouvrant les offres, le procès verbal de la Commission du 13 juin 2014 relatif à l'analyse des offres et le rapport d'analyse des offres, le rapport présentant les motifs du choix de la société Véolia Eau pour l'exploitation du service pour la collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la station d'épuration MAERA et l'économie générale du contrat, ainsi que le projet de contrat de délégation du service pour la collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la station d'épuration MAERA.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le choix de Véolia Eau comme délégataire du service public pour la collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la station d'épuration MAERA,
- approuver la convention de service public et ses annexes, établie pour une durée de 7 ans à compter du 1er janvier 2015, à conclure avec Véolia Eau,
- autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tout document nécessaire à son exécution.

Jean-Pierre RICO ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (6 abstentions et 10 votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme Véronique DEMON, M. Jacques DOMERGUE, Mme France JAMET, M. Gérard LANNELONGUE, M. Alex LARUE, M. Moustapha MAJDOUL, M. Hervé MARTIN, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Véronique PEREZ.

Se sont abstenus : Mme Anne BRISSAUD, M. René CALVAT, Mme Perla DANAN, Mme Julie FRÊCHE, M. Eric PENSO, M. Henri ROUILLEAULT.

AFFAIRE N°16 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA COLLECTE ET LE TRAITEMENT DES EAUX USÉES SUR LES COMMUNES DES SECTEURS EST ET OUEST - CHOIX DU TITULAIRE ET AUTORISATION DE SIGNATURE DU CONTRAT

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Préambule :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « assainissement des eaux usées » de plein droit en lieu et place des Communes membres en application du dernier arrêté préfectoral n° 2012-2290 du 17-10-2012, fixant ses compétences.

Le patrimoine de ce service comprenait en 2013 :

- 15 stations d'épuration de capacité totale 573 000 EH (Equivalents-Habitants), dont la principale, MAERA, de capacité 470 000 EH, et recevant les effluents des communes de Clapiers, Grabels, Jacou, Juvignac Montferrier-sur-Lez, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues, Lattes, Le Crès, Montpellier, Pérols, Prades le lez, Castelnau le Lez, et à brève échéance, Castries ;
- un émissaire en mer d'une longueur totale 20 km recevant les eaux épurées de MAERA,
- un bassin d'orage, dit des Aiguerelles d'une capacité de 20 000 m³,
- 82 000 branchements,
- 1450 km de canalisations (hors branchements),
- 198 postes de refoulement.

La station d'épuration MAERA traite également, par conventions de raccordement, les effluents de communes en-dehors du périmètre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il s'agit de celles de Palavas-les-Flots, Assas, Teyran et Saint-Aunès, ainsi que les secteurs de Carnon et Figuières - Vauguières-Aéroport sur la Commune de Mauguio.

L'ensemble des stations d'épuration ont traités 31,3 millions de m³ en 2013, ce qui représente une pollution journalière moyenne de 20 tonnes de DBO₅.

Ce patrimoine dessert une population de près de 425 000 habitants pour 95 800 abonnés. Plus de 26 millions de m³ leur ont été facturés en 2013.

L'exploitation du service est assurée au moyen de onze contrats de délégation de service public, dont sept issus des processus de transfert de compétence ont été mis en œuvre par les communes :

* société fermière Véolia Eau – Compagnie Général des Eaux :

- contrat du service de collecte des eaux usées sur la Commune de Castelnau le Lez,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur la Commune de Clapiers,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur la Commune du Crès,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur les Communes de Lattes et Pérols,
- contrat du service de collecte des eaux usées sur les Communes de Montpellier et Juvignac,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur la Commune de Prades le Lez,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur les Communes de Castries, Grabels, Jacou, Montferrier-sur-Lez, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues, dit secteur Périphérique Maera,
- contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur les Communes de Baillargues, Beaulieu, Montaud, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Génies des Mourgues et Sussargues, dit secteur Est,
- contrat de l'exploitation de la station de traitement des eaux usées Maera ;

* société fermière SDEI-Lyonnaise des Eaux :

- contrat de délégation de service public de collecte et traitement des eaux usées sur les Communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel lès Montpellier, Pignan, Saussan et Saint Georges d'Orques, dit secteur Ouest.

La durée de ces contrats est variable, allant au-delà de 25 ans pour certains. Leur échéance est fixée au 31 décembre 2014 et, pour trois d'entre eux au 3 février 2015, conformément à la jurisprudence du 8 avril 2009 dit arrêt Commune d'Olivet, qui rend caduques les contrats dont l'échéance dépasse une durée de 20 ans au-delà de l'entrée en vigueur de la loi Barnier du 2 février 1995. Ils concernent les Communes du Crès, Prades le Lez, et Villeneuve-lès-Maguelone.

Rappel de la procédure :

Par délibération n° 11704 du 25 juillet 2013, le Conseil Communautaire a adopté une charte d'engagements visant à l'amélioration de la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement. Cette décision constitue l'un des actes fondateurs d'une politique de l'eau conduite par une Autorité Organisatrice renforcée, décisionnaire sur tous les axes stratégiques de long terme et garante d'un service public de qualité, avec comme grands principes :

- poursuivre la prise en charge directe de l'ensemble des investissements nécessaires au développement du service, à la lumière du bilan positif de mise en œuvre du schéma directeur d'assainissement,
- affirmer sa responsabilité directe dans le suivi et le contrôle de la qualité des rejets au milieu naturel, comme c'est déjà le cas pour le rejet en mer de MAERA,
- placer l'usager au cœur de la définition de la qualité de service,
- traduire dans les obligations de l'exploitant du service les conditions de mise en œuvre de la politique de

l'assainissement préalablement définies, comme les modalités de suivi et le contrôle de l'atteinte des objectifs assignés.

Par délibérations n° 11706, 11707 et 11708 du 25 juillet 2013, et après avis favorable, à la majorité des membres présents, de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et du CTP, réunis le 15 juillet 2013, le Conseil Communautaire s'est prononcé sur le principe d'une gestion déléguée du service d'assainissement collectif à compter du 1^{er} janvier 2015 et pour une durée de 7 ans, à travers 3 contrats distincts, en application des articles L. 1411-1 et suivants et R-1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) relatifs aux délégations de service public. Les 3 contrats correspondent à un découpage géographique et fonctionnel des ouvrages comme suit :

- délégation du service public pour le traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA,
- délégation du service public pour la collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la station d'épuration MAERA,
- délégation du service public pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes des secteurs est et ouest.

Par ces délibérations, le Conseil de Communauté a approuvé les caractéristiques essentielles envisagées des prestations que devront assurer les délégataires et a autorisé Monsieur le Président à engager toutes les démarches et à prendre toutes les décisions utiles pour la mise en œuvre et le bon déroulement des procédures de délégation de service public.

Le 7 mai 2014, le Conseil Communautaire a affirmé le principe du retour en régie publique du service d'eau potable qui privilégie l'intérêt général avec des objectifs sociaux et écologiques. Cette décision majeure qui sera effective au 1^{er} janvier 2016, s'inscrit dans le choix global de refonder l'organisation et la transparence du service public de l'eau.

Pour l'assainissement, cela passe dans un premier temps par un pilotage renforcé des contrats par la puissance publique, étape essentielle avant le retour souhaité en régie publique.

En ce qui concerne la délégation du service pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes des secteurs est et ouest, le périmètre du service correspond aux limites du territoire des communes de Baillargues, Beaulieu, Montaud, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint-Génies-des-Mourgues, Sussargues, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saint-Georges d'Orques, Saussan, et Villeneuve-lès-Maguelone.

Le contrat prévoit une durée d'affermage de 7 ans à compter du 1^{er} janvier 2015, avec une prise de compétence différée au 4 février 2015 sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

Ce futur service est constitué de :

- 348 km de réseaux et 22 038 branchements,
- 69 Postes de relèvement,
- 13 stations d'épuration pour une capacité totale de 96 850 EH (Equivalents-Habitants),
- Environ 3,7 millions de m³ traités et 3,1 millions de m³ facturés à plus de 22 600 abonnés.

Le lancement de la consultation a fait l'objet de la publication d'un avis d'appel public à la concurrence sur plusieurs supports, conformément aux dispositions des articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'article R.1411-1 de ce même code.

La Commission de Délégation de Service Public « Eau et Assainissement » s'est réunie les 8 octobre 2013 et 24 octobre 2013 pour, dans un premier temps, enregistrer les cinq candidatures émanant de GELSENWASSER/NANTAISE DES EAUX, ALTEAU, VEOLIA Eau, LYONNAISE DES EAUX et SAUR, puis, dans un second temps, après analyse, autoriser ces cinq candidats à présenter une offre.

Le programme de la consultation alors adressé aux 5 candidats, au-delà des missions habituelles d'exploitation du service, a repris et traduit les objectifs préalablement fixés au travers d'articles spécifiques portant notamment sur :

- une qualité d'accueil des usagers élevée et contrôlée,
- la contribution à des actions de solidarité et la mise en œuvre de dispositions en faveur de l'emploi et de l'insertion,
- l'amélioration de la connaissance et des performances des ouvrages,
- la contribution aux efforts engagés par la Collectivité au travers de son Plan Energie Climat Territorial et sa labellisation Citer'gie,
- une transparence forte de la gestion du service délégué, sur les volets techniques, gestion des abonnés et financiers, avec un accès permanent aux données natives du service et des outils de pilotage partagés,
- des facilités de reprise du système d'information à l'échéance du contrat,
- l'engagement d'actions d'innovation et de recherche au bénéfice des équipements du service.

Conformément aux dispositions du règlement de la consultation, des visites des installations ont été organisées et les réponses ont été apportées aux questions des candidats.

La Commission de Délégation de Service Public, dans sa séance du 12 mai 2014, a procédé à l'ouverture des plis et a constaté que les 5 candidats admis à déposer une offre avaient remis leur offre dans les délais impartis.

Enfin, le 13 juin 2014, la Commission s'est réunie une dernière fois afin de donner son avis après analyse sur les cinq offres remises et a recommandé au Président de la Communauté d'Agglomération, personne habilitée à signer le contrat, d'engager les négociations avec les 5 candidats.

A l'issue des négociations menées dans le strict respect de l'égalité des candidats, ces derniers ont été invités à remettre leur offre finale le 11 août 2014 au plus tard. Sur la base de l'analyse des qualités de chacune des offres remises au regard des critères ci-dessous, l'offre de la société ALTEAU s'avère être la plus performante.

Conformément aux dispositions de l'article L 1411-5 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la personne habilitée à signer la convention a transmis aux conseillers communautaires les documents suivants le 14 octobre 2014 :

Procès-verbal de la Commission de Délégation de service public pour l'exploitation des services publics eau et assainissement du 8 octobre 2013 relatif à l'ouverture des candidatures

Procès Verbal de la Commission de Délégation de service public pour l'exploitation des services publics eau et assainissement du 24 octobre 2013 arrêtant la liste des candidats admis à présenter une offre et le rapport d'analyse des candidatures.

Procès Verbal de la Commission de Délégation de service public pour l'exploitation des services publics eau et assainissement du 12 mai 2014 relatif à l'ouverture des offres.

Procès Verbal de la Commission de Délégation de service public pour l'exploitation des services publics eau et assainissement du 13 juin 2014 relatif à l'analyse des offres et le rapport d'analyse des offres.

Rapport présentant les motifs du choix de la société ALTEAU comme titulaire du contrat de délégation du service public de collecte et traitement des eaux usées sur les communes des secteurs Est et Ouest et l'économie générale du contrat.

Projet de contrat de délégation du service public de collecte et traitement des eaux usées sur les communes des secteurs Est et Ouest.

Motivation du choix du délégataire :

Les critères de jugement des offres mentionnés dans le règlement de la consultation, non pondérés, sans ordre hiérarchique sont les suivants :

- Qualité du service rendu à l'usager et information du public.
- Qualité et amélioration technique du service.
- Transparence de la gestion et de l'exploitation du service.
- Engagements en termes de Développement Durable.
- Les prix du service et la cohérence de leur justification.
- Engagements en termes de renouvellement.
- Adéquation entre l'organisation et les moyens matériels et en personnel mis en œuvre et la garantie de l'exploitation et de la continuité du service.

Les offres des cinq candidats retenus répondent au cahier des charges pour l'exploitation du service public d'assainissement des secteurs Est et Ouest. Les moyens techniques et humains et les organisations proposés sont satisfaisants et adaptés aux caractéristiques du service.

L'offre d'Alteau qui propose le tarif le plus bas, seul à être inférieur au tarif moyen actuel sur le périmètre délégué, est jugée la plus performante.

Elle est financièrement optimisée mais équilibrée et cohérente. Les hypothèses sont prudentes sur les recettes accessoires comme sur l'assiette de facturation.

L'ensemble des charges sont optimisées en cohérence avec les améliorations techniques et de performance du service proposées qui sont centrées sur le cœur de métier. Les propositions techniques visant à l'amélioration des pratiques d'exploitation sur les stations d'épuration et à l'optimisation de la gestion des plateformes de compostage des boues, ouvrages majeurs et caractéristiques du service délégué, sont particulièrement pertinentes et argumentées. La démarche proposée en termes de diagnostic permanent est également intéressante, car progressive et robuste.

L'offre d'Alteau est satisfaisante en matière de service rendu et d'information des usagers avec un accueil du public adapté.

Elle répond de manière complète et satisfaisante au cahier des charges concernant le système d'information notamment sur son caractère autonome et indépendant ce qui en facilitera l'utilisation par la collectivité, garantie de transparence de la gestion du service, ainsi que sa reprise en fin de contrat.

En termes de développement durable, le programme d'actions proposé sur le volet environnement est intéressant avec des objectifs élevés. Les engagements pris en termes de renouvellement des ouvrages sont également satisfaisants même s'ils ne sont pas les plus ambitieux.

Enfin Alteau présente toutes les garanties en matière de reprise des personnels affectés au service, avec des engagements forts qui sont contractualisés et la mobilisation des moyens du groupe Aqualter.

L'offre de Lyonnaise des eaux montre une bonne compréhension globale des enjeux du service et valorise la connaissance de l'exploitation actuelle sur le secteur Ouest. Les propositions techniques sont toutefois moins ambitieuses sur l'évolution des pratiques d'exploitation. A l'inverse, les objectifs visés sont plus élevés en termes de développement durable, notamment sur le volet social.

Les charges affichées sont cohérentes et équilibrées, avec toutefois les frais de structure les plus élevés. La marge proposée est également élevée et le tarif résultant est supérieur de 20 % à celui proposé par Alteau, sans que le différentiel ne soit justifié par les améliorations du service proposées.

L'offre de Véolia eau est également de très bonne qualité s'agissant du diagnostic permanent pour l'optimisation et

la gestion des réseaux, du système d'information. Les engagements en matière de développement durable sont également intéressants. Par contre le tarif proposé est particulièrement pénalisant.

Les offres de Nantaise des eaux et de Saur, dans une moindre mesure, sont en retrait. Celle de Nantaise des eaux est intéressante en termes de prix mais de qualité inférieure sur les autres critères ; celle de SAUR, bien que techniquement plus aboutie, ne présente pas un rapport qualité-prix concurrentiel.

Economie générale de la délégation de Service Public :

Le contrat de Délégation de Service Public est constitué :

- d'une convention de délégation du service pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes des secteurs est et ouest établie sur la base des caractéristiques des prestations définies dans le programme de la consultation ;
- de ses annexes n°1 à 31 portant sur les éléments techniques et administratifs (plans des installations, arrêtés préfectoraux d'exploitation, règlement du service, inventaire des biens affectés au service, programme d'entretien et de renouvellement des équipements, programme des travaux neufs, actions d'innovation et de R&D proposées, modalités de mise en œuvre du diagnostic permanent, des dispositions liées au Système d'information,...) et bien évidemment financiers (Compte d'Exploitation Prévisionnel, bordereau des prix unitaires, modèle de compte annuel de résultat).

Sa durée est de 7 ans. Il prendra effet le 1^{er} janvier 2015 sur l'ensemble du périmètre, à l'exception de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour laquelle l'entrée en vigueur est différée au 4 février 2015.

Le contrat prendra fin le 31 décembre 2021.

La Collectivité confie au Délégué le soin exclusif d'assurer la gestion du service public, ce qui inclut :

- le droit exclusif pour le Délégué d'assurer le service public d'assainissement collectif des communes des secteurs Est et Ouest à l'intérieur du périmètre contractuel :
 - le fonctionnement, la surveillance, l'entretien et la maintenance de l'ensemble des ouvrages et installations de collecte et de traitement des eaux usées ainsi que de leurs ouvrages annexes, conformément aux réglementations en vigueur,
 - l'évacuation et le traitement de l'ensemble des déchets et sous-produits de la collecte et du traitement,
 - le renouvellement des matériels tournants, des accessoires hydrauliques, des équipements électromécaniques des installations indispensables à la continuité du service, ainsi que des branchements,
 - les travaux de réparation des branchements et des réseaux pour les interventions inférieures à 6 ml,
 - la tenue à jour des plans et de l'inventaire technique des immobilisations,
 - l'instruction des demandes de travaux (DT) et déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT),
 - la gestion des relations du service avec les usagers,
 - la mise en œuvre des toutes les dispositions nécessaires pour garantir le respect d'engagements spécifiques concernant le suivi et l'amélioration de la gestion des débits par temps de pluie et des nuisances sur l'environnement,
 - la fourniture de conseils, avis et mises en garde sur toutes les questions intéressant la bonne marche de l'exploitation et sa qualité globale, notamment sur la qualité des milieux récepteurs et la qualité du service rendu à l'utilisateur.
- l'obligation de transparence du délégué dans la gestion du service sur tous les aspects techniques, administratifs et financiers par un accès étendu pour la collectivité aux données du service,
- l'obligation de conduite du service en tenant compte de la politique de la Collectivité traduite dans les obligations du contrat, notamment d'un point de vue environnemental et social ;
- le droit pour le Délégué de percevoir auprès des abonnés les rémunérations correspondant aux prestations qu'il leur fournit.

De plus, le contrat précise :

- les conditions d'exploitation du service : aspects techniques, engagements vis-à-vis des usagers du service, obligation vis-à-vis du patrimoine qui lui est confié (notamment sont définis clairement les obligations d'entretien, les obligations de renouvellement, les obligations de tenue à jour des plans sur format informatique et des bases de données) ;
- le partage de responsabilité et les obligations d'assurances du délégué ;
- les relations financières entre le délégué et les usagers : tarif du service et modalités de révision ;
- les relations financières entre le délégué et la collectivité : restitution à la Collectivité des sommes affectées au renouvellement et non dépensées en fin de contrat, pénalités et garantie à première demande à disposition de la Collectivité ;
- les engagements en matière d'information et de transparence dans la gestion du service par le délégué : contenu et cadre des rapports annuels tant au plan technique qu'économique et financier (référence au compte d'exploitation prévisionnel annexé au contrat, obligation d'explication des méthodes de calcul, de permanence des méthodes d'une année sur l'autre, etc.), mise en place de réunions régulières avec la Collectivité pour le suivi du service ;
- les obligations du délégué en fin de contrat (restitution des données, restitution des biens en bon état, etc.).

Par ailleurs, ALTEAU s'est engagé à respecter l'intégralité des conditions de reprise de personnel prévues dans la Convention Collective Nationale des entreprises des services d'eau et d'assainissement du 12 avril 2000 et à fournir aux agents transférés des avantages au moins équivalents à ceux procurés par les accords collectifs de leurs anciens employeurs.

La Collectivité conserve son rôle d'autorité organisatrice du service. Elle se charge en particulier de :

- la maîtrise d'ouvrage et le financement des travaux de première installation des ouvrages du service,
- le renouvellement du génie civil et des canalisations (au-delà de 6 ml),
- le suivi de l'évolution et le contrôle de la qualité des milieux récepteurs,
- le contrôle de la bonne exécution du service.

Le contrat définit précisément les objectifs assignés au délégataire et les critères de performance correspondants, les informations que le délégataire tiendra à la disposition de la Collectivité, les modalités de leur transmission et les moyens de contrôle effectifs dont elle pourra faire usage pour vérifier la bonne exécution du contrat et la qualité du service.

Des pénalités dissuasives viennent sanctionner le non-respect des obligations réglementaires ou contractuelles.

La Collectivité met gratuitement à la disposition du Délégataire les ouvrages et installations qu'il est chargé d'exploiter dans un état conforme à celui du procès-verbal prévu contractuellement.

La gestion du service est assurée par le Délégataire à ses risques et périls, conformément aux règles de l'art, dans le souci d'assurer la conservation du patrimoine et la continuité du service, les droits des tiers et la qualité de l'environnement.

Le Délégataire sera rémunéré par des redevances perçues auprès des usagers en fonction de tarifs unitaires au m3.

Les tarifs ainsi que les conditions d'indexation de ces tarifs sont fixés dans le contrat. Ces tarifs seront établis selon les principes suivants :

- respect du principe d'égalité de traitement des usagers devant le service public,
- structure tarifaire composée d'une part variable en fonction de la consommation en eau potable.

Le montant de cette part variable s'élève à 1,0000 € H.T./m3 au 1er janvier 2015.

Les produits d'exploitation générés par la délégation atteindront 24,0 M€ H.T. en cumulé (Euros constants) sur la durée du contrat. Parmi ces produits, 22,7 M€ H.T. relèveront de la redevance versée par les usagers du service et 1,3 M€ H.T. constituent des recettes accessoires (traitement des graisses et des matières de vidange, part complémentaire de la redevance pour les effluents non domestiques, contrôles de branchement neufs ou lors des cessions immobilières).

Les charges d'exploitation s'élèveront quant à elles en cumulé sur la durée du contrat à 23,7 M€ H.T., dont 0,33 M€ H.T. liés aux investissements et 2,1 M€ H.T. versés au compte de renouvellement. Ces charges prennent en compte par ailleurs les dotations contractuelles obligatoires suivantes :

- dotation annuelle pour l'innovation et la recherche DIRN : 60 000 € H.T.
- dotation pour travaux sous contraintes d'exploitation DTN : 60 000 € H.T.
- dotation annuelle à destination d'un dispositif d'aide aux usagers en situation de pauvreté - précarité : 0,5% de ses recettes annuelles d'exploitation (hors produits accessoires et produits liés aux travaux).
- Les investissements sont destinés aux actions d'amélioration des performances du service. Ainsi 215 k€ sont consacrés à des travaux neufs sur les stations d'épuration, notamment afin d'optimiser les performances épuratoires, le pilotage des consommations d'énergie et de réactifs et la programmation des opérations de curages des lits plantés de roseaux.

Conformément aux articles L.1411-5 et L.1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, la personne habilitée à signer la convention a transmis aux conseillers communautaires par courrier du 14 octobre 2014 le procès-verbal de la Commission de Délégation de service public eau et assainissement du 8 octobre 2013 ouvrant les candidatures, le procès verbal de la Commission de Délégation de Service Public du 24 octobre 2013 arrêtant la liste des candidats admis à présenter une offre et le rapport d'analyse des candidatures, le procès verbal de la Commission du 12 mai 2014 ouvrant les offres, le procès verbal de la Commission du 13 juin 2014 relatif à l'analyse des offres et le rapport d'analyse des offres, le rapport présentant les motifs du choix de la société ALTEAU pour l'exploitation du service pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes des secteurs est et ouest et l'économie générale du contrat, ainsi que le projet de contrat de délégation du service pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes des secteurs est et ouest.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le choix d'ALTEAU SAS comme délégataire du service public pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes des secteurs Est et Ouest,
- approuver la convention de service public et ses annexes, établie pour une durée de 7 ans à compter du 1er janvier 2015, à conclure avec ALTEAU SAS,
- autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tout document nécessaire à son exécution.

Jean-Pierre RICO ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions et 6 votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET, M. Moustapha MAJDOUL, M. Hervé MARTIN, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Véronique PEREZ.

Se sont abstenus : Mme Véronique DEMON, M. Alex LARUE.

AFFAIRE N°17 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – GUIDES DES BONNES PRATIQUES POUR LA CONCEPTION ET LA RÉALISATION DES RÉSEAUX D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT - APPROBATION

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Depuis le transfert de la compétence « assainissement des eaux usées » en 2001, puis « eau brute » en 2009 et « eau potable » en 2010, et dans un objectif de gestion efficiente des dépenses publiques, le respect des règles et normes en matière de conception et de construction des équipements composant le patrimoine de ces services publics a représenté un des fondements de la mise en œuvre de la politique communautaire, que les équipements soient réalisés directement par la Collectivité, ou par des maîtres d'ouvrage délégués, concessionnaires ou lotisseurs dans le cadre des projets d'aménagement du territoire, avant d'être remis à la Collectivité.

Par délibération n°11704 du 25 juillet 2013, le Conseil de Communauté a adopté une charte d'engagements pour l'amélioration de la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement. Cette charte est axée sur 5 thématiques dont celle de l'exemplarité qui recommande notamment l'instauration de normes « HQEau », applicables à tous les maîtres d'ouvrage, afin d'assurer la pérennité des équipements publics neufs comme réhabilités. Le respect de cet engagement consisterait à instaurer un référentiel des méthodes, moyens et matériaux utilisés pour la construction ou la réhabilitation du patrimoine permettant l'alimentation eau potable et l'assainissement des eaux usées, que ce soit sous domaine public, sous domaine privé ou à l'intérieur des bâtiments.

Par ailleurs, à l'initiative de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, et avec les concours financiers des quatre Départements de la Région Languedoc-Roussillon, une charte de qualité des réseaux d'eau et d'assainissement en Languedoc-Roussillon a été signée le 4 décembre 2013 par les représentants de l'ensemble des intervenants dans le domaine : services de l'Etat, collectivités, aménageurs, maîtres d'œuvre et entreprises. Cette charte vise un objectif de réseaux fiables et pérennes afin d'améliorer leur qualité, d'allonger leur durée de vie, d'optimiser ainsi les investissements des collectivités et de préserver l'environnement.

C'est pourquoi, il est proposé aujourd'hui de concrétiser l'un des engagements de la charte adoptée le 25 juillet 2013 en approuvant un guide de bonnes pratiques pour la réalisation des réseaux neufs d'eau et d'assainissement sur notre territoire.

Ce guide est à l'attention des maîtres d'ouvrages (collectivité et les exploitants de ses services publics d'eau et d'assainissement, les aménageurs publics ou privés, promoteurs, etc.), des maîtres d'œuvre et des entreprises réalisant des ouvrages d'eau et d'assainissement. Il ne se substitue ni aux textes réglementaires ni autres référentiels en vigueur, mais les décline ou les complète ; il ne remet pas en cause les missions des différents acteurs, ni leur savoir-faire. Il s'inscrit dans la continuité de la charte de qualité des réseaux d'eau et d'assainissement en Languedoc-Roussillon, dont il se veut l'application, et reprend les pratiques mises en place progressivement ces dernières années. Il est donc le fruit des expériences passées comme des nombreux échanges avec nos partenaires habituels. Il tient compte des contraintes administratives et techniques locales.

Ce guide de bonnes pratiques poursuit ainsi le double objectif d'une part d'établir des prescriptions techniques pour la réalisation d'ouvrages d'eau et d'assainissement fiables et pérennes, et d'autre part de clarifier et préciser les modalités d'échange et interfaces de la Communauté d'Agglomération de Montpellier avec les différents intervenants tout au long de la mise en œuvre d'un projet nécessitant la construction de réseaux qu'elle aura à gérer ultérieurement.

Il est ainsi composé de :

- un cahier généraliste intitulé « Guide de Procédures », s'adressant plus spécifiquement aux maîtres d'ouvrages et maîtres d'œuvre, qui décline les différentes étapes d'un projet d'aménagement au cours desquelles doit être sollicitée ou intervenir la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la conception puis la construction des réseaux ;
- deux cahiers techniques intitulés « Guide technique de l'Eau Potable » et « Guide technique de l'Assainissement », à l'attention des maîtres d'œuvre et entreprises, qui rappellent les lois, normes et règles de l'art en vigueur, et les déclinent selon les contraintes et spécificités du territoire et du patrimoine déjà existant, fixant ainsi la prescription de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et visant à harmoniser les pratiques.

Le guide définit le rôle de chacun des intervenants et les délais à chaque étape d'un projet :

- 1) lors des études préalables et de l'obtention des autorisations réglementaires,
- 2) lors de la conception des ouvrages,
- 3) lors des travaux de réalisation,

- 4) lors de la réception et de la mise en service,
- 5) au moment de l'intégration des ouvrages dans le domaine public.

En particulier, le guide fixe la nature des pièces à fournir à la collectivité lors de la réception des ouvrages, notamment des plans de récolement complets, précis et exploitables. Ces plans constituent en effet la clé de voûte de la constitution d'une base de données fiable, gage d'une gestion patrimoniale efficiente des équipements.

En ce sens, l'élaboration de ce guide des bonnes pratiques répond à l'autre engagement de la charte adoptée le 25 juillet 2013 sous l'axe de l'exemplarité : « Acquérir une connaissance optimale des équipements d'alimentation en eau et d'assainissement des eaux usées pour permettre la mise en œuvre d'une stratégie patrimoniale de renouvellement et d'entretien adaptée. »

Enfin, de façon à favoriser la mise en place de compteurs individuels dans tous les logements et établir un lien direct entre l'usager et le service public, notamment pour assurer sa bonne information et permettre la télérelève des consommations, le guide préconise pour les immeubles collectifs neufs, l'individualisation des contrats d'abonnement aux services d'eau potable et d'assainissement. Il va donc plus loin que la seule obligation réglementaire de pose de compteurs divisionnaires d'eau potable. Pour cela, il propose l'instauration de conventions bi-partites entre l'exploitant du service d'eau potable et le syndic de l'immeuble définissant les rôles et responsabilités de chacun.

Le document soumis à l'approbation du Conseil a été finalisé en concertation avec les représentants de la Fédération des Promoteurs Immobiliers, des aménageurs et les services compétents de la SERM et de la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le guide des bonnes pratiques pour la conception et la réalisation des réseaux d'eau et d'assainissement, tel que proposé ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°18 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – PROJET DE CONVENTION CADRE RELATIVE AU PROGRAMME D'ACTIONS DE PRÉVENTION DES INONDATIONS (PAPI) SUR LE BASSIN VERSANT DU LEZ POUR LES ANNÉES 2015 À 2020 - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Les Programmes d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) ont pour objet de promouvoir une gestion intégrée des risques d'inondation en vue de réduire leurs conséquences dommageables sur la santé humaine, les biens, les activités économiques et l'environnement.

Véritable outil de contractualisation entre l'État et les collectivités, le dispositif PAPI permet la mise en œuvre d'une politique globale, pensée à l'échelle du bassin de risque. Le PAPI comprend ainsi des actions réparties en différents axes depuis la culture du risque jusqu'aux travaux lourds de lutte contre les inondations.

Il prend la forme d'une convention cadre avec la liste des actions, l'identification des maîtres d'ouvrage et des financeurs. Le financement des actions prévues est défini par chacun des partenaires dans le cadre de leurs règles habituelles et dans les limites des ressources budgétaires qui leur sont propres. L'inscription des actions au PAPI permet d'obtenir des aides financières de l'Etat.

Le bassin versant Lez-Mosson-Etangs palavasiens fait l'objet d'un PAPI, dit PAPI Lez, qui est aujourd'hui porté par le Syndicat du Bassin du Lez (SYBLE). Sa mise en place, à l'initiative de la Communauté d'Agglomération, tient son origine dans la nécessité et la volonté politique de la protection de la Commune de Lattes.

Son montant est de 56M€ H.T., dont 40 M€ H.T. pour la protection de basse vallée du Lez. Il couvrait initialement la période 2007-2013 et a été prolongé, par avenant, d'une année supplémentaire, afin de permettre la poursuite des actions prévues ou déjà engagées, comme la sensibilisation au risque inondation, dans l'attente de la mise en place d'un nouveau PAPI, couvrant alors la période 2015-2020.

Le bilan de ce premier PAPI peut être dressé comme suit :

- il a permis de répondre à l'urgence de la protection contre les inondations de la basse vallée du Lez avec plus de 10 000 habitants désormais protégés sur la Commune de Lattes et de préciser les besoins et les conditions de poursuite des actions de protection des biens et des personnes dans les zones à risques dans le cadre d'un nouveau PAPI,
- les investissements prévus ont été réalisés à plus de 90 % dans le respect des délais du PAPI, avec une part importante sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération,
- le rôle des gestionnaires d'ouvrages hydrauliques a été précisé, ils sont aujourd'hui mobilisés et assurent pleinement leurs missions,
- une prise de conscience de la hauteur des investissements humains, techniques et financiers à consacrer au vu des enjeux nouvellement identifiés s'est opérée : augmentation de l'intensité des phénomènes, des risques

multiples, de leur prise en compte dans l'aménagement du territoire, ...

- le développement d'un outil opérationnel et partagé de gestion de crise « Ville en alerte » a été engagé sur le territoire pilote de l'Ecocité (Montpellier, Lattes et Pérols),
- des travaux doivent être engagés sur le bassin versant de la Mosson.

Par ailleurs, une dynamique forte dans la gouvernance territoriale partagée s'est vue conforter à travers :

- le dynamisme de la commission locale de l'eau (CLE) en place depuis plus d'une dizaine d'années et qui se réunit très régulièrement, devenant un véritable parlement local de l'eau à l'échelle locale,
- un fort engagement des collectivités dans la gestion locale du risque inondation, par le regroupement de 5 EPCI à fiscalité propre, dont la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein d'un EPTB (SYBLE),
- la révision du SAGE en cours de finalisation en collaboration avec les EPCI qui vise à concilier préservation des milieux aquatiques, prévention des risques d'inondations et occupation du sol
- des liens interbassins construits autour de la prise en compte du risque inondation entre SYBLE (EPTB), SYMBO, VISTRE (EPTB) et VIDOURLE (EPTB) en cours de développement :
- des travaux partagés sur l'étude de la connaissance des risques autour des étangs palavasiens et de l'Or et la préparation de la mise en place de la SLGRI pour le TRI de Montpellier-Lunel-Mauguio-Palavas.

Ce bilan positif permet de proposer, pour le nouveau PAPI, une stratégie cohérente et adaptée aux problématiques du territoire et un programme d'actions équilibré qui répond aux enjeux et priorités du territoire.

Ceux-ci sont caractérisés par un fort accroissement démographique lié notamment à l'attractivité de la région montpelliéraine en tant que métropole méditerranéenne. Les objectifs fixés par le SCOT de Montpellier en 2006 visent la maîtrise du développement urbain, la priorité au réinvestissement urbain et la densification des formes urbaines. Ces démarches devraient être intensifiées dans la cadre de la révision du SCOT pour limiter l'étalement urbain vers les zones à risque, prendre en compte les risques non identifiés à ce jour et limiter le ruissellement urbain.

Par ailleurs, les risques conjugués sur les zones littorales méditerranéennes, aggravés par les impacts forts du changement climatique, augmentent le niveau d'incertitude concernant le réel danger pour les vies humaines (crues torrentielles, débordement des étangs, submersion marine, ruissellement, érosion côtière) et le coût des dommages notamment sur les activités économiques. Les réponses apportées doivent donc conduire à un large éventail de mesures du fait de la diversité de la formation et de la conjugaison des crues, de la diversité géologique (relief, plaine, étang, littoral...), de la diversité géo-politique (rural et urbain). En effet, le relief est globalement pentu et rural en amont du bassin versant alors que les secteurs intermédiaires et les basses plaines, territoire de notre Collectivité, concentrent la majorité des enjeux urbains. Cet espace est soumis au régime méditerranéen, en particulier les épisodes cévenols qui aggravent la vitesse de formation et de propagation des crues nécessitant d'anticiper l'organisation des opérations de sauvegarde et de secours.

Les PAPI dits de nouvelle génération ou PAPI2, sont élargis à l'ensemble des aléas inondation. Ils constituent l'un des dispositifs devant permettre la mise en œuvre des objectifs de la Directive Inondation (DI) de 2007. Ainsi, certaines modalités des PAPI 2 présentent un caractère de nouveauté fort par rapport aux précédents PAPI, notamment en renforçant la prise en compte du risque dans l'aménagement du territoire et en développant des actions de prévision, d'alerte et de gestion de crise.

Les actions des PAPI2 doivent aussi s'articuler et s'avérer compatibles avec les Plans de Gestion des Risques d'Inondations (PGRI) à l'échelle du district hydrographique et les Stratégies Locales de Gestion des Risques d'Inondations (SLGRI) en cours d'élaboration ainsi qu'avec les mesures des différents outils de protection ou de gestion des milieux aquatiques notamment les SDAGE, et s'ils existent sur le territoire, les SAGE et les contrats de rivière.

Enfin, les évolutions réglementaires en matière de prévention des risques et la rationalisation des dépenses publiques, obligent dorénavant l'Etat à vérifier l'opportunité et l'efficacité des nouveaux PAPI à travers un dispositif de labellisation.

Le PAPI2 devra ainsi être labellisé par la Commission Mixte Inondations (CMI). En complément, les ouvrages structurels projetés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et inscrits au PAPI 2 devront être aussi labellisés Plan de Submersion Rapide (PSR), cette double labellisation conditionnant l'obtention des aides financières de l'Etat pour ces travaux.

Dans ce cadre, un projet de PAPI 2 a été élaboré par le SYBLE, en concertation avec l'Etat, les financeurs et les collectivités.

Les 5 objectifs prioritaires retenus sont :

- développer la connaissance des phénomènes d'inondation et renforcer la culture du risque sur tous les aléas présents sur le territoire (fluvial, littoral, ruissellement),
- se préparer à gérer les événements dommageables et notamment ceux dépassant l'occurrence centennale en améliorant la prévision, l'alerte et la gestion de crise,
- améliorer la prise en compte du risque inondation dans l'aménagement du territoire et réduire la vulnérabilité,
- limiter le ruissellement à la source et améliorer le fonctionnement des cours d'eau,
- protéger les populations par des dispositifs de protection « intelligents »,

L'atteinte de ces objectifs passe par les actions majeures suivantes :

- poursuivre et renforcer la dynamique de bassin versant par la concertation entre les EPCI au sein de l'EPTB et de la CLE en tenant compte des différences entre aval et amont.
- favoriser le portage d'une politique commune de l'eau et d'une gouvernance partagée par la représentation de chaque collectivité par les mêmes élus au sein des instances des différents syndicats de bassins (Syble et Symbo)
- renforcer la synergie entre la politique d'aménagement du territoire (présence des EPCI dans la CLE et le Syble), la politique de l'eau (SAGE) et la politique de prévention et de gestion des risques d'inondations (SLGRI, PAPI) pour permettre, notamment, de renforcer la prise en compte du risque, et de ses évolutions du fait du changement climatique dans l'aménagement du territoire et poursuivre l'accompagnement des collectivités lors de l'élaboration ou de la révision des SCOT et PLU,
- réaliser les grands travaux de protection collective des principaux secteurs à enjeux situés en zone inondable sur le bassin versant de la Mosson.
- conforter la gestion des ouvrages hydrauliques notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la compétence GEMAPI.
- améliorer la surveillance, la prévision, l'alerte et la gestion de crise par des outils innovants, favoriser la gestion collaborative de la crise et améliorer les PCS actuels. Intensifier les opérations de culture du risque engagées dans le PAPI1.
- poursuivre le plan de gestion de la ripisylve, renforcer la préservation des zones humides et des zones d'expansion des crues et réduire l'érosion des sols et le ruissellement.

La convention cadre élaborée précise le programme d'actions sur la période 2015-2020, son évaluation financière, les maîtres d'ouvrage et le principe des financements par chacun des partenaires. Conformément au cahier des charges PAPI, le programme d'actions du PAPI 2 sera réparti en 7 axes d'intervention. Un axe supplémentaire, Axe 0, a été retenu pour l'animation du PAPI :

Axe I	l'amélioration de la connaissance des aléas et de la conscience du risque	1 030 000 € H.T.
Axe II	la surveillance, la prévision des crues et des inondations	650 000 € H.T.
Axe III	l'alerte et la gestion de crise	100 000 € H.T.
Axe IV	la prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme	220 000 € H.T.
Axe V	les actions de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens	3 078 000 € H.T.
Axe VI	le ralentissement des écoulements	2 420 000 € H.T.
Axe VII	la gestion des ouvrages de protection hydrauliques	8 010 000 € H.T.
Axe 0	Animation du PAPI	672 000 € H.T.

Le coût total du programme est évalué à 16 180 000 € H.T.

La convention sera signée entre l'Etat, la Région Languedoc-Roussillon, le Département de l'Hérault et le Syble.

La maîtrise d'ouvrage de chaque action sera portée par le Syble, les communes ou leurs groupements, en fonction de leur compétence, conformément au tableau récapitulatif des actions figurant en annexe de la convention.

En particulier, le Syble assurera l'animation du PAPI et portera la plupart des actions d'amélioration de la connaissance et de la conscience du risque comme la sensibilisation des scolaires et les études de diagnostics de vulnérabilité de l'habitat et des réseaux. Il assistera les autres maîtres d'ouvrage pour la mise en œuvre des Plans Communaux de Sauvegarde et du plan de gestion de la ripisylve.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier assurera la maîtrise d'ouvrage d'actions majeures du PAPI notamment une partie des études nécessaires à la prise en compte des risques dans l'aménagement du territoire ; le développement à l'échelle du territoire du système « Ville en Alerte » de prévision, d'alerte et de gestion de crise, les aménagements de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson sur Lattes et Villeneuve-lès- Maguelone et la protection de Fabrègues face aux crues du Coulazou, pour un montant global de l'ordre de 9 M€ H.T.

Par délibérations n°10975 du 28 juin 2012 et n°12183 du 6 février 2014, le Conseil de Communauté a d'ores et déjà approuvé les programmes d'aménagements sur la basse vallée de la Mosson et à Fabrègues. Les études opérationnelles sur la basse vallée de la Mosson, financées dans le cadre du PAPI Lez, sont en cours.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération, participera au financement d'une partie des actions réalisées par le SYBLE au travers de sa contribution annuelle au budget du syndicat. Celle-ci est estimée à 309 000 € HT. sur la durée du PAPI 2 ; Les moyens humains du syndicat dédiés au PAPI 2 restent constants.

Le pilotage du PAPI 2 sera porté par les partenaires qui coordonnent leur action au sein d'un comité de pilotage élargi, composé des représentants des collectivités territoriales, de l'Etat et des usagers. Un comité de pilotage restreint, composé des représentants des signataires du PAPI, de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, de

la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de la Communauté de Communes Grand Pic Saint Loup, ainsi qu'un comité technique composé de représentants des financeurs et des maîtres d'ouvrages assurent la préparation du travail du comité de pilotage élargi.

Les deux comités de pilotage, présidés conjointement par le Préfet et le président du Syble, se réunissent a minima une fois par an, s'assurent de l'avancement du programme d'actions et veillent au maintien de la cohérence du programme lors de sa mise en œuvre.

Le projet de nouveau PAPI proposé constitue ainsi un outil de renforcement des actions concourant à la résilience du territoire dans le respect des enjeux sur la biodiversité et les milieux naturels aquatiques définis par le SAGE.

Compte tenu des objectifs affichés et des actions retenues, il est proposé d'approuver le projet de PAPI 2.

Complémentairement, il convient de prendre l'engagement de réaliser les principales actions inscrites sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, engagement nécessaire pour constituer le dossier à instruire par les services de l'Etat.

Les événements hydrologiques observés sur le bassin versant de la Mosson à la suite des pluies exceptionnelles de septembre et octobre 2014 confirment la nécessité de réaliser au plus vite les travaux engagés et mettent en évidence les besoins complémentaires de protection des communes de Grabels et Juvignac à prendre en compte.

Sous réserve de ne pas porter atteinte à son économie générale, la convention de PAPI pourra être modifiée par avenant, sans nouvel examen par la CMI, notamment pour permettre une modification du programme d'actions initial ou une modification de la répartition des financements.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention cadre entre l'Etat, la Région Languedoc-Roussillon, le Département de l'Hérault et le Syndicat Mixte Lez-Mosson-Etangs Palavasiens portant sur la définition d'un projet de programme d'actions de prévention des inondations sur le bassin versant du Lez Mosson Etangs palavasiens pour la période 2015-2020,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire en particulier la lettre d'engagement à réaliser les actions définies par le programme relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°19 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – GOUVERNANCE DU CYCLE DE L'EAU - PARTENARIAT AVEC L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE ET CORSE - POSTE DE CHARGÉ DE MISSION - DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Après le transfert de la compétence eau potable au 1^{er} janvier 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est devenue l'autorité organisatrice des services publics à caractère industriel et commercial de l'eau et de l'assainissement. Son champ d'actions porte sur l'ensemble du cycle urbain de l'eau, depuis l'approvisionnement en eau potable et en eau brute jusqu'au traitement des eaux usées, en passant par la lutte contre les inondations.

Fin 2012, la direction de l'Eau et de l'Assainissement s'est réorganisée afin, notamment, de mieux porter le rôle de la Communauté d'Agglomération comme acteur principal de la politique de l'eau sur son territoire et mettre en œuvre une stratégie globale durable et volontaire visant, d'une part, une gestion équilibrée et concertée des ressources en eau et, d'autre part, la protection des milieux aquatiques. Les enjeux sont en effet croissants dans un contexte de changement global, climatique, anthropique et institutionnel, et d'évolution législative et réglementaire avec l'attribution de la nouvelle compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) à compter du 1^{er} janvier 2016.

Dans le cadre de cette stratégie, il est envisagé d'élaborer un accord cadre entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse.

Cet accord cadre permettra d'identifier les rôles respectifs et de coordonner les actions avec les différentes instances partenariales et institutionnelles et notamment les syndicats de bassin versant présents sur notre territoire, le SYBLE et le SYMBO. Il consolidera l'étroite collaboration déjà en œuvre, en fédérant les différents acteurs de l'eau dans le souci d'une meilleure efficacité des actions dans un contexte budgétaire maîtrisé.

Pour définir, élaborer puis animer cet accord cadre, il est proposé de recruter un chargé de mission Gouvernance du Cycle de l'Eau.

Ce poste peut faire l'objet d'aides financières à hauteur de 50% de la part de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse qu'il convient de solliciter.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les aides financières les plus larges pour le financement du poste de chargé de mission Gouvernance du Cycle de l'Eau, notamment auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse,

- dire que les crédits sont inscrits au chapitre 012 du budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°20 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DE L'UNITÉ DE MÉTHANISATION AMETYST - CHOIX DU TITULAIRE ET AUTORISATION DE SIGNER LA CONVENTION

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Préambule :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce depuis le 1^{er} janvier 2004 l'ensemble de la compétence « élimination et valorisation des déchets ». Les déchets ménagers et assimilés collectés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sont actuellement traités dans les installations suivantes :

- **les produits secs collectés séparément**, au Centre de Tri des déchets recyclables secs DEMETER (Installation communautaire, exploitée au travers d'un contrat de prestations de services)
- **les gravats**, au sein d'installations de valorisation et de stockage de matériaux inertes (marchés de prestations de service)
- **les végétaux :**
 - sur la plate-forme de compostage de Grammont (Installation communautaire, exploitée en régie) ;
 - sur d'autres installations du département (marchés de prestations de service);
- **les autres déchets :**
 - sur l'unité de traitement biologique par méthanisation AMETYST pour la fraction fermentescible des ordures ménagères et les bio déchets triés à la source, exploitée dans le cadre d'un contrat de Délégation de Service Public approuvé par délibération n°7732 du 23 juillet 2007 ;
 - sur l'installation de stockage de Castries (Installation communautaire/fin prévisionnelle d'exploitation en 2019) pour les encombrants et une partie des refus de traitement de l'unité de méthanisation ;
 - sur l'UIOM de Lunel-Viel (convention avec le Syndicat Entre Pic et Etang et son délégataire Ocréal et marché de prestations de service) pour une partie des déchets des zones d'activité économique, non méthanisables, et les refus de tri à haut pouvoir calorifique des centres de tri et unité de méthanisation ;

La méthanisation correspond à une technique de traitement des déchets qui permet de produire un gaz à haute teneur en méthane grâce à la décomposition biologique de la matière organique. Ce processus entièrement naturel est développé au sein d'équipements industriels et se déroule comme suit : les déchets sont introduits en continu, après une phase de tri, dans une cuve hermétique (" digesteur "), dans laquelle la matière organique est dégradée par des bactéries. Le brassage de l'ensemble, complété par un apport d'eau et le maintien d'une température suffisante accélèrent la fermentation et la production de gaz.

Le processus aboutit à la formation :

1. de biogaz, destiné à la valorisation énergétique ;
2. de composts, destinés à la valorisation agronomique (agriculture, grands travaux, espaces verts...);
3. de refus, déchets ultimes destinés à l'enfouissement et / ou la valorisation énergétique ;
4. d'effluents liquides, traités en stations d'épuration.

L'unité est conçue pour recevoir deux types de déchets, sur des lignes de traitement distinctes : des déchets résiduels collectés en mélange et des biodéchets collectés à la source (déchets de cuisine et de restauration principalement).

Rappel de la procédure :

L'analyse des conditions de fonctionnement de l'installation menée par la Communauté d'Agglomération a fait émerger des éléments techniques, financiers et juridiques objectifs permettant de mieux appréhender les conditions d'exploitation de l'unité de méthanisation.

Il est alors apparu que des contraintes constructives ainsi que la sensibilité du milieu environnant limitent la capacité de l'unité (de la ligne déchets résiduels de 170 000 à 140 000 tonnes par an, la ligne biodéchets conservant sa capacité à 33 000 tonnes par an), laquelle peut néanmoins assurer le traitement de l'intégralité des déchets de la Communauté d'Agglomération de Montpellier selon un process développé par l'exploitant présentant des différences significatives par rapport à celui initialement envisagé et que l'ouvrage construit génère des contraintes d'exploitation pérennes non prévues initialement entraînant une augmentation de certains postes de charges d'exploitation fixes et proportionnelles.

Ainsi, bien que le fonctionnement de l'unité ait été stabilisé, il s'est avéré que son exploitation, étant données les nombreuses adaptations réalisées depuis sa mise en service, ne pouvait être poursuivie dans le cadre contractuel existant pendant la durée restante du contrat jusqu'en 2020, obligeant à la résiliation de la Délégation de Service Public pour motif d'intérêt général. La délibération n° 11678 du 26 juin 2013 acte cette nécessité de résilier le

contrat avec effet au 31 décembre 2014 pour permettre à la Communauté d'Agglomération d'attribuer un nouveau contrat prenant en compte toutes les évolutions.

Parallèlement, la Communauté d'Agglomération a mené une analyse comparative des modes de gestion directe ou déléguée du service, prenant en compte les caractéristiques principales des prestations à exécuter et répertoriant les contraintes et risques inhérents à l'activité.

Au terme de ces études, et après avoir recueilli les avis favorables du Comité Technique Paritaire et de la Commission Consultative des Services Publics Locaux, le Conseil de Communauté a confirmé par délibération n°11811 du 25 juillet 2013, son choix de maintenir l'exploitation de l'unité AMETYST en gestion déléguée et a autorisé le lancement de la procédure.

La procédure de consultation des entreprises a été mise en œuvre et lancée, conformément à cette délibération et aux articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le lancement de la consultation a fait l'objet de la publication de plusieurs avis d'appel public à la concurrence, conformément aux dispositions des articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'article R.1411-1 de ce même code.

La Commission de Délégation de Service Public (DSP) pour l'exploitation de l'unité de méthanisation s'est réunie les 8 octobre 2013 et 24 octobre 2013 pour, dans un premier temps, enregistrer les cinq candidatures émanant de TIRU, ONYX Languedoc-Roussillon, NOVERGIE, IDEX Environnement et le groupement URBASER ENVIRONNEMENT/URBASER SA, puis dans un deuxième temps, après analyse, autoriser ces cinq candidats à présenter une offre.

Conformément aux dispositions du règlement de la consultation, des visites de l'installation ont été organisées et les réponses ont été apportées aux questions des candidats.

Le 19 mai 2014, la nouvelle Commission de DSP mise en place, a procédé à l'ouverture des plis et a constaté que seuls les trois candidats NOVERGIE, IDEX Environnement et le groupement URBASER ENVIRONNEMENT/URBASER SA ont déposé une offre dans les délais impartis.

Les candidats TIRU et ONYX Languedoc-Roussillon ont déclaré renoncer à remettre une offre.

Enfin, le 26 juin 2014, la Commission s'est réunie une dernière fois afin de donner son avis sur les trois offres remises et a recommandé à la personne habilitée à signer le contrat, d'engager les négociations avec les 3 candidats.

A l'issue des négociations et sur la base de l'analyse des qualités de chacune des offres remises au regard des critères ci-dessous, l'offre de la société NOVERGIE s'avère être la plus performante.

Motivation du choix du délégataire :

Les critères de jugement des offres mentionnés dans le règlement de la consultation, non pondérés, sans ordre hiérarchique sont les suivants :

1 / Cohérence et pertinence des propositions établies concernant les travaux neufs et les modalités d'exploitation

Ce critère est apprécié au travers :

- o des procédés techniques mis en œuvre dans le cadre des travaux neufs d'amélioration ;
- o de la démarche qualité et de l'organisation déployée pour la conduite de l'installation dans le respect des dispositions de l'arrêté ICPE, en termes de moyens humains (particulièrement ceux qui assurent la conduite et la maintenance des installations) et de moyens matériels ;
- o des performances en matière de traitement des déchets et de valorisation ;
- o des moyens déployés pour valoriser au mieux les sous produits et garantir l'accès à des solutions de traitement pour les refus ;
- o du délai global de réalisation des travaux et de l'optimisation du planning des travaux.

2 / Importance et cohérence des engagements et garanties proposés par le candidat

Ce critère est apprécié au travers :

- o des garanties proposées par le candidat (engagement de fonds propres, garanties et pérennité des garanties professionnelles et financières apportées par les maisons mères, conditions des financements mis en œuvre, structure et stabilité de l'actionnariat de la société dédiée, garanties offertes en matière d'assurances, sanctions pécuniaires et garanties à première demande ;
- o des engagements contractuels permettant d'apprécier la prise de risque du candidat tout au long du contrat (bilan matière sur la durée du contrat, apports tiers) ;
- o des engagements en matière de contrôle et de transparence.

3 / Niveau et cohérence des engagements financiers

Ce critère est apprécié au travers du coût prévisionnel global du service pour la Communauté d'Agglomération établi à partir d'un compte d'exploitation cohérent, prenant en compte tous les flux financiers d'investissement et d'exploitation, traduits en prix ramené à la tonne sur la durée du contrat.

Le choix de l'offre présentée par la société Novergie est motivé par les éléments suivants :

S'agissant des travaux neufs et modalités d'exploitation, la modernisation des équipements proposée par Novergie s'inscrit dans la logique de l'évolution du site ; les travaux menés sont plus ambitieux que ceux d'Urbaser en

particulier (7,6 M€ d'investissement au lieu de 5,7 M€) et sont surtout davantage ciblés sur la préparation des déchets avant digestion qui conditionne les performances du site, sa disponibilité et son exploitabilité. Ces dispositions sont d'ailleurs désormais recommandées par l'Agence De l'Environnement et de Maîtrise de l'Energie (Ademe) suite à l'audit qu'elle a réalisé sur des sites de méthanisation sur OMR en France.

Ces choix permettent à NOVERGIE d'afficher des garanties supérieures sur les sous-produits, tant en qualité qu'en quantité, ce qui conduit, notamment, à garantir l'absence d'impact financier suite à un éventuel renforcement réglementaire de la norme compost et toutes les variations de la qualité des déchets apportés par la Communauté d'Agglomération ; les dispositions techniques et organisationnelles proposées par NOVERGIE (mise en œuvre de dispositions permettant la fin de maturation et le stockage de compost sur des plate formes extérieures en attente d'épandage plus important) apportent des garanties plus grandes d'un bon écoulement des composts produits ; le process produira 16 à 19% de biogaz en plus que les autres candidats ; les refus sont également minimisés, au même niveau en quantité que Urbaser mais d'une qualité améliorée sur le respect du protocole d'admission à Castries ; le volet biodéchets est mieux appréhendé avec une ligne de traitement complètement dédiée et un équipement d'hygiénisation en tête qui garantit le bon traitement des sous-produits animaux. Par ailleurs l'organisation du personnel en place répond mieux aux exigences d'un process qui fonctionne en continu jour et nuit, dimanche inclus ; la dimension sociale a été mieux intégrée à l'offre avec 8 emplois en insertion prévus.

En outre, les engagements, clauses d'assurance et garanties apportées sont d'un niveau très satisfaisant et ce d'autant plus que NOVERGIE présente une garantie à première demande nettement supérieure à celle des deux autres candidats et prend un engagement ferme à recapitaliser la société dans le cas où les résultats nets seraient négatifs.

Le candidat s'implique également fortement dans les apports de déchets tiers (13 à 15 000 tonnes par an) dont une part du gisement est déjà maîtrisée, ce qui renforce la crédibilité de l'offre ;

Enfin, son offre repose sur un niveau de prix un peu plus élevé que URBASER et quasi similaire à celui d>IDEX (environ 86 €/t pour le coût réel du service à quantités identiques de tonnages entrant pour les 3 candidats).

En conclusion, l'offre de Novergie qui est clairement la plus performante sur les critères 1 (cohérence et pertinence des propositions établies concernant les travaux neufs et les modalités d'exploitation) et 2 (importance et cohérence des engagements et garanties proposées par le candidat) apparaît tout-à-fait compétitive sur le critère 3 (niveau et cohérence des engagements financiers) au regard, d'une part, des garanties apportées grâce aux dispositions prises qui sont de nature à mieux garantir la pérennité du prix dans la durée face à des évolutions réglementaires prévisibles et, d'autre part, de la meilleure qualité technique proposée.

Sur la base de l'analyse des 3 critères définis au règlement de la consultation, et rappelés ci-avant, l'offre de Novergie est la plus performante.

Economie générale de la délégation de Service Public :

Le contrat de Délégation de Service Public est constitué :

- d'une convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST établie sur la base des caractéristiques des prestations définies dans le programme de la consultation ;
- de ses annexes n°1 à 23 portant sur les éléments techniques et administratifs (plans des installations, arrêtés préfectoraux d'exploitation, statut de la société dédiée, état des lieux d'entrée des biens mis à disposition, programme d'entretien et de renouvellement des équipements, programme des travaux neufs, ...) et bien évidemment financiers (Paramètres technico-économiques, Compte d'Exploitation Prévisionnel, plan de financement et d'amortissement des investissements...)

Les prestations confiées à l'exploitant de l'unité comprennent les missions suivantes :

-- Missions liées au fonctionnement de l'usine :

Conduite de l'installation, sous sa propre responsabilité et à ses risques et périls, gestion complète de l'équipement ; il assurera la continuité du service public du traitement des déchets ménagers et assimilés de la Communauté d'Agglomération. Le délégataire s'engage à traiter en priorité les tonnages apportés par la Communauté d'Agglomération, Dans le respect de cette règle et de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, le délégataire est incité à conclure des conventions d'apports de déchets et notamment de biodéchets conformément aux objectifs nationaux de valorisation de la matière organique, sous le contrôle de la Collectivité (un accord préalable exprès de la Communauté d'Agglomération est requis), afin que ces déchets puissent compléter la capacité de traitement de l'usine, ceci dans le but de bénéficier, notamment financièrement, au service public délégué, et par là même revêtir un intérêt public local.

-- Missions liées à des travaux neufs :

Conception, réalisation et financement de travaux neufs par le délégataire, permettant d'améliorer les performances du site, ce qui doit se traduire par l'amélioration de la production et de la valorisation de compost normé et l'amélioration du traitement des biodéchets dans des conditions optimales, par une réduction des refus et résidus exprimée en pourcentage sur le tonnage de déchets entrants, par une amélioration de la qualité des effluents liquides rejetés (conception et réalisation d'une station de pré-traitement pour les effluents liquides excédentaires du site) et par des optimisations économiques.

Le montant de ce programme de travaux est de 9 474 434,34 € H.T. en date de valeur du 1^{er} janvier 2014, financé

intégralement et amorti sur la durée du contrat. Il comprend la réalisation par le délégataire d'une installation de pré traitement des eaux de process avant rejet au réseau public d'assainissement, proposée en option et retenue en raison de sa qualité technique et de son coût satisfaisants. Ce programme devra globalement être achevé et être opérationnel au plus tard 14 mois après la date d'entrée en vigueur du contrat et devra permettre au délégataire de respecter les performances d'exploitation auxquelles il s'est engagé.

-- Missions liées à l'entretien des équipements :

A compter de la prise en charge de l'installation par le délégataire, tous les ouvrages, équipements et matériels permettant la marche de l'exploitation, sont entretenus en bon état de fonctionnement et réparés ou renouvelés par les soins du délégataire, et à ses frais. Le délégataire est ainsi responsable du maintien en bon état de fonctionnement des installations qui auront été remises ainsi que de leur sécurité. A hauteur de 24 054 727 € HT sur la durée du contrat, cet engagement technique et financier permet à la CAM d'être assurée de retrouver un équipement en parfait état d'entretien à l'issue de la délégation.

· Missions liées à la gestion des sous-produits :

Le délégataire a enfin à sa charge la totalité de la commercialisation des sous produits de l'unité, et notamment des composts, dans le respect des prescriptions réglementaires en vigueur et de l'arrêté d'autorisation d'exploiter l'installation.

- ☐ Valorisation du biogaz sous forme thermique et électrique, voire sous forme d'injection de biogaz épuré au réseau de distribution de gaz de GRDF ;
- ☐ Valorisation des composts, ferrailles, combustibles solides de récupération (CSR), autres à proposer : mise en place des filières de valorisation, incluant forfaitairement la bonne gestion des contrats de valorisation des composts et des fractions combustibles, ainsi que leur élimination éventuelle en cas de mauvaise qualité de ces sous-produits ;

· Missions liées à la gestion des refus :

Le délégataire s'est engagé sur un taux maximal de refus de 52% du tonnage entrant d'ordures ménagères. Il assurera le transport de ces refus vers les installations désignées par l'Agglomération (ISDND Castries et UIOM Ocréal), proposé en option et retenu en raison de la qualité technique et financière de la proposition du candidat, ainsi que l'élimination (transport et traitement) des quantités excédentaires aux capacités des installations désignées ci-dessus. Il assumera enfin à ses frais et sous sa responsabilité l'élimination des quantités de refus supérieures à ses engagements (risque du délégataire) ;

-- Durée du contrat

La durée du présent contrat est fixée à 10 ans à compter du 1er janvier 2015 date d'entrée en vigueur de la délégation de service public.

-- Caractéristiques financières de la convention

Les produits d'exploitation générés par la délégation atteindront 155 M€ HT en cumulé sur la durée du contrat. Parmi ces produits, 110 M€ HT relèveront de la redevance versée par la CAM, 5,8 M€ HT relèveront de la redevance versée par les tiers au contrat et 31 M€ HT seront des recettes de valorisation (électricité, métaux...)

.- L'exploitation de l'usine engendrera des dépenses d'exploitation de 165 M€ HT dont 24 M€ HT de GERSur l'usine et 10 M€ HT d'investissements de premier établissement réalisés au cours des 14 premiers mois et amortis sur la durée du contrat

La rémunération versée au délégataire est déterminée de la façon suivante, elle provient :

- d'une part des recettes résultant de la valorisation des déchets de la Communauté d'Agglomération et du traitement des déchets tiers. Il s'agit notamment :
 - o des recettes provenant de la vente de l'électricité produite par la combustion du biogaz récupéré dans les moteurs, à partir des déchets de la Communauté d'Agglomération et des déchets tiers,
 - o des recettes provenant des matières premières récupérées (métaux, voire flacons plastiques), dont la valorisation génère des recettes de revente pour le délégataire mais également des recettes de soutien versées à la Communauté d'Agglomération par les Eco Organismes selon certaines modalités de valorisation des matières récupérées,
 - o des recettes de valorisation du compost issu des déchets de la Communauté d'Agglomération et des déchets tiers ;
- d'autre part des redevances versées par les tiers au délégataire, pour le traitement de leurs déchets ;
- enfin, d'une redevance versée par le délégant au délégataire qui inclut un prix unitaire à la tonne d'OMR (82,5 € HT), un prix unitaire à la tonne de bio déchets entrants sur l'unité (40 € HT), un prix unitaire d'élimination des refus excédentaires aux capacités des installations désignées par l'Agglomération qui s'applique dans la limite de l'engagement du délégataire en matière de taux de refus, ainsi qu'un forfait pour le transport de refus vers les

installations désignées par l'Agglomération ; Un forfait concrétisant la participation pour l'utilisation de l'unité pour les quantités minimales des déchets tiers que le délégataire s'est engagé à accueillir vient en diminution de la redevance versée.

Il est enfin précisé qu'une Société par Actions Simplifiées (SAS) exclusivement dédiée à la gestion de l'unité de méthanisation AMETYST pendra en charge la Délégation de Service Public, conformément aux termes de la convention, au plus tard quinze jours avant la date de prise d'effet de la délégation.

Conformément aux articles L.1411-5 et L.1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, la personne habilitée à signer la convention a transmis aux conseillers communautaires par courrier du 14 octobre 2014 le procès-verbal de la Commission de Délégation de service public pour l'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST du 8 octobre 2013 ouvrant les candidatures, le procès verbal de la Commission de Délégation de Service Public du 24 octobre 2013 arrêtant la liste des candidats admis à présenter une offre et le rapport d'analyse des candidatures, le procès verbal de la Commission du 19 mai 2014 ouvrant les offres, le procès verbal de la Commission du 26 juin 2014 relatif à l'analyse des offres et le rapport d'analyse des offres, le rapport présentant les motifs du choix de la société Novergie pour l'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST et l'économie générale du contrat ainsi que le projet de contrat Délégation de Service Public pour l'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le choix de la société NOVERGIE en tant que titulaire du contrat de délégation de service public pour l'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST ;
- approuver le projet de contrat de délégation de service public dont l'économie générale a été rappelée ci-dessus et qui se compose d'une convention d'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST et de ses annexes ;
- dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention de délégation de service Public à intervenir ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité qualifiée (2 abstentions et 2 votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

Se sont abstenus : Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Hervé MARTIN

AFFAIRE N°21 : ENVIRONNEMENT – GESTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - PROGRAMME LOCAL DE PRÉVENTION DES DÉCHETS - ACCORD CADRE DE PARTENARIAT AVEC L'ADEME - CONVENTION RELATIVE À L'ANNÉE 4 DU PROGRAMME - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n°9781 du 28 septembre 2010, la Conseil Communautaire a approuvé les projets d'accord cadre avec l'ADEME et de première convention annuelle de financement relatifs à la mise en place d'un programme local de prévention des déchets sur le territoire de l'Agglomération de Montpellier. S'inscrivant dans le cadre des Lois Grenelle 1 et 2, l'objectif global de ce programme est de réduire d'au moins 7% en 5 ans le ratio moyen de production annuelle de déchets par habitants. Il est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2012 dans toutes les collectivités.

Le programme d'actions 2012-2016 mis en place au terme d'une phase de diagnostic associant l'ensemble des acteurs locaux intervenant dans la gestion des déchets se décline en 7 thématiques :

- l'éco-exemplarité des collectivités, Communauté d'Agglomération et Communes qui doivent engager des actions de prévention afin de réduire l'empreinte écologique liée à leurs activités ;
- l'accompagnement des professionnels à la réduction des déchets d'activité ;
- la gestion domestique des bio déchets ;
- le développement du Stop Pub ;
- le développement du ré emploi en partenariat notamment avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire ;
- la sensibilisation des publics aux gestes de prévention des déchets : scolaires, étudiants, habitants ;
- la promotion des couches lavables auprès des structures d'accueil collectives dans un premier temps.

Au terme des trois premières années du programme, le ratio moyen par habitant de production d'ordures ménagères assimilées a diminué de 4,1 %, ce qui conduit à une stabilisation de la quantité globale des déchets présentés à la collecte malgré la dynamique démographique qui reste sur le territoire de l'Agglomération l'une des plus importantes de France. Ce ratio est ainsi en 2013 de 387 kg par habitant.

Les temps forts de cette troisième année sont :

- Le lancement d'un challenge prévention au sein des services de l'Agglomération à l'occasion de la Semaine

Européenne de la Réduction des Déchets (SERD) 2013 : un bilan de cette démarche sera réalisé à l'occasion de la SERD 2014 ;

- La notification d'un marché de mise en place et collecte de conteneurs de récupération des textiles usagés avec la groupement Philtex & Recycling / Emmaüs en novembre 2013 et qui a permis d'ores et déjà d'implanter une centaine de conteneurs supplémentaires sur le territoire de l'Agglomération ;
- Le démarrage en 2013 de la sensibilisation des élèves des écoles primaires à la prévention au travers d'un contenu pédagogique mis au point avec l'association APIEU (Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain) : en juin 2014, 47 classes et 1316 élèves ont été sensibilisés ;
- La mise en place du tri des bio déchets et simultanément la sensibilisation à la lutte contre le gaspillage dans 71 cantines scolaires et 8 établissements ;
- La poursuite de l'équipement des résidences de l'OPH ACM pour le compostage collectif : 40 résidences sont à présent équipées ;
- La finalisation des études et enquêtes relatives aux propositions d'évolution de la redevance spéciale et des services de collecte dans les parcs d'activité économique ;
- La formalisation des dispositifs expérimentaux pour, d'une part, tester des collectes d'encombrants préservant les biens collectés, sur les résidences collectives (avec le démarrage d'une opération « local du ré emploi » sur la résidence Diderot en septembre 2014), d'autre part initier une expérimentation d'accompagnement au développement des comportements éco citoyens mettant en œuvre les techniques de la communication engageante sur l'îlot La Mantilla au sein du territoire de l'Ecocité.

L'année 4 du programme permettra pour l'essentiel :

- De poursuivre les démarches engagées auprès des services de l'Agglomération et en partenariat avec les communes en faveur de la prévention (challenge interservices, chantiers propres, économie de papier, etc.) ;
- De fixer le nouveau règlement et les nouveaux tarifs de la redevance spéciale, ainsi que les futurs services de collecte dans les parcs d'activité, avec une orientation clairement affichée en faveur du tri et de la prévention et de mettre en action un agent chargé spécifiquement, afin d'accompagner ces évolutions, de conseiller les entreprises en matière de gestion durable des différents flux générés par leurs activités (déchets, eau, énergie, déplacements) ;
- De réaliser un diagnostic visant à connaître les gisements de bio déchets des gros producteurs et à sensibiliser leur détenteur sur les nouvelles obligations de tri et de valorisation de la matière organique, en association étroite avec l'exploitation de l'unité de méthanisation et la chambre d'agriculture ;
- De poursuivre le développement du compostage collectif dans le parc privé d'habitat collectif ;
- D'amplifier la diffusion du Stop Pub ;
- De développer le parc de conteneurs de récupération des textiles usagés ;
- De mettre en place sur l'îlot La Mantilla un protocole expérimental visant à évaluer l'impact des techniques et outils modernes de la communication engageante sur l'adoption par les usagers de comportements éco responsables ;
- De tirer les enseignements des expérimentations engagées sur les locaux encombrants dits « du ré emploi » (résidence Diderot et îlot La Mantilla) en vue d'adapter le cahier des recommandations techniques de collecte et des dispositifs de stockage des déchets ménagers de l'Agglomération à l'attention des acteurs de la construction ;
- De poursuivre les opérations de sensibilisation ou d'implications des différents publics au travers de manifestations variées (en recourant notamment aux associations locales), au moyen de l'exposition itinérante livrée pour la SERD 2014, auprès des établissements scolaires du 1^{er} degré ;
- De mettre en place un démonstrateur auprès d'une crèche municipale pour l'utilisation des changes lavables afin de susciter l'adhésion d'autres structures collectives permettant de financer une solution logistique autonome à l'échelle du territoire de l'Agglomération.

Le bilan prévisionnel actualisé du programme local de prévention de l'Agglomération de Montpellier fait apparaître une dépense cumulée sur les 5 années du programme d'environ 2,2 M€, intégrant les dépenses inhérentes à la mobilisation des ressources humaines nécessaires à la mise en œuvre et au suivi des nombreuses actions engagées. Le soutien financier prévisionnel apporté par l'ADEME sur cette même période à la réalisation de ce programme est d'environ 1.3 M€, soit un taux d'aide financière de 61%. Il est important de rappeler que ce programme permet de limiter l'impact écologique de la gestion des déchets en limitant en particulier leur production.. Il génère par conséquent des coûts évités pour la collectivité en relation avec les quantités de déchets évités. Même s'il est délicat de distinguer la part de cette limitation liée aux évolutions de comportement de celle relevant de facteurs extérieurs et subis (météo, conjoncture économique, ...), la diminution de 4,1% du ratio de production de déchets par habitants depuis 2010 correspond à une minoration des quantités à traiter d'environ 6750 tonnes par an.

Le projet de 4^{ème} convention annuelle de financement entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'ADEME fixe dans son annexe technique les objectifs d'activité et d'impact pour l'année 4 pour chaque action du programme ainsi que les modalités de restitution des résultats obtenus. Il prévoit dans son annexe financière une aide de l'ADEME d'un montant de 66 314 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de financement et ses annexes techniques et financières à passer avec l'ADEME, quatrième convention annuelle d'application de l'accord cadre relatif à la mise en place d'un programme local de prévention des déchets sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- dire que les recettes et les dépenses sont et seront prévues aux budgets 2014 et 2015 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitres 928 et 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention précitée et tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°22 : ENVIRONNEMENT – COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - CONVENTION RELATIVE À L'ACCÈS DES MOYENS DE LA COLLECTE AU DOMAINE PRIVÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans le cadre de sa compétence de collecte des déchets ménagers et assimilés, est parfois confrontée à la difficulté d'assurer le service aux usagers sur des voies non ouvertes à la circulation publique faisant l'objet ou non de dispositifs de fermeture physiques.

Aussi, pour permettre d'effectuer la collecte des déchets, il est demandé selon la configuration des sites :

- soit la réalisation d'un local ou d'une aire de stockage des bacs à déchets en bordure de voie publique pour que les équipes de collecte puissent accéder directement aux bacs à collecter,
- soit la sortie des bacs en bordure de voie publique aux horaires de collecte et leur remisage par les usagers immédiatement après le service.

Il apparaît toutefois que, dans certains cas, ni l'une ni l'autre des solutions n'est applicable et il doit donc être envisagé de pénétrer à titre exceptionnel sur le domaine privé afin d'accéder aux bacs. Une convention « type » définissant les conditions d'accès des moyens de collecte à ces bacs disposés sur domaine privé a été approuvée par délibération du Conseil Communautaire n° 8034 du 19 décembre 2007.

La volonté de l'Agglomération de développer le tri sélectif amène aussi à proposer l'implantation de colonnes de récupération du verre usagé et des vieux papiers à l'intérieur de résidences fermées ou sur des parkings d'établissements professionnels concernés par la redevance spéciale. Dans ces deux cas, il est également nécessaire d'encadrer les opérations de collecte sur le domaine privé.

Ainsi, la convention-type existante doit être complétée pour intégrer ces nouvelles situations. Elle traduit les dispositions techniques validées afin d'assurer un service de collecte efficace, durable et sécurisé : co-signée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, son prestataire de collecte et le représentant de la copropriété, bailleur ou représentant de l'établissement professionnel concerné, elle précise les obligations et responsabilités de chacun et est établie pour une durée de 5 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter le principe d'une collecte des déchets ménagers et assimilés en domaine privé sous conditions définies par convention ;
- approuver les nouveaux termes de la convention-type qui se substitue à celle approuvée par la délibération n°8034 du 19 décembre 2007 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°23 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE LIGNE 4 - TRAVAUX DE VOIE FERRÉE - MARCHÉ N°8.621 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle du projet permettant le Bouclage de la Ligne 4 de tramway entre la place Edouard Adam et la Place Albert 1^{er} à Montpellier.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'études et de réalisation de cette opération.

TaM, dans le cadre de son mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée, a lancé une procédure négociée conformément

aux articles 144-I-1°, 165 et 166 du Code des Marchés Publics pour un marché portant sur les travaux de voies ferrées du bouclage de la Ligne 4 et des deux dépôts.

Les prestations comprennent les études d'exécution, la fourniture et la pose des voies ferrées ainsi que les appareils de voies, et la fourniture de la documentation technique des zones suivantes :

- de la Place Edouard Adam jusqu'au branchement à la Ligne 1, Place Albert 1^{er},
- le terminus Garcia Lorca de la Ligne 4,
- les deux dépôts de Jeune Parque et du CEMH.

Le marché, à prix unitaires, est passé pour une durée de 48 mois à compter de sa date de notification..

L'avis d'appel public à candidatures a été envoyé à la publication le 3 février 2014.

Cinq candidats ont été retenus au regard de leurs références et compétences ; tous ont remis une offre.

Après analyse des offres reçues, la phase de négociation s'est engagée le 23 juillet 2014 avec les cinq candidats ayant remis une offre. A l'issue de la négociation, un nouveau dossier de consultation a été transmis aux candidats.

Le représentant de l'entité adjudicatrice, en présence des membres de la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 16 septembre 2014, a procédé à l'ouverture des offres négociées.

L'analyse des offres a été effectuée, conformément au règlement de la consultation, selon les critères et pondérations ci-après :

- prix des prestations pour 60%,
- valeur technique de l'offre au regard des exigences du cahier des charges pour 40%.

La Commission d'Appel d'Offres réunie le 14 octobre 2014 a décidé de retenir l'offre du groupement d'entreprises ETF / Eurovia / De Filippis, mandataire ETF de Beauchamp (95), pour un montant de 7 752 899 € H.T. avec sa combinaison de variantes V31+V32 qui présente l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères définis dans le règlement de la consultation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de marché n°8.621 des travaux de voies ferrées pour le bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération, à signer ce marché avec le groupement d'entreprises ETF / Eurovia / De Filippis, mandataire ETF de Beauchamp (95), pour un montant de 7 752 899 € H.T.,
- dire que les crédits nécessaires au paiement du marché dans le cadre de l'exercice du mandat à TaM sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ce marché ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°24 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – RÉSEAU DE TRANSPORT - BILLETTIQUE - MARCHÉ COMPLÉMENTAIRE N°8.271 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°12127 du 6 février 2014, TaM a été autorisé à lancer et gérer, dans le cadre de l'opération permettant le bouclage de la ligne 4, une procédure négociée sans mise en concurrence préalable, en application de l'article 144-II-5° du Code des Marchés Publics, pour couvrir l'ensemble des besoins de Montpellier Agglomération en matière d'extension des Systèmes d'Aide à l'Exploitation (SAE) / Radio / Billettique, pour une période de 10 ans, au travers de marchés à bons de commande.

En effet, il s'agit de l'extension d'installations existantes dont le changement de fournisseur impliquerait nécessairement l'acquisition d'un matériel différent incompatible avec le matériel déjà acquis ou qui entraînerait des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées.

En effet, pour le bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway, puis pour toutes les futures évolutions du réseau de transport, extension ou création de lignes de bus ou de tramway, il conviendra d'étendre les équipements « billettique ».

Dans le cadre de la 3^{ème} ligne de tramway, le marché n°3.644 portant sur :

- le renouvellement du système billettique central du réseau de transport de l'Agglomération de Montpellier,
- l'installation des équipements nécessaires à la 3^{ème} ligne de tramway
- les équipements de l'agence commerciale
- les matériels de contrôle,

a été attribué au fournisseur ACS, pour un montant de 3 537 514,36 € H.T. , .

Il est proposé de conclure un marché complémentaire sans mise en concurrence, en application de l'article 144.II.5 du Code des Marchés Publics, avec ce fournisseur initial des équipements « billettique ».

Le marché est passé pour une durée de 10 ans à compter de sa date de notification.

C'est un marché à bons de commande d'un montant minimum de 2 500 000 € H.T. et d'un montant maximum de 5 000 000 € H.T.

Suite à un changement de dénomination sociale en date du 13 décembre 2013, la société ACS devient XEROX

BUSINESS SOLUTIONS.

Après négociation et remise d'une offre, la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 14 octobre 2014, a attribué le marché complémentaire de billettique à l'entreprise XEROX BUSINESS SOLUTIONS, de Guilhaumand-Granges (07).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de marché complémentaire n°8.271 de billettique du réseau de transport de l'Agglomération de Montpellier,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération, à signer le projet de ce marché complémentaire avec l'entreprise XEROX BUSINESS SOLUTIONS de Guilhaumand-Granges (07), pour un montant minimum de 2 500 000 € H.T. et maximum de 5 000 000 € H.T.,
- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat à TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ce marché ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°25 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – RÉSEAU DE TRANSPORT - EXTENSION DES SYSTÈMES D'AIDE À L'EXPLOITATION ET RADIO EMBARQUÉE - MARCHÉ COMPLÉMENTAIRE N°8.272 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°12127 du 6 février 2014, TaM a été autorisé à lancer et gérer, dans le cadre de l'opération permettant le bouclage de la ligne 4, une procédure négociée sans mise en concurrence préalable, en application de l'article 144-II-5° du Code des Marchés Publics, pour couvrir l'ensemble des besoins de Montpellier Agglomération en matière d'extension des Systèmes d'Aide à l'Exploitation (SAE) / Radio / Billettique, pour une période de 10 ans, au travers de marchés à bons de commande.

En effet, il s'agit de l'extension d'installations existantes dont le changement de fournisseur impliquerait nécessairement l'acquisition d'un matériel différent incompatible avec le matériel déjà acquis ou qui entraînerait des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées.

Ces marchés permettront dans les années à venir d'étendre les équipements du SAE et de radio embarquée pour le bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway, puis pour toutes les futures évolutions du réseau de transport, qu'il s'agisse d'extension ou de création de lignes de bus ou de tramway.

Dans le cadre de la 3^{ème} ligne de tramway, par délibération n°9339 du 12 février 2010, le Conseil de Communauté a approuvé le projet de marché n°3.643 avec l'entreprise INEO SYSTRANS de Achères (78), pour un montant de 8 509 720 € H.T.

Ce marché porte sur les travaux des Système d'Aide à l'Exploitation (SAE) et Système d'Aide à l'Information (SAI) du réseau de transport de l'Agglomération de Montpellier.

Par délibération n°11477 du 21 mars 2013, le Conseil de Communauté a approuvé le projet d'avenant n°1 au marché n°3.643, intégrant des prestations supplémentaires et des modifications de programme et portant le montant total du marché à 9 488 142,85 € H.T.

Il est donc proposé de conclure, dans le cadre de l'opération bouclage de la ligne 4, un marché complémentaire sans mise en concurrence, en application de l'article 144.II.5 du Code des Marchés Publics, avec le fournisseur initial des équipements, permettant de couvrir l'ensemble de ces besoins.

Le marché est passé pour une durée de 10 ans à compter de la date de notification du marché.

C'est un marché à bons de commande d'un montant minimum de 3 000 000 € H.T. et d'un montant maximum de 6 000 000 € H.T.

Après négociation et remise d'une offre par le groupement, la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 14 octobre 2014, a attribué le marché complémentaire de SAE - Radio à l'entreprise INEO SYSTRANS de Achères (78).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de marché complémentaire n°8.272 portant sur l'extension des systèmes d'aide à l'exploitation (SAE) et radio embarquée du réseau de transport de l'Agglomération de Montpellier,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération, à signer le projet de ce marché complémentaire avec l'entreprise INEO SYSTRANS de Achères (78), pour un montant minimum de 3 000 000 € H.T. et maximum de 6 000 000 € H.T.,
- dire que les crédits nécessaires au paiement du marché dans le cadre de l'exercice du mandat à TaM sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ce marché ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°26 : PROXIMITÉ ET RELATIONS USAGERS – SERVICE EXTÉRIEUR DES POMPES FUNÈBRES ET CRÉMATORIUM - CENTRE FUNÉRAIRE DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - SFMA - EXPLOITATION DES ÉQUIPEMENTS - DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC - CHOIX DU DÉLÉGATAIRE - TARIFS - APPROBATION

Mme L. ACQUIER, Conseillère Communautaire, Présidente Suppléante de la commission Proximité et Relations Usagers, rapporte :

Créée en 1979, la régie municipale des pompes funèbres de Montpellier a été transformée en régie de District en 1996, puis d'Agglomération dotée de la seule autonomie financière dès 2001. Elle a alors pris le nom de « Services Funéraires de Montpellier Agglomération » (SFMA).

Dès l'origine, Communauté d'Agglomération de Montpellier a fait le choix d'une gestion unifiée, la régie se voyant confier le service extérieur des pompes funèbres et l'exploitation du crématorium, ces deux activités étant regroupées au sein du même site : le complexe funéraire de Grammont.

Les évolutions du cadre juridique et le contexte concurrentiel dans lequel a évolué la régie ont conduit à proposer une évolution de son mode de gestion actuel.

La délégation constitue un mode de gestion assurant une dynamique et une réactivité appropriées au secteur concurrentiel. A cet effet, elle permet, une souplesse de gestion par rapport à la régie directe et une maîtrise des coûts ; aussi, elle assure au délégant, Communauté d'Agglomération, la qualité de garant du service public mis en œuvre.

Les rôles du délégant et du délégataire sont complémentaires et clairement définis dans le cadre d'une gestion déléguée. Le premier définit la politique générale en particulier au niveau de l'offre de service et de la tarification. Le second, sous contrôle du précédent, assume l'exploitation opérationnelle et la gestion du service à ses risques et périls.

Pour cette affaire, A.YAGUE, E.LLORET, C.LEVY-RAMEAU, K.PHOUTTHASANG, H.MARTIN, P.DUDIEUZERE, J.MARTINIER, R.YOUSSOUS ne participent pas au vote et ne prennent pas part au débat.

1. Contexte et Procédure

Par délibération du 29 février 2012, le Conseil communautaire s'est prononcé, au vu des avis favorables émis par la Commission consultative des services publics locaux et le Comité technique paritaire le 20 février 2012, sur le principe de la délégation du service extérieur des pompes funèbres et de la gestion du crématorium.

Le choix de la délégation a ainsi été motivé par la volonté de :

- consolider l'activité du service extérieur des pompes funèbres pour peser encore plus significativement sur le marché afin de garantir aux usagers une offre tarifaire maîtrisée,
- favoriser l'adaptation des personnels aux exigences professionnelles des métiers du funéraire et les valoriser à ce titre,
- tout en maintenant la garantie du respect des principes du service public.

La procédure de publicité et de mise en concurrence s'est déroulée conformément aux dispositions des articles L.1411 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'avis d'appel public à concurrence fixait une date limite de réception des candidatures au 11 février 2013.

Deux plis ont été réceptionnés.

Dans sa séance du 25 février 2013, la Commission de délégation de service public a considéré qu'un seul des deux candidats était admis à présenter une offre : la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale Services Funéraires de Montpellier Agglomération (ci-après SAEML-SFMA).

Le règlement de la consultation et le cahier des charges ont été envoyés à la SAEML-SFMA avec comme date limite de réception des offres le 6 septembre 2013 avant 12h00.

La Commission de délégation de service public a procédé à l'ouverture des plis enregistrés le 23 octobre 2013 et a constaté la remise d'une offre de la SAEML-SFMA.

Après avoir procédé à l'analyse de l'offre en sa séance du 3 juin 2014, et conformément à l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission de délégation de service public a émis un avis, et invité l'autorité habilitée à signer la convention, à engager des négociations avec le candidat.

Les négociations se sont déroulées jusqu'au 22 septembre 2014, date de remise des dernières propositions de la SAEML SFMA.

2. Choix du délégataire

Après analyse, il apparaît que la SAEML-SFMA, au capital de 1,210 M€ détenu à 82,64% par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, présente les garanties nécessaires pour se voir confier l'exploitation des services funéraires et la gestion du crématorium de l'agglomération de Montpellier, à la fois au regard des termes technique et financier ainsi qu'au regard de la transparence de gestion proposée.

Sur le volet technique :

L'offre de la SAEML-SFMA démontre tout d'abord qu'elle est apte à garantir le respect des grands principes du service public.

La continuité du service est assurée par une ouverture du complexe de Grammont 7 jours/7, un système d'astreinte 24h/24 ainsi qu'une permanence téléphonique notamment.

La SAEML-SFMA affiche par ailleurs sa volonté d'anticiper les besoins des familles en provisionnant une somme de 2 millions d'euros réservée à un programme d'investissement.

L'accessibilité du service est également favorisée par la présentation de modèles de cercueils de type social par exemple, à des tarifs réduits.

La neutralité et l'égalité devant le service public sont enfin prises en compte à travers la formation des personnels et la transparence du contenu des prestations.

La SAEML-SFMA développe ensuite des moyens spécifiques afin de veiller aux conditions d'accueil, d'information, d'écoute, d'accompagnement, de conseil et d'aide au choix des prestations dans le respect de la dignité des personnes.

La continuité de la certification NF Services Funéraires sera ainsi engagée de même que la labellisation « Ethique Funéraire ».

Un accompagnement post-obèques sera également proposé.

La SAEML-SFMA propose en troisième lieu, une gamme de prestations complètes à des tarifs qui s'inscrivent dans la continuité de ceux pratiqués par la régie.

La SAEML-SFMA développe enfin une politique dynamique en matière de gestion des ressources humaines en favorisant la formation et en proposant de mettre en place des conventions d'intéressement dès la 4^{ème} année.

Sur le volet financier :

L'offre de la SAEML-SFMA est basée sur une gamme tarifaire s'inscrivant dans la continuité de celle pratiquée par la régie. L'évolution annuelle des tarifs sera déterminée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur proposition de la SAEML-SFMA.

L'offre de la SAEML-SFMA intègre une politique d'investissement conforme aux attentes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Les investissements qui seront réalisés par la SAEML-SFMA comprennent notamment :

- le remplacement complet des installations cinéraires et l'installation d'un dispositif de filtration conforme aux normes en vigueur ;
- la rénovation de l'ensemble des salons funéraires et la création d'un accès 24/24 ;
- la rénovation des cases réfrigérées ;
- la réalisation d'un ou plusieurs équipements permettant d'améliorer la qualité du service au public et/ou d'assurer aux usagers un service de proximité et/ou de faire face à l'augmentation de l'activité.

L'offre remise démontre de manière satisfaisante l'équilibre économique de la délégation de service public.

Enfin, le niveau de redevance fixe, de redevance variable et de redevance de contrôle est conforme aux attentes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Sur la transparence de gestion :

La SAEML-SFMA rappelle qu'elle sera soumise à un contrôle externe (commissaire aux comptes) mais également interne, au regard de sa nature juridique qui induit formellement un droit de regard des actionnaires publics.

Le contrôle du délégant est également assuré par l'examen du rapport annuel remis par le délégataire. Un certain nombre de cadres financiers et d'indicateurs de gestion seront annexés à la convention afin d'assurer la traçabilité des informations.

En synthèse, compte tenu des éléments ci-dessus détaillés, l'offre de la SAEML-SFMA répond aux attentes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

3. Caractéristiques du contrat

L'objet et l'étendue de la délégation :

Le délégataire assume l'ensemble des activités relevant du service extérieur des pompes funèbres définies à l'article L.2223-19 du Code Général des Collectivités Territoriales ainsi que l'exploitation du Centre Funéraire en application de l'article L.2223-40 du même code.

Dans ce cadre, les équipements à exploiter sont remis au délégataire. Il assure à ses frais la maintenance et l'entretien courant du matériel nécessaire à l'exploitation du Centre Funéraire, y compris le Crématorium ainsi que toutes les installations techniques liées à l'exercice des missions susvisées.

Il a également la charge de la réalisation :

- des travaux de mise aux normes des installations résultant des dernières évolutions réglementaires en matière de traitement des fumées. Dans ce cadre, il assure le remplacement des fours existants et la mise en œuvre d'un dispositif de filtration des rejets atmosphériques.
- d'un programme d'investissement, dans le cadre d'un Schéma Directeur des Services Funéraires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, visant à améliorer la qualité du service et/ou à assurer aux usagers un service de proximité et/ou à faire face à l'augmentation de l'activité.

Aux termes de la convention à conclure, la SAEML-SFMA, en sa qualité de délégataire :

- veille au respect de toutes règles de sécurité, contraintes et règlements de toutes natures,
- assure le maintien de la politique qualité (N.F. Services Funéraires et labellisation Ethique Funéraire),
- prend en charge les frais de communication liés à l'exploitation du service.

La durée

Le contrat de délégation de service public entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la SAEML-SFMA porte sur une durée de 15 ans dans l'objectif de tenir compte des investissements mis à la charge de ce dernier.

Les moyens

Le délégataire reprend l'ensemble du personnel actuellement affecté à l'exécution du service public, objet de la délégation. En application de l'article L.1224-1 du Code de travail, les contrats de droit privé lui sont transférés. Les agents publics sont, avec leur accord, mis à disposition ou détachés auprès du délégataire. Le nombre d'agents concernés fait l'objet d'un document spécifique annexé à la convention.

Les ouvrages et équipements nécessaires à l'exploitation sont mis à disposition par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A cet effet, un inventaire des biens concernés est établi à la signature de la convention et mis à jour régulièrement.

Le délégataire garantit à ses frais les ouvrages, équipements et installations mis à sa disposition contre les destructions de toutes natures, y compris l'incendie. Il est également responsable vis-à-vis des tiers (familles, visiteurs...) pour les préjudices subis directement ou indirectement du fait des ouvrages confiés.

Le contrôle du délégataire:

La Communauté d'Agglomération de Montpellier conserve la maîtrise du service délégué et exige une parfaite transparence dans l'exécution de ce dernier. Les cadres financiers que le délégataire devra compléter et joindre à son rapport annuel figurent en annexe à la convention.

Les aspects financiers du contrat :

L'intégralité de la rémunération du délégataire est assurée par l'exploitation des équipements mis à sa disposition.

Les prestations fournies aux usagers font l'objet d'une grille tarifaire proposée par le délégataire.

Le délégataire soumet annuellement avant le 1^{er} octobre à la Communauté d'Agglomération de Montpellier une proposition d'évolution des tarifs dans la limite de l'évolution annuelle de l'indice INSEE des prix à la consommation - services funéraires (identifiant : n°000639132) publié en septembre.

Par exception, le contrat prévoit que la proposition d'évolution des tarifs peut être supérieure à l'évolution de l'indice INSEE susmentionné, dans la limite de 2 points (2%), afin de prendre en compte l'augmentation des coûts d'exploitation découlant de sujétions d'exploitation liées à des évolutions normatives lourdes.

Le délégataire joint à sa proposition tout justificatif de nature à démontrer le bien-fondé de la proposition d'évolution des tarifs.

S'agissant de la redevance annuelle, elle est composée de deux parts :

§ Une part fixe représentant la contrepartie de la mise à disposition des immeubles de la délégation par la Communauté d'Agglomération Montpellier.

Cette redevance annuelle est d'un montant de 450 000 euros HT et sera actualisée chaque année, au 1^{er} janvier, en fonction de l'évolution de l'indice INSEE des prix à la consommation- services funéraires (identifiant : 000639132) pour 50% et de l'évolution de l'indice INSEE de référence des loyers pour 50%, publiés à cette date.

§ Une part variable, à hauteur de 5% du résultat courant avant impôts (RCAI) de l'exercice, relatif aux activités déléguées.

La redevance versée entre dans le champ d'application de la TVA.

Afin de couvrir les charges supportées pour assurer le suivi et le contrôle de la délégation, le délégataire verse également une redevance annuelle de contrôle d'un montant annuel de 10 000 euros.

Conformément aux articles L.1411-5 et L.1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, la personne habilitée à signer la convention vous a transmis par courrier du 13 octobre 2014, le procès-verbal de la Commission de délégation de Service Public relatif à l'ouverture des plis contenant les candidatures, le procès-verbal et le rapport de la Commission de délégation de service public présentant la liste des candidats admis à présenter une offre, le procès-verbal de la Commission de délégation de service public relatif à l'ouverture du pli contenant l'offre, le procès-verbal et le rapport de la Commission relatifs à l'analyse de l'offre de la SAEML-SFMA, le rapport présentant les motifs de choix du délégataire et l'économie générale du contrat, ainsi que le projet de contrat et ses annexes.

4. Approbation des tarifs

Il est par ailleurs nécessaire d'approuver les tarifs proposés pour la première année d'exploitation.

Aussi, afin de maintenir la qualité des prestations funéraires et de tenir compte de l'accroissement des divers coûts énergétiques et de fonctionnement, il est proposé de réajuster le tarif général des Services funéraires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'année 2015.

Concernant la tarification générale hors taxes des prestations et fournitures, il est préconisé une revalorisation adaptée par rubrique de facturation, soit une variation moyenne de 3%.

La grille tarifaire 2015 est annexée au contrat de délégation de service public et à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le choix de la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale SFMA en tant que titulaire du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du Service extérieur des pompes funèbres et à la gestion du crématorium de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- approuver le contrat de délégation de service public à intervenir avec la SAEML SFMA ;
- approuver les tarifs annexés à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président à signer le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium de la Communauté d'agglomération de Montpellier, ses annexes ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°27 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHÉ DE FOURNITURE ET LIVRAISON DE FIOUL N°3781MG14 - CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER, LA VILLE DE MONTPELLIER ET LES COMMUNES DE PIGNAN, SAINT JEAN DE VÉDAS, SAINT-BRÈS, LAVÉRUNE, VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE ET LE CCAS DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - APPEL D'OFFRES - AUTORISATION DE LA SIGNATURE DE LA CONVENTION - AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION ET SIGNATURE DU MARCHÉ

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Administration générale, Contentieux et Affaires juridiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Ville de Montpellier et les Communes de Pignan, Saint Jean de Védas, Saint-Brès, Lavérune, Villeneuve-lès-Maguelone et le Centre Communal d'Action Social (CCAS) de Villeneuve-lès-Maguelone, doivent lancer une procédure de mise en concurrence en vue de la fourniture de fioul destiné au fonctionnement de leurs services.

Afin de rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle, les communes pressenties, le CCAS ainsi que notre Etablissement Public de Coopération Intercommunal ont décidé de constituer un Groupement de Commandes conformément à la convention annexée et à l'article 8 du Code des Marchés Publics.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement et sa Commission d'Appel d'Offres sera celle du groupement.

La procédure de mise en concurrence sera conforme aux articles 57, 59 et 77 du Code des Marchés Publics (Appel d'Offres ouvert).

Les montants annuels estimatifs H.T. des commandes des membres du Groupement sont les suivants :

- Communauté d'Agglomération : 70 000 € ;
- Commune de Montpellier : 53 600 € ;
- Commune de Pignan : 4 500 € ;
- Commune de Saint Jean de Védas : 8 500 € ;

- Commune de Saint-Brès : 2 000 € ;
- Commune de Lavérune : 2 400 € ;
- Commune de Villeneuve-lès-Maguelone : 6 666 € ;
- CCAS de Villeneuve-lès-Maguelone : 1 333 € ;

Le marché sera à bons de commande et prévoira la fourniture et la livraison de fioul.

Le marché sera signé et notifié par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au nom de l'ensemble des membres du Groupement, pour une durée initiale d'un an, à compter de sa notification. Chaque membre du Groupement sera en charge de son exécution pour ses besoins propres.

Le marché pourra être reconduit expressément pour 3 nouvelles périodes d'un an par le coordonnateur pour le compte de l'ensemble des membres du Groupement, et après accord de chaque membre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'établissement d'un Groupement de Commandes entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Ville de Montpellier et les Communes de Pignan, Saint Jean de Védas, Saint-Brès, Lavérune, Villeneuve-lès-Maguelone et le CCAS de Villeneuve-lès-Maguelone, approuver la convention de groupement correspondante et autoriser Monsieur le Président à la signer ;
- autoriser Monsieur le Président à signer le marché à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°28 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHÉ N°3384MG14 - LOT N°1 - AVENANT N°1 - MARCHÉ DE NETTOYAGE DES LOCAUX DES BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS DE MONTPELLIER AGGLOMÉRATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Administration générale, Contentieux et Affaires juridiques, rapporte :

Par délibération n°11650 du 26 juin 2013, le Conseil d'Agglomération a autorisé le lancement d'un Appel d'Offres Ouvert pour le marché de nettoyage et d'entretien des locaux administratifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Après analyse des offres, ce marché a été octroyé à la Société Sud Service et notifié le 14 avril 2014 pour un an, renouvelable trois fois.

Les locaux concernés par ce marché sont le Pavillon Zeus, le Pavillon Junon, les Domaines de la Pompignane et de la Providence, la Cyberbase, le Moulin de Salicate ainsi que les bureaux des services installés dans la copropriété Coupole Sud – Annexe de l'Hôtel d'Agglomération.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a récemment acquis des bureaux supplémentaires au 5^{ème} étage de l'immeuble Coupole Sud afin d'y accueillir ses services.

Pour prendre en compte l'accroissement des surfaces nettoyées, il est nécessaire de passer un avenant n°1 au marché n°3384MG14 avec l'entreprise Sud Service, titulaire du marché.

Les prestations de nettoyage respecteront le Cahier des Clauses Techniques Particulières du marché n°3384MG14, chapitre « fréquence et description des prestations ».

Cet avenant représente une augmentation annuelle de 2 213,88 € H.T. Le montant annuel total du marché est ainsi porté à 224 047,36€ H.T. pour le prix global et forfaitaire. L'avenant proposé représente 0,99% du montant du marché global et forfaitaire annuel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 au marché n°3384MG14,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014, chapitre 920 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°29 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET LES COMMUNES MEMBRES POUR L'ACQUISITION DE LOGICIELS DES TEMPS SCOLAIRES ET PÉRISCOLAIRES - AVENANT N°2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Par délibération n° 12249 du 19 mai 2014, le Conseil d'Agglomération a acté la constitution d'un groupement de commandes entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et 8 de ses Communes membres en vue du lancement d'une consultation pour l'acquisition d'un logiciel de gestion des temps scolaires et périscolaires.

L'avenant n° 2 modifie la liste des signataires de la convention de groupement comme suit :

Communauté d'Agglomération de Montpellier

Commune de Castelnau-le-Lez

Commune de Clapiers

Commune de Pérols

Commune de Lavérune

Commune de Grabels

Commune du Crès

Commune de Villeneuve-lès-Maguelone

Commune de Juvignac

Commune de Prades-le-Lez

Commune de Saint-Brès

Commune de Murviel-lès-Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n° 2 à la convention constitutive du groupement de commandes modifiant le nombre de ses membres ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n° 2 à la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°30 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – VENTE À LA SAAM DES PARCELLES PARC 2000 - COMMUNE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Dans le cadre de la mise en œuvre de la ZAC Parc 2000 sur la commune de Montpellier, il est nécessaire que la Communauté d'Agglomération vende à son concessionnaire, la SAAM, les parcelles de terrains lui appartenant sises commune de Montpellier, lieu-dit « Truc de Leuze » et cadastrées section TX n° 27-28-29-30-32-33-34-35-36-37-38-55-56-65-67-69-71 et 73 pour une contenance totale de 48 450 m², car elles sont concernées par le processus d'aménagement.

Ces parcelles sont classées en zone 4AU1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) en vigueur, à l'intérieur du périmètre de la ZAC Parc 2000, secteur partiellement équipé, destiné à l'implantation d'activités.

L'avis de France Domaines en date du 3 septembre 2014 porte la valeur vénale des parcelles précitées à 2 567 850 €.

Ce montant résulte de l'application d'une somme forfaitaire de 53 €/m², issue des derniers jugements connus, sans prise en compte des écarts de prix intervenus, compte tenu des accords amiables, des jugements et protocoles transactionnels dans le cadre desquels ces acquisitions ont été réalisées par la Communauté d'Agglomération.

La totalité des parcelles concernées a été acquise par la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour une somme globale, toutes indemnités confondues, de 1 978 775.58 €.

La SAAM, concessionnaire, conduit une opération de développement économique incluant la réalisation de quelques programmes de logement (dont du logement social). Compte tenu de la difficulté d'équilibrer le bilan prévisionnel de ce type d'opération à dominante économique, il apparaît opportun que la Communauté d'Agglomération vende ces parcelles au prix d'acquisition, soit 2 000 000 €.

Le paiement s'échelonnait sur deux ans selon la répartition ci-dessous :

- 1 500 000 € en 2014,
- 500 000 € en 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider la cession à la SAAM, Aménageur, des parcelles ci-dessus mentionnées, pour une superficie totale de 48 450 m² ;
- décider que cette cession se fera au prix de 2 000 000 €, régime de la taxe sur la valeur ajoutée en vigueur en sus,

les frais d'acte étant à la charge de l'acquéreur ;

- décider que le paiement s'échelonnait sur deux ans selon la répartition énoncée ci-dessus ;
- dire que la recette sera inscrite au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 95 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer l'acte de vente ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°31 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local.

Ces événements contribuent à la notoriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 305 € par jour (estimation de 2013).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2014, il est proposé d'affecter la subvention à la manifestation suivante :

Congrès CNEI 2014 « Changer de Cap pour développer l'insertion ? »

Le Comité National des Entreprises d'Insertion (CNEI), sous l'autorité de son Secrétaire Général, Monsieur Olivier DUPUIS, organisera du 13 au 14 novembre 2014, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Congrès CNEI 2014 – Changer de Cap pour développer l'insertion ? ».

Cet événement d'envergure nationale, organisé par le CNEI en collaboration avec l'Union Régionale des Entreprises d'Insertion (UREI) du Languedoc-Roussillon, a pour objectif de faire connaître plus largement les entreprises d'insertion et leur action. Ces entreprises TPE/PME se distinguent par leur double objectif: viabilité économique et insertion sociale et professionnelle des personnes exclues du marché du travail. Tables rondes, ateliers, village d'experts et de partenaires seront proposés aux entrepreneurs de l'insertion par l'activité économique. Plus de 300 chefs d'entreprises, porteurs de projets, partenaires institutionnels et économiques et plus largement les acteurs de l'économie sociale et solidaire sont attendus.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

DAVOS des PME – Edition 2014

L'Association des Anciens Elèves de l'Institut d'Administration des Entreprises de Montpellier – AAE – IAE, sous l'autorité de son Président, Monsieur Gérard MARTINEZ, organisera du 14 au 15 novembre 2014, à l'Espace Capdeville de Montpellier, une manifestation intitulée « DAVOS des PME – Edition 2014 ».

Cette manifestation « Dernier Avis de Vigilance des Organisations Solidaires des Petites et Moyennes Entreprises » est une rencontre concrète entre professionnels scientifiques, enseignants, formateurs et étudiants dans le but de confronter les difficultés de développement des PME dans leur tissu économique local et régional, dans le contexte de la mondialisation, avec pour but l'émergence d'outils de création, de conduite, de transmission, de reprise et de développement en présence d'intervenants de niveaux régional, national et international. Environ 75 congressistes sont attendus.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

43^{ème} Cérémonie de remise des diplômes de Polytech Montpellier

L'Université Montpellier II, sous l'autorité du Directeur de Polytech Montpellier, Monsieur Serge PRAVOSSOUDOVITCH, organisera le 29 novembre 2014, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 43^{ème} Cérémonie de remise des diplômes de Polytech Montpellier ».

Cette manifestation, événement majeur de l'école Polytechnique Universitaire de Montpellier et de sa Région, doit réunir étudiants, partenaires pédagogiques, scientifiques et économiques afin de célébrer la promotion d'ingénieurs, qui après trois années passées à Montpellier, vont devenir les ambassadeurs permanents de Montpellier à travers le monde. Cette cérémonie va rassembler environ 1 200 participants.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2014, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°32 : AMÉNAGEMENT ET URBANISME – PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES - PROGRAMME D'ÉTUDE 2015 - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Aménagement et Urbanisme, rapporte :

Dans le cadre de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace et de politique de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite disposer d'outils d'observation et de veille territoriale afin d'anticiper, de mettre en œuvre et d'évaluer ses politiques publiques.

Les données issues du recensement de la population constituent une source d'informations essentielle pour appréhender les caractéristiques démographiques et sociologiques du territoire.

Dès 2009, l'Institut National de la Statistique et des Etudes Économiques (I.N.S.E.E) a réalisé en partenariat avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier trois études à partir des données du recensement de la population 2006 : le recueil des chiffres clés de l'Agglomération, le profil démographique et sociologique de Montpellier Agglomération et l'analyse des mobilités résidentielles.

Après la publication des données 2011 du recensement de la population, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite renouveler cette coopération avec l'Institut, afin d'exploiter les résultats pour ses 31 communes.

Les études à réaliser concernent plus précisément l'actualisation du diagnostic du territoire permettant d'établir le profil socio-économique de Montpellier Agglomération, d'analyser les disparités internes au sein de l'Agglomération et de disposer de données comparatives. Différentes thématiques seront abordées comme la démographie, le logement, l'activité économique, l'emploi, la mobilité domicile/travail ainsi que le niveau et l'accessibilité aux équipements.

La participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la réalisation de ce diagnostic s'élève à 13 703,40 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la réalisation d'un diagnostic socio-économique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier confié à l'INSEE dans le cadre d'un partenariat d'étude,
- approuver le projet de convention à intervenir entre l'INSEE et la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2014, et seront inscrits complémentirement au budget 2015, chapitre 928,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°33 : AMÉNAGEMENT ET URBANISME – CONVENTION POUR LA GESTION DU SITE DES SALINES DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE POUR L'ANNÉE 2014 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Aménagement et Urbanisme, rapporte :

Situé sur les Communes de Villeneuve-lès-Maguelone, Mireval et Vic-la-Gardiole, le site naturel protégé des Salines de Villeneuve (ancien site industriel, propriété du Conservatoire du Littoral) couvre 292 hectares, des berges de l'étang de Vic aux pieds du massif de la Gardiole. Depuis 2009, la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, Thau Agglo, le Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon (CEN LR) et le SIEL (Syndicat Mixte des Etangs Littoraux) assurent, par conventionnement, la gestion de ce site, vitrine de la biodiversité et de l'exploitation passée des milieux lagunaires languedociens, au titre de site pilote de gestion d'une zone humide.

Chaque année, le CEN LR établit le plan de gestion partenarial nécessaire à la préservation de la zone humide et au respect de sa biodiversité, ainsi qu'à l'accompagnement du grand public dans la découverte et la connaissance de cet espace remarquable.

Le CEN LR est une association loi 1901 qui œuvre dans l'intérêt général pour la connaissance et la préservation des sites et milieux naturels en privilégiant la maîtrise foncière et d'usage pérenne par lui-même ou par ses partenaires. Elle regroupe une équipe de 25 permanents, experts naturalistes et gestionnaires d'espaces naturels.

Pour sa part, la Communauté d'Agglomération de Montpellier identifie, au travers de son schéma de

développement du tourisme et des loisirs, le site industriel des anciennes Salines de Villeneuve-lès-Maguelone, comme un site naturel sensible présentant un potentiel de valorisation. En 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a accordé, par conventionnement, une subvention de 10 000 € (11% du coût de l'action) au CEN LR pour la gestion du site considéré comme un des 8 « lieux phares » du littoral, au titre essentiellement de sa compétence économique.

Pour l'année 2014, la convention de partenariat proposée se traduit par l'attribution d'une subvention identique de 10 000 € (environ 10% du coût de l'action). Elle doit permettre à la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'intervenir plus directement, particulièrement sur le plan de la gestion hydraulique de cette zone humide, ceci afin d'assurer la protection de l'ensemble des espèces faunistiques et floristiques du site.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention de 10 000 € au Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon au titre de la gestion du Site des Salines de Villeneuve pour l'année 2014;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention de partenariat 2014 entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°34 : AMÉNAGEMENT ET URBANISME – STRATÉGIE D'ANTICIPATION ET DE GESTION DES IMPACTS DE L'AMÉNAGEMENT SUR L'ENVIRONNEMENT - PROJET DE CONVENTION INDUSTRIELLE DE FORMATION PAR LA RECHERCHE (THÈSE CIFRE) AVEC LE CENTRE D'ÉCOLOGIE FONCTIONNELLE ET ÉVOLUTIVE - CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET L'UNIVERSITÉ MONTPELLIER 3 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Aménagement et Urbanisme, rapporte :

Les lois Grenelle sur l'environnement et le décret d'application n°2011-2019 du 29 décembre 2011 portant réforme des études d'impact des projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements ont nettement renforcé le dispositif de protection de la nature en instaurant l'obligation d'Éviter, Réduire et Compenser (ERC) les impacts négatifs de l'aménagement sur la biodiversité (espèces, milieux et habitats).

L'objectif de cette séquence dite « ERC » est d'éviter la perte nette de biodiversité. Elle concerne tous les grands projets de l'agglomération : tramway, infrastructures, opérations d'aménagement, équipements, etc.

Les opérations d'aménagement réalisées depuis l'entrée en vigueur du décret ont révélé des difficultés de mise en œuvre engendrant complexité et surcoûts important. Malgré les recommandations des « lignes directrices nationales » publiées fin 2013 par les services de l'Etat, la méthode n'est pas au point et laisse clairement apparaître une part d'incertitude dans l'instruction des dossiers.

C'est dans ce contexte que la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel a mobilisé de février à août 2014 une élève-ingénieur d'AgroParisTech en stage de fin d'étude, afin de réaliser un diagnostic de la démarche « éviter réduire compenser » (ERC) et d'identifier les premiers éléments d'une stratégie d'anticipation des compensations environnementales sur notre territoire, déjà fortement touché par les infrastructures nouvelles. La Communauté d'Agglomération de Montpellier est désormais en position de pilote à l'échelle nationale, et en relation avec les acteurs clés.

L'objectif est à présent d'élaborer et mettre en œuvre cette stratégie opérationnelle innovante, afin que la Communauté d'Agglomération de Montpellier puisse rapidement maîtriser ce volet environnemental vis-à-vis des maîtres d'ouvrage – notamment en créant une expertise interne, et pertinente au regard de ses propres enjeux de développement.

Il s'agit en effet d'anticiper au mieux les impacts spatiaux, fonciers et financiers de la séquence ERC, en recherchant systématiquement les dispositifs ayant la meilleure plus-value pour compenser la perte nette de biodiversité : « banque » de compensation, maîtrise d'usage des parcelles définitivement dédiées à la compensation, génie écologique, etc... Ces solutions doivent permettre de réduire les coûts directs des opérations et leurs coûts induits pour la collectivité.

Cette stratégie devra se décliner dès 2015 dans le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et potentiellement le ou les Plan local d'urbanisme (PLU). La méthode et les outils seront construits en bonne intelligence avec l'Etat, qui vient de dédier un chargé de mission à la séquence ERC, la Région et les autres acteurs.

Dans cet objectif, la Communauté d'Agglomération souhaite établir une Convention Industrielle de Formation par la recherche (thèse CIFRE) de trois ans avec les partenaires déjà mobilisés dans le cadre du stage : le Centre d'Ecologie Fonctionnelle et Evolutive (CEFE, laboratoire de recherche en écologie) – CNRS et l'Université Montpellier 3, et la stagiaire.

Une CIFRE a pour objet de cofinancer la formation d'un doctorant qui servira de support à la préparation d'une thèse. Ce partenariat fera l'objet d'un CDD de droit privé financé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et, pour près de moitié, par une subvention d'Etat versée par l'Association Nationale de la Recherche Technologie (ANRT), organisme responsable de la gestion des fonds dédiés par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

Sous réserve de sa validation par l'ANRT, la direction de thèse sera assurée par le CEFE-CNRS, et le tutorat par la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Cette thèse portera sur trois axes : 1/ connaître l'organisation du territoire et identifier les leviers d'action (état de conservation des territoires agricoles et naturels, outils mobilisables, systèmes d'acteurs), 2/ améliorer les volets « Eviter Réduire », très stratégiques dans un territoire fini identifié comme l'un des « hot-spot » de la biodiversité mondiale et accueillant plus des 2/3 des espèces indigènes françaises ; 3/ étudier les méthodes d'évaluation biophysique, en collaboration avec le CEFE, localisé à Montpellier. Ce laboratoire de pointe travaille en parallèle à l'échelle nationale sur cette séquence ERC avec le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie.

Des publications seront régulièrement effectuées via les supports adéquats (revues scientifiques, communication de la Communauté d'Agglomération de Montpellier).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dispositif de la CIFRE sur les missions susmentionnées ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 012 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°35 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 50 LOGEMENTS SOCIAUX - ZAC RIVE GAUCHE LOT 6B À MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À L'OPH-ACM - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et aides à la création de logements sociaux telles que les subventions pour surcoût de charge foncière ou les garanties d'emprunt.

L'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin qu'elle apporte son concours à la construction de 50 logements sociaux ZAC Rive Gauche lot 6B à Montpellier.

Le concours de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est proposé pour un montant de 264 000 € contribuant à l'équilibre financier de l'opération, soit une aide moyenne de 5 280 € par logement.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel de l'opération projetée sont détaillés dans le tableau suivant :

Opération	ZAC Rive Gauche lot 6B Montpellier
Caractéristiques : Architecte Collectif/Individuel Surface habitable Nombre de logement Catégorie de financement Typologie	GARCIA DIAZ Collectif 3 280 m ² 50 38 PLUS/12 PLAI 10 T2, 30 T3, 10 T4
Plan de financement : Coût total de l'opération Subvention Etat déléguée Subvention 1% Prêt CDC Participation Montpellier Agglomération	7 123 292.71 € 139 000 € 36 000 € 6 684 292.71 € 264 000 €

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de l'opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à l'OPH-ACM de 264 000 € pour la réalisation de 50 logements locatifs sociaux, ZAC Rive Gauche lot 6B à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution fixant les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Mesdames Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES et Messieurs Robert COTTE, Gérard CASTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Luc SAVY, et Bernard TRAVIER ne prennent pas part au vote et ne participent pas au débat.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°36 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 90 LOGEMENTS SOCIAUX D'INSERTION - FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS « LES COMPAGNONS DU DEVOIR » - LIEU-DIT « LES LIGNIÈRES » À BAILLARGUES - SUBVENTION À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin qu'elle apporte son concours à la création d'un Foyer de Jeunes Travailleurs (FJT) de 90 logements sociaux et d'une capacité de 120 lits, situé lieu-dit « Les Lignières » à Baillargues. Conçu par Pierre SIMEON et Christophe MORALES, architectes à Montpellier, ce projet a été mené conjointement avec l'association « Les Compagnons du Devoir » gestionnaire de la structure d'hébergement et maître d'ouvrage du pôle de formation et de restauration également créés sur le site.

La résidence a fait l'objet d'un agrément en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) délivré par la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour le compte de l'Etat et bénéficie par ailleurs d'une participation financière de celui-ci au titre du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA) « Investir dans la formation en alternance », dont les fonds sont issus du Grand Emprunt, et qui a pour objet la modernisation de l'appareil de formation en alternance et le développement d'une offre de logement pour les jeunes concernés.

Le concours de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicité à hauteur de 405 000 €, correspondant à 10 % du prix de revient HT de l'opération plafonné à 4 500 € par logement. Cette subvention constitue une participation à l'équilibre financier de l'opération, permettant aux « Compagnons du Devoir » de pratiquer une redevance inférieure d'environ 89 € au plafond de redevance mensuelle maximale fixé par l'Etat, soit une baisse d'environ 21 % du loyer, et ce afin de maintenir un taux d'effort raisonnable pour les futurs résidents.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût de l'opération : 4 976 697 €
- Subvention Etat PIA : 1 200 000 €
- Subvention Département de l'Hérault : 171 700 €
- Subvention Région Languedoc-Roussillon : 135 000 €
- Subvention CAF : 144 000 €
- Prêt CAF : 96 000 €
- Prêts 1% patronal : 325 000 €
- Prêts CDC : 2 499 997 €
- Participation Communauté d'Agglomération de Montpellier : 405 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention de 405 000 € à la SA d'HLM FDI Habitat pour la création de 90 logements sociaux d'insertion, Foyer de Jeunes Travailleurs « Les Compagnons du Devoir », lieu-dit « Les Lignières » à Baillargues ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature par la SA d'HLM FDI Habitat de la

convention d'attribution fixant notamment les modalités de son versement ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'attribution de subvention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

MM Noël SEGURA et Yvon PELLET ne prennent pas part au vote et ne participent pas au débat.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°37 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 111 LOGEMENTS SOCIAUX D'INSERTION - RÉSIDENCE SOCIALE JEUNES - ZAE AFTALION À BAILLARGUES - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin qu'elle apporte son concours à la création de 111 logements sociaux d'insertion, dans le cadre d'une résidence sociale pour jeunes, ZAE Aftalion à Baillargues. L'opération, financée en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI), a été conçue par le cabinet d'architecture MDR à Montpellier. Le Nouveau Logis Méridional a été retenu par la commune de Baillargues pour assurer la maîtrise d'ouvrage de l'opération à l'issue d'un appel à projet lancé en 2013 ; la gestion de la résidence sera réalisée par la société ADOMA.

Cette résidence répond aux besoins en logements des jeunes alternants du Centre de Formation des Apprentis de l'Industrie (CFAI), de l'Association de Formation Professionnelle de l'Industrie (AFPI) et des divers services de l'Union des Industries des Métiers de la Métallurgie (UIMMLR), regroupés au sein d'un bâtiment de 5 500 m², jouxtant la future résidence sociale.

Le concours de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicité à hauteur de 120 000 €, contribuant à l'équilibre financier de l'opération.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût de l'opération : 5 894 143 €
- Subvention Etat déléguée : 1 127 200 €
- Subvention Région Languedoc-Roussillon : 75 000 €
- Prêts 1% patronal : 1 775 000 €
- Prêts CDC : 2 796 943 €
- Participation Communauté d'Agglomération de Montpellier : 120 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention de 120 000 € à la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional pour la création d'une résidence sociale jeunes de 111 logements à Baillargues ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature par la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional de la convention d'attribution fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'attribution de subvention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°38 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 28 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « NATURA PARK » - RUE GASTON BACHELARD À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE.

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de

Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la création de 28 logements sociaux, résidence « Natura Park », rue Gaston Bachelard à Montpellier. L'opération comprend 20 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 8 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Jean Baptiste Miralles.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 3 315 980 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 1 838 556 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 501 985 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 752 044 €.
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 223 395 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 838 556 €	501 985 €	752 044 €	22395 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Périodicité des échéances	annuelle			
Profil d'amortissement	amortissement déduit de l'échéance (intérêt différés)			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAII construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAII foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à Un Toit Pour Tous pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 486 985 € représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 3 315 980 €, sollicités par la SA d'HLM Un Toit Pour Tous auprès de la Caisse des Dépôts et

Consignations pour financer la réalisation de 28 logements locatifs sociaux, résidence « Natura Park », rue Gaston Bachelard à Montpellier ;

- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Un Toit Pour Tous, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°39 : LOGEMENT – ACQUISITION-AMÉLIORATION DE 20 LOGEMENTS SOCIAUX - QUARTIER FIGUEROLLES À MONTPELLIER - RUES DU GÉNÉRAL CLAPARÈDE, DU GÉNÉRAL VINCENT, ST-ETIENNE, DU PIERRE FABRE, DE METZ ET DU FAUBOURG FIGUEROLLES - GARANTIE D'EMPRUNT À L'OPH ACM - DÉLIBÉRATION N°12391 DU 31 JUILLET 2014 - MODIFICATION

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Par délibération n°12391 du 31 juillet 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a accordé à l'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) la garantie à hauteur de 100 % des emprunts qu'il va contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition-amélioration de 20 logements locatifs sociaux, répartis sur 6 immeubles situés sur le périmètre du Projet de Rénovation Urbaine de Montpellier / quartier de Figuerolles, rue du Général Claparède, du Général Vincent, Saint-Etienne, du faubourg Figuerolles, du Père Fabre et de Metz, sur la commune de Montpellier.

La délibération initiale comportant une erreur matérielle, il est proposé de modifier les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations, afin de préciser le taux actuariel annuel, le taux annuel de progressivité, ainsi que leur révisabilité :

- Caractéristiques initiales des prêts (délibération du 31 juillet 2014) :

Désignations	PLUS Construction	PLUS Foncier	PLAI Construction	PLAI Foncier
TEG (Taux Effectif Global)	1,85%		1,05%	
Durées	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
index	Livret A			
Marge fixe sur index	0,60%		-0,20%	
Taux d'intérêt	Livret A +0.6%		Livret A – 0.20%	
Périodicité des échéances	annuelle			
Profil d'Amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Taux de progressivité des échéances	0%			
Taux plancher de progressivité des échéances	0%			

- Caractéristiques des prêts à prendre en compte dans la présente délibération :

Désignations	PLUS Construction	PLUS Foncier	PLAI Construction	PLAI Foncier
Durées	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
index	Livret A			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	

Marge fixe sur index	0,60%	-0,20%
Taux d'intérêt	Livret A +0,6%	Livret A – 0,20%
Périodicité des échéances	annuelle	
Profil d'Amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)	
Modalité de révision	double révisabilité limitée	
Taux annuel de progressivité	de 0% à 0,50% maximum	
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	à chaque échéance, en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt, ni le taux de progressivité révisés puissent être inférieurs à 0%	

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification de la délibération n°12391 du 31 juillet 2014 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Mesdames Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES et Messieurs Robert COTTE, Gérard CASTRE, Jean-Luc SAVY, Abdi EL KANDOUSSI et Bernard TRAVIER ne prennent pas part au vote et ne participent pas au débat.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°40 : LOGEMENT – OPÉRATION « RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE » 2013-2016 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE 37 LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Depuis le 1^{er} décembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a relancé l'opération « Rénover pour habitat durable et solidaire » labellisé « Habiter Mieux » ayant pour objet la réhabilitation de 180 logements pan an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux. La labellisation « Habiter Mieux », marque l'engagement, pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de financer annuellement au moins 100 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25%.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants.

Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45 % à 80 % du montant hors taxes des travaux subventionnables, voire 100 % pour les propriétaires occupants disposant de ressources très modestes.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de trente-six logements occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes à très modestes et d'un logement locatif pour un montant total de 99 569 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans. Les subventions accordées aux locataires modestes ou très modestes réalisant des travaux d'adaptation de leur logement au handicap, ne sont pas assorties d'un engagement de leur part en termes de durée minimale d'occupation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;

- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°41 : CULTURE – CONVENTION DE PARTENARIAT PÉDAGOGIQUE ET ARTISTIQUE ENTRE LE CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL DE MONTPELLIER AGGLOMÉRATION ET L'ASSOCIATION "MUSIC EVENTS LA CHAPELLE GÉLY" - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le Conservatoire de Montpellier Agglomération a été classé en 2007 dans la catégorie Conservatoire à Rayonnement Régional (C.R.R.). A ce titre, ses missions sont notamment d'offrir un enseignement d'excellence accessible à tous, de constituer un pôle ressource en matière de pratiques amateurs, mais aussi de proposer des formations visant à accompagner les étudiants en voie de professionnalisation vers leur futur secteur d'activité, et de participer à la construction de la personnalité de l'enfant et des jeunes élèves en les formant à l'Ecole du spectateur.

La Chapelle Gely est implantée dans une église désacralisée à Montpellier et constitue un lieu de création et d'expérimentation des arts contemporains (spectacle vivant, musique, performance, arts visuels). Pour que les rencontres avec les artistes invités s'élargissent et s'approfondissent, la Chapelle Gely propose une programmation centrée sur les écritures sonores contemporaines et l'utilisation d'arts numériques dans le spectacle vivant, autour de créations contemporaines, soirées festives, et recherches d'avant-garde.

Compte tenu d'une part des objectifs du C.R.R. et d'autre part des activités de La Chapelle Gely, il est proposé de formaliser entre ces deux institutions un partenariat pédagogique et artistique dont le but sera de permettre aux élèves du C.R.R. de Montpellier Agglomération de rencontrer les acteurs et les œuvres de ce lieu de spectacle vivant qu'est la Chapelle Gely.

Pour la saison culturelle 2014/2015, la participation des élèves des classes d'ensemble, de jazz, de percussions, et de danse du C.R.R. de Montpellier Agglomération est déclinée sous différents formats :

- concerts des élèves des classes de perfectionnement lors des « Jeudis en musique »,
- interventions des élèves lors de manifestations dédiées à la recherche et à la création artistique dénommées « Café Lab »,
- interventions des élèves lors de soirées dédiées à la rencontre d'un artiste, dénommées « Palabres ».

Il convient dans ce cadre de conclure une convention de partenariat entre le C.R.R. de Montpellier Agglomération et l'Association Music Events, gestionnaire du lieu La Chapelle Gély. Cette convention énonce les modalités pédagogiques et artistiques de ce partenariat et les conditions d'accès gratuit et d'accueil des élèves du C.R.R. de Montpellier à la Chapelle Gely. La convention prendra effet à compter de novembre 2014 et s'achèvera à la fin de l'année scolaire 2014/2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat artistique et pédagogique entre le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération et l'Association "Music Events - Chapelle Gély",
- autoriser Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°42 : CULTURE – CONVENTION DE PARTENARIAT PÉDAGOGIQUE ET ARTISTIQUE ENTRE LE CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL DE MONTPELLIER AGGLOMÉRATION ET LE CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le Conservatoire de Montpellier Agglomération a été classé en 2007 dans la catégorie Conservatoire à

Rayonnement Régional (C.R.R.). A ce titre, ses missions sont notamment d'offrir un enseignement d'excellence accessible à tous, de constituer un pôle ressource en matière de pratiques amateurs, mais aussi de proposer des formations visant à accompagner les étudiants en voie de professionnalisation vers leur futur secteur d'activité et de participer à la construction de la personnalité de l'enfant et des jeunes élèves en les formant à l'Ecole du spectateur.

Aussi, afin de se donner les moyens d'atteindre ces objectifs, il apparaît nécessaire de renforcer ses partenariats avec les structures locales prestigieuses comme le Centre Dramatique National de SarlMontpellier (CDN).

Pour que les rencontres avec les artistes invités s'élargissent et s'approfondissent au-delà de l'expérience du spectateur, le CDN organise de nombreux ateliers et workshops destinés aux professionnels du spectacle, aux artistes en formation et au public amateur jeune ou adulte. Des classes de maître, des ateliers d'art plastique et de performance pour les jeunes pendant les vacances, des laboratoires de recherche ou l'atelier de théâtre amateur permettent des expériences concrètes pour partager autrement le projet artistique du CDN. Des artistes du CDN, ou des artistes accueillis dans la programmation, proposent une formation sur une journée ou quelques jours.

Le C.R.R. et le CDN souhaitent se rapprocher afin d'établir un partenariat pédagogique et artistique dont le but sera de permettre aux élèves du C.R.R. de Montpellier Agglomération de rencontrer les acteurs et les œuvres de ce lieu de spectacle vivant qu'est le CDN.

Dans ce contexte, à l'occasion du concert du quatuor de saxophone XASAX le samedi 13 décembre 2014, organisé par le CDN au Centre Chorégraphique National de Montpellier, une classe de maître avec Marcus WEISS, saxophoniste, est organisée pour les élèves du CRR de Montpellier Agglomération le lundi 15 décembre 2014 dans ses locaux. Une convention de partenariat pédagogique et artistique détaille les modalités techniques de cette action et les engagements respectifs des partenaires. Le CRR de Montpellier Agglomération prendra à sa charge la rémunération de Marcus WEISS pour la réalisation de la classe de maître, sur la base de 6 heures à 67 € brut / heure, soit un montant total de 402 € brut. Le CDN prendra à sa charge le défraiement et le coût des voyages de Marcus WEISS. Le CDN mettra à disposition des élèves ayant participé à la classe de maître cinq invitations pour le concert de l'ensemble XASAX le samedi 13 décembre 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat pédagogique et artistique entre le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération et le Centre Dramatique National de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer la convention susvisée ainsi que tout document découlant de cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°43 : CULTURE – PARTENARIAT PÉDAGOGIQUE ET ARTISTIQUE ENTRE LE CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL DE MONTPELLIER AGGLOMÉRATION, L'UNIVERSITÉ PAUL VALÉRY MONTPELLIER 3, L'ÉTAT (DRAC) ET L'ASSOCIATION OPÉRA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON - AVENANT À LA CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS 2013-2016 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°6808 du 16 décembre 2005, le Conseil de Communauté a approuvé la conclusion d'une convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, l'Université Paul Valéry, l'Opéra et Orchestre National de Montpellier Languedoc Roussillon, la Région Languedoc-Roussillon et l'Etat (DRAC), relative à la création d'un orchestre commun aux étudiants du Conservatoire à Rayonnement Régional et de l'Université (Orchestre CRR-UPV).

Par délibération n°11997 du 4 décembre 2013, la convention a été actualisée en précisant les modalités d'un partenariat renouvelé qui privilégie un encadrement pédagogique étendu. La durée de la convention est de trois ans et renouvelable par reconduction expresse.

L'Orchestre CRR/UPV a une double vocation pour les étudiants : la première est la formation à la pratique de l'orchestre, dans le cadre de la consolidation de leur cursus de musique au sein de l'Université ou du Conservatoire, la seconde est l'implication dans une réalisation artistique en tant qu'interprètes avec comme aboutissement la rencontre avec les publics. Enfin, les étudiants valident leur parcours à la fois au CRR et à l'Université. L'Orchestre CRR / UPV s'investit dans la création d'œuvres et a pour objectif de favoriser une politique de commandes d'œuvres et de résidence de compositeurs.

Dans ce contexte, fort de ce succès et afin de valoriser les manifestations culturelles de l'Orchestre CRR/UPV et d'en accroître leur visibilité, il est proposé d'élargir le partenariat de cet orchestre à une collaboration avec le Master Pro « Métiers du livre et de l'édition » de l'Université Montpellier 3. L'avenant fixe les modalités de cette collaboration et les engagements respectifs du CRR et du Master Pro « Métiers du livre et de l'édition ».

Cette collaboration vise à valoriser les actions de l'orchestre CRR-UPV grâce à la confection et à la réalisation d'affiches, flyers, programmes et tous documents sur tous supports susceptibles d'accroître la visibilité des

manifestations musicales organisées par l'Orchestre CRR-UPV. Le partenariat avec le Master Pro comprendra également, en concertation avec l'ensemble des partenaires, la conception et la réalisation de projets culturels variés (films, site web, ..) impliquant et valorisant la vie artistique de l'orchestre CRR-UPV. Pour toutes ces opérations promotionnelles, sur support papier et/ou sur support web, les frais seront assumés à 50% par l'UM3 et à 50% par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, pour un coût prévisionnel maximal de 2 000 € à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant à la convention de partenariat pédagogique entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, l'Université Paul Valéry Montpellier 3 et l'Association Opéra et Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon, relative à l'orchestre CRR/UPV,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitres 923 et 920,
- autoriser Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention susvisée ainsi que tout document découlant de cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°44 : CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ÉDUCATIF ET CULTUREL AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Agglomération poursuit sa mission d'ouverture et de diversification des publics pour favoriser l'accès pour tous à la culture. L'éveil artistique du très jeune public (entre 2 et 6 ans) s'inscrit à la fois dans les politiques éducatives portées par la loi « musées » de 2002 et la démarche de réussite éducative soutenue par la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, depuis 2007, le musée Fabre travaille avec certains établissements d'accueil de la petite enfance de la ville de Montpellier afin de réaliser conjointement des outils adaptés à la découverte des œuvres par les très jeunes visiteurs.

Afin de formaliser et de développer les projets menés avec ces structures, il est proposé d'établir avec la direction Enfance de la ville de Montpellier une convention de partenariat qui précise et formalise les engagements de chacune des parties.

Dans ce cadre, la direction Enfance de la ville de Montpellier s'engage à :

- favoriser la participation du personnel des crèches aux « rencontres petite enfance » organisées par le musée (communication du programme, aménagement du temps de travail, gestion des inscriptions...),
- collaborer au programme et contenu de ces rencontres,
- communiquer sur les actions menées par le musée au sein de son réseau,
- participer à la journée de restitution en collaboration avec le service des publics du musée Fabre,
- faire connaître les dispositions tarifaires du musée Fabre à l'attention des professionnels de la petite enfance.

Le musée Fabre de Montpellier Agglomération s'engage quant à lui à :

- ☐ organiser les « Rencontres Petite Enfance » proposées gratuitement et régulièrement aux établissements municipaux d'accueil de la petite enfance ainsi qu'une restitution annuelle des projets réalisés,
- ☐ assurer de bonnes conditions de travail entre les crèches et le musée Fabre : accueil des enfants, malettes et pré-mallettes pédagogiques gratuites,
- ☐ prendre en charge financièrement la réalisation des outils pédagogiques estimés à 2 500€ pour les collections permanentes et 1 000€ pour les expositions temporaires,
- ☐ favoriser la venue au musée des professionnels de crèches qui ont vocation à accompagner les enfants au musée par des aménagements tarifaires particuliers : abonnement individuel annuel à 15 € ou visite gratuite sur présentation d'un contrat de réservation de la crèche,
- ☐ communiquer sur le partenariat réalisé avec la direction Enfance de la ville de Montpellier.

Ces dispositifs permettront à environ 1 000 très jeunes enfants de venir au musée chaque année accompagnés du personnel de crèche. Par la présente convention, le musée Fabre renforce sa politique ambitieuse d'accessibilité au plus grand nombre. Ces très jeunes visiteurs d'aujourd'hui constituent le public de demain.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat conclue avec la Ville de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°45 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES - CONVENTION DE CO-PRODUCTION DOCUMENTAIRE ET DE PRÊT D'OBJETS ARCHÉOLOGIQUES DANS LE CADRE DE L'EXPOSITION "JEAN ARNAL ET LE NÉOLITHIQUE EN LANGUEDOC" - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Dans le cadre du réseau des musées d'histoire et d'archéologie du Grand Montpellier qui lie par convention le musée Henri Prades et le musée du Pic Saint-Loup, et à l'occasion de l'exposition intitulée « *Jean Arnal et le Néolithique en Languedoc* » organisée du 27 septembre 2014 au 10 août 2015 par le musée Henri Prades, ces deux institutions ont souhaité nouer un partenariat spécifique se déclinant en deux actions : la première consiste à coproduire un film documentaire de 12 minutes sur l'archéologue et médecin Jean Arnal, et la seconde à régler les modalités du prêt temporaire au musée Henri Prades de 43 objets conservés au musée du Pic Saint-Loup.

Ce partenariat, qui renforce les liens collaboratifs existants entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup, nécessite la conclusion d'une convention de co-production et de prêt d'objets archéologiques.

La convention proposée définit ainsi les modalités de la coproduction du documentaire « *Sur le fil d'Arnal* » et du prêt du mobilier lithique et céramique (18 lames, pointes de flèche et haches polies ainsi que 25 vases et petits gobelets) en provenance du site de la Grotte du Suquet Coucolières aux Matelles, et conservé au musée du Préhistoire du Grand Pic Saint-Loup.

Le documentaire « *Sur le fil d'Arnal* » est réalisé par la société Kaléo sous la direction de Lionel Pernet, Directeur du musée Henri Prades et de Xavier Guthertz et Luc Jallot de l'Université Montpellier 3-Paul Valéry. Cette prestation s'élève à 9 950 € H.T., soit 11 940 € T.T.C. Cette somme a été engagée en totalité par le musée Henri Prades. La participation du musée du Pic Saint-Loup à la production de ce film documentaire se monte à 5 000 € T.T.C., qui seront versés par la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup par mandat administratif. Les deux producteurs sont mentionnés dans le générique et les deux collectivités signataires bénéficient des droits d'exploitation et de diffusion.

Le prêt du mobilier est quant à lui consenti à titre gratuit et provisoire le temps de l'exposition, du 27 septembre 2014 au 10 août 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de co-production documentaire et de prêt d'objets archéologiques dans la cadre de l'exposition "Jean Arnal et le Néolithique en Languedoc" avec la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup,
- dire que les crédits correspondants sont inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°46 : CULTURE – MÉDIATHÈQUE CENTRALE D'AGGLOMÉRATION ÉMILE ZOLA - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA RADIO LENGUA D'OC, DANS LE CADRE DE L'EXPOSITION PATRIMONIALE MAX ROUQUETTE, LA LIBERTÉ DE L'IMAGINAIRE PRÉSENTÉE À LA MÉDIATHÈQUE CENTRALE D'AGGLOMÉRATION ÉMILE ZOLA - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

La médiathèque centrale d'Agglomération Emile Zola présente du 3 décembre 2014 au 28 février 2015, une exposition patrimoniale intitulée « *Max Rouquette, la liberté de l'imaginaire* ».

Dans ce cadre, une programmation d'animations et de rencontres est prévue dans l'ensemble du réseau des médiathèques pour mettre à l'honneur l'œuvre de Max Rouquette, et plus généralement la culture et la langue occitanes.

Afin de promouvoir l'exposition « *Max Rouquette, la liberté de l'imaginaire* », le réseau des médiathèques souhaite établir un partenariat avec Radio Lengua d'Oc, au terme duquel Radio Lengua d'Oc s'engage à relayer gracieusement sur ses ondes, pendant toute la durée de l'exposition, des bandes annonces présentant l'exposition ainsi que différentes chroniques sur l'œuvre et la vie de Max Rouquette. En contrepartie, le logo de Radio Lengua d'Oc sera présent sur l'ensemble des supports de communication relatifs à l'exposition « *Max Rouquette, la liberté de l'imaginaire* ».

Une convention, définissant les modalités de ce partenariat est proposée à la signature.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec la radio Lenga d'Oc,
- approuver la présence du Logo de la Radio Lenga d'Oc sur l'ensemble des supports de communication de l'exposition Max Rouquette,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°47 : CULTURE – MÉDIATHÈQUE CENTRALE D'AGGLOMÉRATION ÉMILE ZOLA - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DÉPLACEMENT DE MONSIEUR GÉRARD BONAL POUR UNE INTERVENTION À LA MÉDIATHÈQUE CENTRALE ÉMILE ZOLA - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

La médiathèque centrale d'Agglomération Emile Zola présente, du 3 décembre 2014 au 28 février 2015, une exposition patrimoniale intitulée « Max Rouquette, la liberté de l'imaginaire ».

Une programmation d'animations et de rencontres est prévue dans l'ensemble du réseau des médiathèques pour mettre à l'honneur l'œuvre de Max Rouquette, et plus généralement la culture et la langue occitanes.

Dans le cadre de cette exposition, il a été proposé d'inviter l'écrivain Gérard Bonal, le 16 janvier 2015. Ce spécialiste de l'œuvre de Colette propose d'évoquer leur amour mutuel des bêtes et de la nature. En effet, le jeune Max Rouquette a écouté plusieurs fois des conférences de Colette et écrit une très belle lettre concernant sa propriété - La Treille Muscate - près de Saint-Tropez.

A titre exceptionnel, au vu de la notoriété de cet auteur, il est proposé que soit pris en charge la totalité des frais réels liés à sa venue à Montpellier dans le cadre de cette exposition patrimoniale, pour un montant maximum de 650 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la prise en charge aux frais réels des frais de transport, hébergement et restauration, liés à la venue de Monsieur Gérard BONAL,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°48 : CULTURE – MARCHÉ N°3792DC14 DE MAINTENANCE MULTI-TECHNIQUE DES BÂTIMENTS CULTURELS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES OUVERT - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

La maintenance des établissements culturels de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est assurée par des prestataires extérieurs, via des marchés de services qui arrivent prochainement à échéance.

Afin de garantir la continuité de ces prestations indispensables au bon fonctionnement des établissements et à l'accueil optimal, et en toute sécurité, des publics, il convient de lancer une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles 33, 57 à 59 et 77 du Code des marchés publics, qui conduira à la conclusion d'un nouveau marché de maintenance n°3792DC14. Ce marché concernera l'ensemble des établissements culturels de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, exceptés la médiathèque Centrale Emile Zola et le musée Fabre, qui s'appuient sur des marchés spécifiques.

Ce marché sera conclu à prix mixtes, avec une part forfaitaire pour les prestations courantes et récurrentes, et une part à bons de commande, sans minimum ni maximum pour les prestations non quantifiables, liées notamment à l'usure des bâtiments.

L'allotissement, les montants estimatifs du marché, ainsi que leur durée initiale sont précisés dans le tableau ci-dessous :

Lot	Désignation	Montant forfaitaire annuel estimatif €H.T.	Mini-maxi annuel €H.T.	Période initiale
1	Médiathèques	120 000 €	Sans mini-maxi	1 ^{er} mars 2015 -28 février 2016
2	Théâtre et spectacles vivants	265 000 €	Sans mini-maxi	1 ^{er} mars 2015 -28 février 2016
3	Musées et enseignements artistiques	200 000 €	Sans mini-maxi	1 ^{er} mars 2015 -28 février 2016

Le marché sera conclu pour une durée initiale d'un an et pourra être expressément reconduit pour une durée d'un an dans la limite de trois reconductions jusqu'au 28 février 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement d'un appel d'offre relatif à la maintenance multi-technique des bâtiments culturels de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à souscrire les marchés à intervenir avant l'engagement de la procédure de passation, à signer les marchés à intervenir, ainsi que les actes relatifs à leur exécution, y compris leur éventuelle résiliation, et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°49 : SPORTS ET TRADITIONS – COMPLEXE DE RUGBY YVES DU MANOIR - BRASSERIE - CONVENTION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC - AVENANT N°3 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

Par délibération n°10285 du 28 juillet 2011, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a autorisé la conclusion d'une convention d'occupation du domaine public ayant pour objet l'exploitation d'une brasserie au sein du Complexe de rugby Yves du Manoir afin de développer l'animation au sein de cette enceinte sportive et de créer un lieu de vie et de rencontre quotidien pour tous les publics.

Cette convention a été transférée à la SASP Montpellier Rugby Club par avenant n°1 approuvé par délibération n°11509 du 11 avril 2013.

Afin de réaliser sous la maîtrise d'ouvrage de la SASP Montpellier Rugby Club, les travaux d'aménagement de gros œuvre et de second œuvre nécessaires à l'installation et à l'exploitation de la Brasserie, la délibération du 29 octobre 2013 a autorisé la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en accord avec la SASP Montpellier Rugby Club, à modifier la convention d'occupation temporaire du domaine public par avenant n°2. A cette occasion, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en application de la réglementation et des jurisprudences applicables a autorisé la sous-location, sous réserve de son agrément, d'une partie de l'espace mis à disposition de la SASP Montpellier Rugby Club afin d'optimiser l'exploitation de la Brasserie.

Les contraintes actuelles de viabilisation de la ZAC Ovalie nécessitent un raccordement provisoire des équipements nécessaires au bon fonctionnement de la Brasserie sur le réseau électrique du stade de rugby.

Après réalisation de ce raccordement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier procédera annuellement à la refacturation des charges d'électricité identifiées pour l'exploitation de la Brasserie.

Afin de prendre en compte la situation provisoire définies ci-dessus, il est nécessaire de revoir, de manière temporaire, la rédaction des articles 6.12 et 7.2 de la convention d'occupation du domaine public.

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature de l'avenant n°3 à la convention d'occupation mentionné précédemment ;
- autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°3 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°50 : FINANCES – VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT EN LIEN AVEC LA DÉCISION MODIFICATIVE N°1 - MODIFICATIONS D'OPÉRATIONS - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, et conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L.2311-3 et R.2311-9), la Communauté d'Agglomération de Montpellier a mis en place une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP).

Ces autorisations de programme définissent l'évaluation financière globale du projet et permettent une gestion des dépenses sur plusieurs exercices à travers un échéancier de crédits de paiement représentant la répartition des dépenses prévisionnelles.

Elles constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements et incluent l'actualisation prévisionnelle des prix.

Pour mémoire, les clôtures d'autorisations de programme seront proposées dans le cadre du bilan de clôture des opérations.

Autorisations de programme dont les crédits de paiement sont modifiés dans le cadre de la DM1 2014 sans que le montant global pluriannuel de l'AP soit modifié, seul un ajustement annuel étant nécessaire :

Direction des transports : Investissements DSP Transports			
Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
41 355 000	45 513 455	12 815 949,16	1 324 591
Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice		
	2015	2016	2017
31 372 915,12	8 562 500	8 906 000	13 904 415,12

Direction des transports : Pôle d'échange multimodal Montpellier Saint-Roch

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
6 000 000	6 645 100	3 338 691	2 260 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice
	2015
1 046 409	1 046 409

Direction des transports : Ligne 5 - bouclage ligne 4 de tramway (montants en Millions d'euros)

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
388,4	388,4	13,550	9,215

Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice			
	2015	2016	2017	2018
365,635	120,235	60,000	57,000	128,400

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider les modifications des autorisations de programmes relatives aux investissements liés à la DSP transports, au pôle d'échange multimodal Montpellier Saint-Roch et à la réalisation de la ligne 5 - bouclage de la ligne 4 de tramway ;
- retenir comme échéancier des crédits de paiement les tableaux susmentionnés ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (trois abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme Véronique DEMON, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°51 : FINANCES – BUDGET 2014 - DÉCISION MODIFICATIVE N°1 - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2014, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du Budget Principal ainsi que des budgets annexes du service funéraire et d'assainissement.

La Décision Modificative du Budget Principal s'équilibre à **30 894,00 euros en fonctionnement** et à **– 26 899 312,71 euros en investissement**.

La Décision Modificative concernant le Budget Principal se présente de la façon suivante :

BUDGET PRINCIPAL – FONCTIONNEMENT

SECTION DE FONCTIONNEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	-663 621,65	694 515,65	30 894,00
dont 920 – Administration générale	-13 000,00		-13 000,00
dont 923 – Culture	8 235,00		8 235,00
dont 924 – Sport et jeunesse	-11 000,00		-11 000,00
dont 927 – Logement	-64 680,00		-64 680,00
dont 928 – Aménagement et services urbains, environnement	916 823,35		916 823,35
dont 931 – Opérations Financières	-1 500 000,00		-1 500 000,00
dont 939 – Virement à la section d'investissement		694 515,65	694 515,65
Total général	-663 621,65	694 515,65	30 894,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	30 894,00	0,00	30 894,00
dont 928 – Aménagement et services urbains, environnement	30 894,00		30 894,00
Total général	30 894,00	0,00	30 894,00

BUDGET PRINCIPAL – INVESTISSEMENT

SECTION DEPENSES	D'INVESTISSEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux		-14 044 155,09	-12 855 157,62	-26 899 312,71
dont 900 – Administration générale		15 000,00		15 000,00
dont 904 – Sport et jeunesse		4 630 000,00		4 630 000,00
dont 907 – Logement		128 652,11		128 652,11
dont 908 – Aménagement et services urbains, environnement		-18 817 807,20		-18 817 807,20
dont 910 – Opérations patrimoniales			-12 855 157,62	-12 855 157,62
Total général		-14 044 155,09	-12 855 157,62	-26 899 312,71

SECTION RECETTES	D'INVESTISSEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux		-14 738 670,74	-12 160 641,97	-26 899 312,71
dont 907 – Logement		-130 000,00		-130 000,00
dont 908 – Aménagement et services urbains, environnement		-639 920,00		-639 920,00
dont 910 – Opérations patrimoniales			-12 855 157,62	-12 855 157,62
dont 911 – Dettes et autres opérations		-11 430 746,74		-11 430 746,74
dont 912 – Dotations, subv., participat° non affectées		-2 538 004,00		-2 538 004,00
dont 919 – Virement de la section de fonctionnement			694 515,65	694 515,65
Total général		-14 738 670,74	-12 160 641,97	-26 899 312,71

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget Principal par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M14,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

La Décision Modificative du Budget annexe du service funéraire s'équilibre à **0 euros en fonctionnement**.

La Décision Modificative concernant le Budget annexe du service funéraire se présente de la façon suivante :

BUDGET ANNEXE DU SERVICE FUNERAIRE – EXPLOITATION

SECTION DEPENSES	D'EXPLOITATION	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux		0,00	0,00	-50 000,00

dont 011 – Charges à caractère général	-50 000,00		-50 000,00
dont 012 – Charges de personnel et frais assimilés	100 000,00		100 000,00
dont 65 – Autres charges de gestion courante	-50 000,00		-50 000,00
Total général	0,00	0,00	0,00

SECTION RECETTES	D'EXPLOITATION	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux		0,00	0,00	0,00
Total général		0,00	0,00	0,00

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget annexe du service funéraire par chapitre budgétaire en section d'exploitation, conformément à la nomenclature M4,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

La Décision Modificative du Budget annexe d'assainissement s'équilibre à **0 euros en fonctionnement**.

La Décision Modificative concernant le Budget annexe d'assainissement se présente de la façon suivante :

BUDGET ANNEXE D'ASSAINISSEMENT – EXPLOITATION

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	0,00	0,00	70 000,00
dont 011 – Charges à caractère général	-70 000,00		-70 000,00
dont 012 – Charges de personnel et frais assimilés	70 000,00		70 000,00
Total général	0,00	0,00	0,00

SECTION RECETTES	D'EXPLOITATION	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux		0,00	0,00	0,00
Total général		0,00	0,00	0,00

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Décision Modificative du Budget annexe d'assainissement par chapitre budgétaire en section d'exploitation, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°52 : FINANCES – AFFECTATION DES SUBVENTIONS 2014 - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Dans le cadre de la Décision Modificative 2014, il est proposé l'affectation ou la modification des subventions d'investissement et de fonctionnement suivantes :

INVESTISSEMENT		
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant
20421	CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS LR (CEN LR)	10 000

FONCTIONNEMENT		
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant
6574	SAOS MONTPELLIER VIPERS	96 666
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION HOCKEY CLUB	45 000

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation ou de la modification des subventions d'équipement et de fonctionnement, telles que décrites dans les tableaux ci-dessus et dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec les structures bénéficiaires,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°53 : HORS COMMISSION – COMPLEXE DE RUGBY YVES-DU-MANOIR - OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE L'ALTRAD STADIUM AU MONTPELLIER HÉRAULT SPORT CLUB - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Conformément aux dispositions de la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier soutient le sport de haut niveau au plan national ou international.

La présence d'une équipe professionnelle, évoluant au plus haut niveau, répond aux attentes d'un très large public et offre à la Communauté d'Agglomération un rayonnement national.

Lors des journées du 29 septembre et 6 octobre 2014, à la suite de fortes pluies, plus de deux mètres d'eau ont gravement endommagé l'ensemble du rez-de-chaussée du complexe sportif de la Mosson comprenant les vestiaires, les gradins, la pelouse, les locaux administratifs et bureaux, l'espace VIP ainsi que le gymnase Lou Clapas.

Les locaux techniques, ainsi que la chaufferie, l'éclairage et le circuit électrique ont subi des dégâts très importants. Au regard de l'ampleur de ces sinistres et des travaux à engager pour remettre en état de fonctionnement le stade, les prochains matchs du Montpellier Hérault Sport Club (MHSC) ne pourront pas se dérouler au stade de la Mosson « Mondial 98 ».

Aussi, afin de maintenir l'organisation des prochaines rencontres sur le territoire de l'Agglomération de Montpellier, et après concertation avec les instances du Montpellier Rugby Club (MRC), il est proposé d'établir une convention temporaire d'occupation de l'Altrad Stadium avec la Société Anonyme Sportive Professionnelle Montpellier Hérault Sport Club.

Cette nouvelle convention prévoit la mise à disposition de l'Altrad Stadium pour l'organisation des prochaines rencontres du MHSC jusqu'au 31 janvier 2015, avec possibilité de reconduction expresse si besoin.

Le montant de la redevance par match sera de 11 700 € H.T, identique à celle versée à ce jour par le Montpellier Hérault Rugby Club.

La mise en œuvre de cette convention suspend donc provisoirement l'autorisation d'occupation du Stade de la Mosson par le Montpellier Hérault Sport Club.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de mise à disposition de l'Altrad Stadium au MHSC jusqu'au 31 janvier 2015 avec possibilité de reconduction expresse ;
- dire que les recettes seront inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924 ;

- autoriser Monsieur le Président à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°54 : HORS COMMISSION – ARTICLE L.5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - NOUVELLE DÉLÉGATION DU CONSEIL AU PRÉSIDENT

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Les événements climatiques exceptionnels des 29 septembre et 6 octobre 2014 ont causé des dégâts très importants au stade de la Mosson-Mondial 98. Les opérations d'expertise sont en cours mais les premières estimations des travaux de réparation s'élèvent à plusieurs millions d'euros.

Il est économiquement et sportivement nécessaire que le Montpellier Hérault Sporting Club puisse à nouveau, dans les meilleurs délais, organiser ses rencontres au sein de son stade historique.

Le stade de la Mosson-Mondial 1998 contribue depuis de nombreuses années à l'animation de notre agglomération ainsi qu'à son rayonnement et sa promotion au niveau national et international.

La délégation au président de l'ensemble des actes relatifs à la conclusion des marchés publics participant à la remise en état du stade permet d'optimiser les délais.

A cet effet la délibération n° 12201 du 22 avril 2014 concernant les délégations de l'assemblée délibérante au président pourrait être complétée par un article 4.12 rédigé comme suit :

-prendre tous les actes ne relevant pas des dispositions mentionnées aux articles 4.1 à 4.11 de la délibération n°12201 du 22 avril 2014, relatifs à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux et de fournitures courantes et services, participant à la remise en état du stade de la Mosson-Mondial 1998, suite aux événements climatiques exceptionnels du 29 septembre et 6 octobre 2014.

Cette délégation temporaire s'achèvera à l'issue de la remise en service du stade.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- déléguer au président, en application de l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, la prise des actes ne relevant pas des dispositions mentionnées aux articles 4.1 à 4.11 de la délibération n°12201 du 22 avril 2014, relatifs à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux et de fournitures courantes et services, participant à la remise en état du stade de la Mosson-Mondial 1998, suite aux événements climatiques exceptionnels du 29 septembre et 6 octobre 2014,
- dire que cette délégation s'achèvera à la date de remise en service du stade de la Mosson-Mondial 98,
- dire que le Président peut déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, en vertu de l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la signature des actes subséquents à ces décisions,
- dire que le Président devra rendre compte à chaque Conseil des décisions prises,
- autoriser le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°55 : HORS COMMISSION – COMPOSITION DES COMMISSIONS - DÉSIGNATION COMPLÉMENTAIRE - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Par délibération n°12202 du 22 avril dernier, le Conseil de Communauté a approuvé la création de 15 Commissions chargées d'étudier les affaires soumises au Conseil dont le domaine d'intervention a été fixé comme ci-après :

- POLITIQUE DE LA VILLE ;
- FINANCES ;
- AMENAGEMENT ET URBANISME ;
- ENVIRONNEMENT ;
- ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES ;
- PROXIMITE ET RELATION USAGERS ;
- CULTURE ;
- TRANSPORTS ET MOBILITE ;
- ESPACE PUBLIC ;
- SPORTS ET TRADITIONS ;
- EMPLOI-TPE et PME-ARTISANAT ET AGRICULTURE ;
- RESSOURCES HUMAINES ;
- EAU ET MILIEU AQUATIQUES ;
- DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ATTRACTIVITE ;
- LOGEMENT.

Puis, par délibération n°12289 du 19 mai 2014, le Conseil de communauté a désigné les membres des 15 Commissions en fonction des vœux des conseillers communautaires titulaires et suppléants et des demandes des maires des communes membres. Cette délibération a été modifiée lors du Conseil du 31 juillet 2014 (délibération n°12482)

A la suite de nouvelles demandes d'inscription d'élus et de désignations de représentants des communes par les maires, il convient d'acter la participation de ces nouveaux membres au sein des différentes commissions, par la présente délibération.

Les tableaux figurant en annexe sont ainsi mis à jour.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire que cette délibération annule et remplace la délibération n°12482 prise en séance du Conseil du 31 juillet 2014 ;
- désigner les membres des 15 Commissions en fonction des vœux des conseillers communautaires titulaires et suppléants et des demandes des maires des communes membres tels que figurant dans les tableaux ci-annexés ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.